

JP 11/10/1980

DERNIÈRE ÉDITION -

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12258

6 F

DIMANCHE 24 - LUNDI 25 JUIN 1980

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

## LA MANIFESTATION POUR L'ÉCOLE PRIVÉE

### Sur le fil du rasoir

« Ni politique ni partisane », selon M. Chirac, politique et partisane, selon M. Mauroy, la manifestation du 24 juin se joue sur le fil du rasoir. Pour tout le monde. Car les organisateurs, comme le gouvernement, sont à la merci d'incidents toujours possibles : les organisateurs parce qu'ils peuvent être confrontés à la violence de certains groupes de marcher sur le centre de la capitale, plutôt que de s'en tenir aux limites définies d'un commun accord avec le préfet de police ; le gouvernement parce que, avant même de savoir si des incidents ont lieu, il est déjà accusé de les avoir organisés.

C'est, évidemment, pour le pouvoir - qui a multiplié les mises en

sont persuadés du contraire) que le texte du gouvernement ne met pas en danger l'école privée (lire l'article de Catherine Ardittl), ni même sa spécificité. Chacun sait aussi que le seul véritable sujet d'inquiétude de l'enseignement catholique concerne la titularisation des maîtres. C'est d'ailleurs la seule disposition que, revenue au pouvoir, l'opposition abrogerait. Mais chacun oublie de rappeler qu'en Alsace - régie par un statut particulier - le clergé, pourtant fonctionnarisé, reste le clergé ; et les écoles privées ne sont pas moins autonomes qu'ailleurs. Chacun comprend bien, enfin, que la défense de l'école privée est derrière nous et que ce qui est

### Sous le signe de l'ambiguïté

Une nouvelle fois, la querelle scolaire va rassembler des foules dans les rues. Plusieurs centaines de milliers, voire plus d'un million de manifestants venus de toute la France sont attendus à Paris dimanche 24 juin, sur l'appel de la Commission permanente de l'enseignement catholique. Ils veulent protester contre ce qui est, à leur yeux, inacceptable dans le projet de loi sur l'enseignement privé adopté en première lecture à l'Assemblée nationale le 24 mai et que le Sénat doit examiner.

Le débat sur l'école privée que l'opinion, dans sa majorité, estime dépassé, demeure néanmoins l'un des thèmes le plus mobilisateur. Au moins pour trois raisons. L'école publique ou privée

concerne - un jour ou l'autre - tous les Français, et les parents placent en elle beaucoup d'espoirs, surtout en période de chômage. Par tradition, les Français, qu'ils soient de gauche ou de droite, sont attachés à l'expression du pluralisme. Le débat scolaire fournit enfin une mine idéologique inépuisable aux dirigeants politiques.

C'est pour se conformer à l'idéal laïque que M. Mitterrand s'était engagé, avant d'être élu à la présidence de la République, à mettre en place un « grand service public, unifié et laïque de l'éducation nationale ».

CATHERINE ARDITTL

(Lire la suite page 10.)

## PARIS-MOSCOU

### L'accalmie

Après avoir érogé jeudi M. Sakharov, le président de la République a invité vendredi sur l'ambassade franco-soviétique. M. Mitterrand a pris congé, le samedi 23 juin, de M. Tcherenkov avant de s'embarquer pour Volgograd (ex-Stalingrad) où il devait prononcer un discours dans l'après-midi. Il devait regagner Paris directement en fin de soirée.

#### De nos envoyés spéciaux

Moscou. - Après le drame, l'accalmie. Après Sakharov, l'ambassade traditionnelle franco-soviétique... La seconde journée des entretiens de M. Mitterrand à Moscou, vendredi 22 juin, a été nettement moins agitée que la première. Il suffisait pour s'en rendre compte d'assister à la conférence de presse qu'a donnée en fin de journée le président de la République. Etait-ce fatigue ou prudence? Toujours est-il que le chef de l'Etat s'est attaché pendant plus de quarante-cinq minutes à calmer un jeu qu'il avait passablement contribué à relancer la veille en évoquant le sort de M. Andreï Sakharov dans le discours qu'il prononça au Kremlin lors du dîner offert en son honneur par M. Tcherenkov.

Comment M. Mitterrand a-t-il éprouvé le fait d'être censuré par la Pravda, qui avait supprimé dans son discours les références à Sakharov, aux SS-20, à l'Afghanistan, et à la Pologne? « Je n'ai pas lu les journaux soviétiques, je n'ai pas eu le temps, ce n'est pas par dédain (...) mais je ne connais pas de journaux en France qui reproduisent l'intégralité de mes déclarations. Il est vrai que si c'est l'essentiel qui manque (dans la Pravda) cette comparaison n'est pas valable. L'ennui pour le président, c'est

que le porte-parole de M. Tcherenkov, M. Leonid Zamiatine (qui avait promis la veille que les propos de M. Mitterrand seraient intégralement reproduits) avait répondu à la même question en regrettant qu'aucun journal français n'ait publié dans leur intégralité les propos du secrétaire général.

M. Zamiatine a été également jusqu'au bout le seul responsable soviétique à commenter publiquement les déclarations de M. Mitterrand. Il s'est réjoui des propos du chef de l'Etat sur la coopération entre les deux pays, mais a moins apprécié « un autre aspect de son discours ». « On avait l'impression que le président français n'était pas en premier lieu animé du désir d'aller au fond de la politique soviétique, la politique intérieure comprise, mais qu'il était influencé par certains préjugés et stéréotypes des milieux officiels de l'OTAN », a noté le porte-parole du Kremlin sans insister davantage.

Interrogé sur l'affaire Sakharov, M. Mitterrand a affirmé espérer l'adoption de « mesures » en sa faveur, mais a ajouté que « parler encore de lui ne servirait pas sa cause ».

JACQUES AMALRIC et DOMINIQUE DHOMBRES.

(Lire la suite page 3.)

Avec ce numéro

LE MONDE  
AUJOURD'HUI

(Sciences, médecine, formes et idées nouvelles)

Un photographe dans la guerre

## ÉTATS-UNIS

### Les glaneuses du Bon Dieu

(Page 4)

## RFA

### Les couacs de Karajan

(Page 8)

## MAROC

### El Aïoun, ville lumière

(Page 8)

## SOCIÉTÉ

### Controverse sur la Vanoise

(Page 15)

## POÉSIE

### Un Russe à Paris

(Page 17)

## LES DIX A FONTAINEBLEAU

### « Politique d'abord »

M. Mitterrand veut éviter que la controverse budgétaire empêche la Communauté de progresser vers l'Union européenne.

Grand conseil de guerre, samedi matin 23 juin, autour de MM. Claude Cheysson et Roland Dumas, pour mettre la dernière main à la préparation du sommet des Dix qui s'ouvre lundi, pour deux jours, à Fontainebleau. Il s'agissait, avant même le retour de Moscou du chef de l'Etat - auquel il devait en être référé dans la soirée - de « verrouiller » le dispositif arrêté par la présidence française du Conseil européen et de s'assurer que celle-ci serait, au moins théoriquement, en mesure d'éviter le dérapage de l'ordre du jour ou l'enlèvement des débats.

Voici quelques jours, M. Mitterrand a adressé une lettre aux neuf chefs de gouvernement qu'il va recevoir dans la « ville impériale ». Après avoir souligné que « des progrès substantiels ont été accomplis dans la vie communautaire » depuis le sommet de Bruxelles, en mars dernier, le président de la République reconnaît à propos de l'affaire budgétaire qu'« un contentieux subsiste toutefois ». Il indique que cette question, qui conditionne notamment

le calendrier de l'adhésion espagnole et portugaise, sera examinée « en même temps que celle du budget 1984 ». Mais, ajoute M. Mitterrand, « je crois qu'il nous faut maintenant placer le développement de la Communauté dans la perspective politique que commandent les intérêts bien compris de l'Europe et de chacun de nos pays ».

Voilà clairement exposé l'essentiel de la controverse, certes feutrée, mais bien réelle, qui oppose depuis plusieurs semaines, et singulièrement ces derniers jours, la présidence française à plusieurs personnalités européennes, à commencer par M. Gaston Thorn, président de la Commission de Bruxelles. Pour ce dernier, vouloir progresser sur le plan politique avant d'avoir réglé l'interminable contentieux sur le budget relève, dans le meilleur des cas, de l'utopie et, dans le pire, d'une fuite en avant dont la France ne paraît pas mesurer toutes les conséquences. Des conséquences d'autant plus graves que le problème a d'ores et déjà cessé d'être seulement britannique : la République fédérale peut s'estimer en droit de demander, elle aussi, un allègement de sa contribution ; et elle a, sans attendre, réclamé un abatement supplémentaire de TVA pour ses agriculteurs, en raison du démantèlement des montants compensatoires monétaires auquel elle a consenti à Bruxelles.

Du côté français, on ne songe pas à nier l'importance de l'affaire budgétaire, et encore moins l'émergence du « nouveau problème allemand ». Mais on se refuse à faire de sa résolution le point de passage obligé de toute avancée européenne. A la fois pour une raison de fond et en fonction de considérations tactiques.

Une raison de fond : on est persuadé, à Paris, que la Communauté peut survivre, fût-ce « chichement », comme dit M. Dumas, au non-règlement de la question budgétaire. Du moins suffisamment longtemps pour que l'élan politique nouveau, dont M. Mitterrand souhaitait faire la marque de sa présidence du conseil européen, commence à produire ses effets, qui eux-mêmes faciliteront la recherche d'une solution.

BERNARD BRIGOULEUX.

(Lire la suite page 3.)



garde - que la situation est la plus difficile. En premier lieu, la manifestation est approuvée par une nette majorité de Français (56% selon la SOFRES), sur un thème simple : la liberté. En outre, une majorité aussi nette considère que la démonstration de force sera sans effet. On se saurait mieux illustrer le fait que, aujourd'hui, le pouvoir est coupé d'une partie importante de l'opinion, qui n'en attend rien, et qui est impénétrable à son discours.

Autant dire - c'est le second facteur de difficulté - que cette manifestation est, déjà, récupérée par l'opposition. De l'appel de M. Chirac à venir manifester en masse aux cortèges d'élus, qui se joindront aux manifestants, en passant par MM. Giscard d'Estaing et Barre, qui défileront, eux aussi, l'opposition est convaincue qu'elle tient la bonne cause. Sur quoi peut-elle mobiliser, si elle veut convaincre que les choses iraient mieux avec elle? Sur l'austérité, qu'elle devra poursuivre? Sur les dangers que présente, aux yeux de M. Barre, une réduction du taux de préférences obligatoires, bref, une baisse des impôts? Ne pouvant jusqu'alors faire plus que de souffler sur les braises des mécontentements catégoriels, elle tient, en effet, un thème mobilisateur contre une des valeurs de la gauche qui a le plus vieilli. A condition, bien sûr, de rebaptiser la défense de l'école privée en défense de la liberté. Ce qui a été fait et, la maladresse du gouvernement aidant, bien fait.

On comprend mieux, dans ces conditions, la formidable distance qui existe entre la réalité d'un texte et l'interprétation qui en est donnée. Chacun sait (même si beaucoup

devant nous ressemble fort à un rassemblement antigouvernemental.

A cet égard, il faut envisager deux scénarios, l'un paisible, l'autre qui ne l'est pas.

Selon un premier schéma, l'agitation culmine dimanche, et la vie publique reprend son cours. Au fond, ce que l'opposition pouvait attendre de la mobilisation sur l'école privée est déjà engagé : en témoigne le vote du 17 juin.

Selon un second schéma qu'il faut bien envisager (même s'il relève de la politique-fiction), il existe un point d'articulation entre la rue et les institutions. Si vraiment il s'agit, comme le disent quelques-uns (le dernier en date étant M. Pierre Bas), comme l'on dit les « barons » du gaullisme à l'Assemblée, de légitimité, alors il faut que la manifestation du 24 juin ait un prolongement. Ce pourrait être le Sénat. La tentative de l'obstruction (le blocage des institutions) (le Sénat peut faire attendre un texte autant qu'il le souhaite s'il ne peut s'opposer à son adoption), n'a jamais été aussi forte. Jusqu'à présent, M. Pöcher s'y est toujours opposé, en faisant prévaloir la conciliation. Mais qui ne voit, aujourd'hui, que certains sénateurs de l'opposition voudraient s'arroger un pouvoir politique que, juridiquement, leur assemblée n'a plus depuis la libération : celui de faire obstacle à un gouvernement qu'ils désapprouvent.

Ceux-là se souviennent sans doute avec quelque nostalgie du Sénat de la III<sup>e</sup> République, qui eut raison du Front populaire.

En fait, les leçons politiques du 24 juin dépendront du déroulement de la manifestation elle-même, et des images que l'opinion en retiendra. Car, dans cette affaire, on se bat surtout avec des symboles. Les organisateurs avaient en fait en sorte qu'à Versailles le rassemblement ne tourne pas à la contestation pure et simple du président et du gouvernement. Mais à Versailles, seuls les évêques avaient en la parole, reléguant à l'arrière-plan les politiques. Cette fois, les évêques bénissent mais ne défient pas. Et les politiques, surtout dans la ville dont M. Chirac est le maire, seront dans la rue, bien visibles. Le comportement de l'opposition - et celui de la gauche vis-à-vis de l'Eglise - ne pourra pas ne pas s'en ressentir.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

## LA MORT DE JOSEPH LOSEY

### Le cinéaste des envoûtements

LIRE PAGE 17  
L'ARTICLE  
DE JACQUES SICLIER

## M. PIERRE MÉHAIGNERIE

invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Pierre Méhaignerie, député UDF d'Ile-et-Vilaine, président du Centre des démocrates sociaux, sera l'invité de l'émission hebdomadaire le « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 24 juin de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien ministre de l'Agriculture répondra aux questions d'Anne Chenebourg et de Jacques Grail, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Dominique Pommerehne, de RTL. Le débat étant dirigé par Alexandre Reineuf.

Cartier

MONTRES MUST AQUAZONE  
EN ARGENT MASSIF HABILILLÉES D'OR 18 CT

le motif de Cartier



# Dates

## RENDEZ-VOUS

**Lundi 25 juin.** - Fontainebleau : Sommet européen. Buenos-Aires : Visite de parlementaires britanniques. OTAN : Entrée en fonction du nouveau secrétaire général, lord Carrington.

**Mardi 26 juin.** - Rome : Visite du ministre coréen des affaires étrangères.

**Mercredi 27 juin.** - Ottawa : Visite du ministre chinois de la défense.

**Jeudi 28 juin.** - Bruxelles : Réunion ministérielle CEE-ACP. Lisbonne : Réunion de l'Internationale socialiste sur l'Amérique centrale.

**Vendredi 29 juin.** - Berlin-Est : Visite du premier ministre suédois.

**Samedi 30 juin.** - Guatemala : Election de l'Assemblée constituante. Bonn : R. von Weizsäcker remplace M. Carstens à la présidence de la République fédérale.

**SPORTS**

**Dimanche 24 juin.** - Automobile : Grand Prix de F1 de Detroit ; Cyclisme : Championnats de France ; Football : Demi-finale du championnat d'Europe des nations Danemark-Espagne à Lyon.

**Lundi 25 juin.** - Tennis : Championnats de Wimbledon (jusqu'au 9 juillet).

**Mardi 26 juin.** - Football : Finale du championnat d'Europe des nations au Parc des Princes ; Rugby : Dernier match de la tournée française en Nouvelle-Zélande à Pukekohe.

**Jeudi 28 juin.** - Golf : Championnat de France professionnel (jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet).

**Vendredi 29 juin.** - Athlétisme : Championnats de France à Lille (jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet) ; Cyclisme : Départ du Tour de France.

**Dimanche 30 juin.** - Motocyclisme : Grand Prix de vitesse des Pays-Bas.

## Le Monde

Service des Abonnements  
2 rue des Italiens  
75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4297-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 465 F 529 F 1 060 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER  
(par mandat postal)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
361 F 485 F 579 F 1 240 F

2 - SUISSE, TUNISIE  
454 F 536 F 1 177 F 1 536 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changement d'adresse : veuillez nous adresser votre nouvelle adresse (avec numéro de téléphone) à l'adresse ci-dessus.

Les abonnés sont invités à formuler leur demande au moins une semaine avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 2,40 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 36 F ; Canada, 1,20 \$ ; Côte d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 150 pes. ; États-Unis, 1 \$ ; Grèce, 65 p. ; Inde, 75 p. ; Italie, 80 p. ; Japon, 100 y. ; Liban, 475 p. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 36 F ; Norvège, 10,00 kr. ; Pays-Bas, 2,80 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Suède, 480 F CFA ; Suisse, 4,50 fr. ; Thaïlande, 1,70 \$ ; Yougoslavie, 110 ml.

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : MONDIPAR 620572 F  
C.C.P. 4297 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Lemaire, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969) ; Jacques Fauriol (1969-1982)

Imprimerie de "Le Monde" : S. de la Haye, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

## IL Y A SOIXANTE-DIX ANS, SARAJEVO

# Les deux balles qui tuèrent l'Europe

Par un beau matin de dimanche, à Sarajevo, ville de Bosnie entourée de montagnes et dominée par les ruines d'un ancien fort, l'héritier du trône de la monarchie austro-hongroise quitte l'hôtel de ville pour monter dans sa voiture. Vêtu de son uniforme de parade, l'archiduc François-Ferdinand qui commence sa tournée d'inspection au cœur d'une zone d'occupation militaire, n'ignore pas que la majorité de la population lui est hostile.

En venant à Sarajevo, François-Ferdinand, a pris délibérément des risques. Il sait que la date choisie pour sa visite est celle de l'anniversaire du Vidovdan, la grande fête serbe, jour où les passions nationalistes se déchaînent.

Pendant des siècles, ce 28 juin (le 15 juin pour le calendrier orthodoxe) a été un jour de deuil : il commémorait la bataille de Kosovo (1389) à la suite de laquelle les Turcs détruisirent le royaume médiéval de Serbie. Mais depuis deux ans on célèbre la défaite des Turcs au cours de la première guerre balkanique.

A cinquante et un ans, l'archiduc n'a rien perdu de son goût du défi et du risque. En outre, il a une revanche à prendre.

Car l'héritier présomptif du trône n'est pas seul dans la voiture qui avance à travers les vieux quartiers musulmans. A son côté se tient son épouse, Sophie Chotek, fille d'une famille tchèque de la petite noblesse. La cour impériale s'est longtemps opposée à leur amour avant de se résigner à un mariage morganatique. Peu avant la cérémonie nuptiale, l'archiduc a dû renoncer à tout droit de rang et de succession pour ses futurs enfants. Le serment solennel, prêt devant un François-Joseph impassible entouré de tous les archiducs et dignitaires de l'empire au château de Vienne, a été prononcé exactement quatorze ans plus tôt, le 28 juin 1900.

## Impopulaire et amoureux

François-Ferdinand n'a jamais pardonné au vieil empereur cet « affront ». Certes, après le mariage, Sophie a reçu de Sa Majesté le titre de duchesse Hohenberg. Mais, à la moindre occasion, les ennemis de l'archiduc à la Cour ne manquent pas d'utiliser toutes les armes que le protocole met à leur disposition pour humilier le jeune couple et faire sentir à l'épouse qu'elle n'est qu'une intruse.

La nomination de François-Ferdinand, l'année précédente, au poste d'inspecteur général des forces armées lui permet d'assister aux manœuvres dans la province de Bosnie-Herzégovine, récemment annexée par la monarchie. Il se rend à Sarajevo à ce titre et non en tant qu'héritier du trône. Il a donc décidé d'emmener Sophie en tant qu'épouse de M. l'inspecteur général, sachant parfaitement qu'elle sera également reçue - et pour la première fois - comme une future reine.

Au-delà de cette satisfaction d'homme-propre, la tournée d'inspection de François-Ferdinand revêt une signification politique bien précise. Ambitieux, l'archiduc entend bien renforcer sa position dans l'attente de la disparition de son oncle François-Joseph. Au pouvoir suprême, il a en effet l'intention de remplacer la double monarchie austro-hongroise par une sorte de système « à trois ».

L'archiduc n'aime pas les Hongrois : aversion d'ailleurs réciproque. Il se propose de contrebalancer l'influence de l'aristocratie magyar « arrogante et néfaste », en créant un troisième ensemble composé de Slaves du Sud (Croatie, Slovénie, Dalmatie, Bosnie-Herzégovine). Toutefois, ce rêve d'une Yougoslavie avant la lettre se heurte à l'opposition des Serbes, délibérément laissés à l'écart. Ils aspirent, de leur côté, à une réunification des peuples slaves de la région sous leur empire et souhaitent un port sur l'Adriatique. D'où leur condamnation des projets prêtés à

François-Ferdinand. L'archiduc - aussi impopulaire qu'épris de sa femme - multiplie le nombre de ses ennemis, qu'ils soient Serbes, Hongrois ou appartenant à d'autres nationalités à l'intérieur ou à l'extérieur de la monarchie.

En fait, ses projets vont bien au-delà de la transformation de l'empire que lui légua son oncle. Il rêve d'une centralisation du pouvoir par Vienne. Selon lui, l'« ordre autrichien » devra reposer sur l'armée, déjà présente aux quatre coins du territoire. Chaque soir à 21 heures, on sonne le même couvre-feu de Bregenz à Zamość. On prête à plusieurs officiers de haut grade des ambitions politiques que François-Ferdinand, dit-on, voit d'un bon œil.

Pourtant l'Autriche-Hongrie n'a rien d'un pays militariste... bien au contraire. Pour beaucoup de citoyens, c'est toujours le lieu privilégié d'une certaine douceur de vivre, celle de la *Gemüthlichkeit*, maître mot difficilement traduisible de la langue allemande, que viennent illustrer dans l'empire « K und K » (impérial et royal) les petits gâteaux dans les

pâtisseries viennoises et les œufs à la coque servis dans les verres au petit déjeuner dans les cafés huppés de Budapest.

Hélas ! derrière la *Gemüthlichkeit*, il y a aussi la dure réalité. A savoir l'éveil des nationalités qui réclament de plus en plus bruyamment leur droit à l'autodétermination.

## La Main noire

Le jour où François-Ferdinand et son épouse entreprennent leur visite à Sarajevo, cette tension ancienne a pris un tour inquiétant. Les grandes puissances surveillent de près l'évolution de la double monarchie agitée par des manifestations nationalistes. Dans les coulisses, l'affrontement se prépare entre les deux alliances respectivement composées de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie tsariste (l'Entente) et de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie (les puissances centrales). Pour des raisons stratégiques, le cœur du conflit se situe précisément dans les Balkans. Le sort de la Serbie est en jeu.

On a mille fois raconté comment fut assassiné le couple prin-

cier. D'abord, près de la mairie, une bombe est jetée sur leur voiture, blessant grièvement l'aide de camp de l'archiduc. Impavide, François-Ferdinand poursuit sa tournée d'inspection bien que les mesures de sécurité soient, de toute évidence, insuffisantes. Profitant d'un changement d'itinéraire et d'un moment de confusion, un jeune lycéen serbe, Gavrilo Princip, militant de l'organisation la Main noire dont plusieurs membres sont dissimulés dans la foule, tire deux coups de feu sur l'archiduc et son épouse. François-Ferdinand et Sophie vont mourir quelques minutes plus tard. Le meurtrier est arrêté. Il dira à son procès : « Je ne suis pas devenu un criminel en supprimant un homme dangereux... ». Condamné à vingt ans de forteresse, il devait mourir dans une prison de Bohême en 1918.

La nouvelle de l'assassinat de l'héritier du trône des Habsbourg n'apparaît pas, dans les différents pays concernés par l'événement, comme ce que retiendra l'histoire : les premiers coups de feu d'un immense conflit. « Je ne puis croire que le vieux Monsieur de

Schoenbrunn va déclarer la guerre, et certainement pas pour l'archiduc François-Ferdinand », confie Guillaume II, l'empereur allemand, à ses intimes. « Une guerre entre l'Autriche et la Russie serait très utile à la cause de la révolution en Europe occidentale », écrit Maxime Gorki « mais, ajoute-t-il, il est difficile de croire que François-Joseph et Nicolas II nous feroient ce plaisir... ». « Il n'y a aucun sujet d'inquiétude », affirme le chroniqueur militaire du *Figaro*, que cite E. Taylor dans *La Chute des empires* (Fayard). Le consul général de France à Budapest expose pour sa part, dans sa dépêche au Quai d'Orsay, que « la nouvelle de Sarajevo n'a pas provoqué dans l'opinion publique de réactions qu'on puisse qualifier de « tristesse profonde ». Dans les pays de la monarchie, l'opinion semble, en effet, plutôt indifférente à l'événement et n'en mesure guère les conséquences.

## L'« annonciateur de la liberté »

Pourtant, un mois après les coups de feu de Sarajevo, l'Europe va s'enflammer. Vienne refuse toute négociation avec Belgrade et, le 28 juillet, déclare la guerre à la Serbie. Cette déclaration est suivie en l'espace de quelques jours par toutes les autres : celle de la Russie à la double monarchie, de l'Allemagne à la Russie et à la France, et de l'Angleterre à l'Allemagne.

L'attentat de Sarajevo n'avait-il été qu'un prétexte à l'ouverture d'hostilités inévitables ? Depuis longtemps l'Allemagne impériale ambitionnait l'hégémonie en Europe et la conquête de nouvelles colonies. Les autres puissances obéissaient, elles aussi, à une logique de la force. Enfin, le problème national des pays d'Europe centrale et orientale joue un rôle incontestable. En tout cas, après quatre ans d'un conflit incroyablement sanglant, les vainqueurs vont assurer, en 1919, vouloir construire sur les débris de la monarchie un monde nouveau et plus juste : nous savons trop bien ce qu'il en est advenu.

Soixante-dix ans sont passés depuis les deux coups de feu qui tuèrent l'Europe. Aujourd'hui Sarajevo, ville olympique et centre touristique, accueille des dizaines de milliers de visiteurs. Ils peuvent voir, face au trottoir où s'arrêta la voiture de l'archiduc François-Ferdinand, une plaque de marbre sur le mur avec l'inscription suivante : « A cet endroit historique, Gavrilo Princip devint l'annonciateur de la liberté le jour du Vidovdan, 15 (28) juin 1914... ».

THOMAS SCHREIBER.

## CORRESPONDANCE

# Charles de Foucauld, agent secret ?

M. Mokhtar Belarabi, enseignant au département de géographie de la faculté des lettres de Rabat, nous écrit à propos de l'article consacré au centenaire du voyage de Charles de Foucauld au Maroc (le Monde daté du 27-28 mai) une lettre dont voici l'essentiel :

Au stade de lecture où je suis de la Reconnaissance au Maroc, en vue d'une traduction en arabe, bien des indices me permettent de voir se profiler l'agent secret (sans guillemets) sous l'habit rabbinique d'emprunt : en tout cas une lecture de la Reconnaissance... dans cette optique me paraît possible. Voici quelques indicateurs qui permettent d'étayer ce point de vue :

— La stratégie utilisée par notre « rabbin de Moscovie » pour réaliser cette Reconnaissance, c'est-à-dire une « opération militaire dont le but est de recueillir des renseignements » : inutile de faire des commentaires... Un vicomte, catholique, déguisé en rabbin de Moscovie - pourquoi ce « pays » ? - cela me rappelle ces cordonniers et photographes - de Moscou et d'ailleurs - qui, dans certains New-York, aiment faire coller des boîtes aux lettres sous certains ponts, lesquelles boîtes ils viennent chercher avec bien des précautions...

— L'agent-guide : un autochtone, d'un coin profond de ce Maroc des dernières décennies du dix-neuvième siècle, appartenant à une communauté éparpillée un peu partout à travers le pays, bien implantée dans les grandes villes, et que lient des intérêts divers...

— Les instruments pour la collecte de l'information : un « cahier de 5 centimètres caché dans le creux de la main », « un crayon de 2 centimètres », divers instruments de mesure et de levée de terrain, des opérations réalisées en secret ou avec beaucoup de discrétion...

— M. le vicomte-rabbin tient un « journal ». En fait, il rédige un rapport quotidien (...). Il s'inspire de près à tout ce qui est stratégique : état des routes, description géographique très précise des rivières traversées ou rencontrées, chiffres à l'appui, nombre de gens croisés, armes personnelles... Message facile à déchiffrer. Sans pour autant négliger la donnée la plus immédiate, la plus attrayante : l'économie - et description des champs et vergers, en insistant sur le côté « richesses ». Lyrique, M. le vicomte ? Non, je le soupçonne de s'adresser à une catégorie de gens bien connus de lui.

Certes, ces « accusations » ont quelque chose de provisoire - la

seule lecture de la Reconnaissance... ne suffirait pas à les asseoir solidement. Néanmoins, l'agent qui invite à une méditation sur les mots utilisés et les choses décrites ou rapportées, elles me poussent à voir en M. le vicomte « autre chose », qu'un simple jeune homme (il n'a que vingt-six ans quand il entre le 17 mai) rabbin Marocain et qu'il lui emprunte aussi sa religion) qui veut prouver qu'il est capable d'autres exploits que ceux qui ont motivé son « renvoi » de l'armée. Les frais engagés pour prouver ce qu'il est réellement me paraissent lourds : usage de faux - n'oublions pas qu'il s'agit d'un vicomte catholique... que la sottise et la méditation finiront par capturer - et risques corporels sérieux, auxquels il n'échappera pas d'ailleurs, mais sous d'autres cloques. S'il n'a pas été agent secret ou espion, ce qui reste à élucider, même si l'histoire n'y saurait rien ou que peu de chose, le (futur) Père de Foucauld a été l'un des agents de pénétration française au Maroc, certainement l'un des premiers et très utiles fournisseurs de la colonisation. Comme il est, vrai que la Reconnaissance... reste une des pages les plus curieuses et les plus riches en informations de l'histoire du Maroc moderne.



24/11/1984

# Etranger

## LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN UNION SOVIÉTIQUE

### M. MITTERRAND A LA TÉLÉVISION

« Permettez-moi de vous parler un moment de la France... »

Voici les principaux extraits de l'intervention du président de la République, vendredi soir, à la télévision soviétique :

« Je suis heureux de m'adresser à vous ce soir, au nom de la France. Je suis venu à Moscou, dans votre belle capitale, pour réaffirmer d'abord l'amitié de toujours entre le peuple français et les peuples de l'Union soviétique, pour rechercher ensuite avec vos dirigeants les meilleurs chemins qui nous conduisent tous ensemble vers l'équilibre mondial, vers une paix solide et durable. L'une à l'est, l'autre à l'ouest de cette partie du globe, la Russie et la France ont, depuis de longs siècles, écrit des pages remarquables de l'histoire de l'Europe. Frères d'armes durant la dernière guerre mondiale, nous sommes battus dans les mêmes rangs contre le déferlement des forces ennemies. »

« La vaillance de vos soldats, le courage et le patriotisme de votre peuple ont permis non seulement votre victoire, mais aussi contribué de manière décisive à celle des alliés, de tous les alliés, et à la libération de mon pays. C'est pourquoi j'ai demain à Volgograd, où je témoignerai la reconnaissance de la France pour les héros de Stalingrad. »

« Unis dans la guerre, soyons unis dans la paix, défenses farouches de nos patries et de leur indépendance dans la fidélité à nos alliances, sachons être les défenseurs infatigables de la paix. Nous devons pour cela nous parler, nous comprendre. C'est pourquoi je suis ici chez vous. »

« Je souhaite que se développent nos échanges commerciaux, technologiques, scientifiques, culturels ; je veillerai à ce que votre langue, votre culture, votre pays, soient mieux connus par les Français (...). De même, il faut que notre langue, que notre culture, que notre pays, soient mieux connus de vous. »

« Permettez-moi de vous parler un moment de la France. Terre de culture, terre d'asile, berceau des idéaux humanistes et révolutionnaires, patrie de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, à laquelle nous sommes restés fidèles, la France est un pays de liberté. Notre système politique, économique et social est celui de la démocratie, et nous y sommes très attachés. Liberté d'expression, liberté d'association, de réunion, liberté de conscience et de croyance, droits des travailleurs, liberté syndicale. »

« Je suis fier de mon pays, et vous le comprendrez, même si je sais ce qui lui manque et les progrès qu'il doit accomplir pour affronter les temps présents et futurs. Mais vieille nation, la France est aussi un pays moderne, elle est le quatrième exportateur mondial, et ses technologies modernes sont souvent au premier rang (...). »

« Je ne vous dis pas cela pour vanter les mérites de la France en oubliant les vôtres. Vous appartenez à un grand peuple doté d'une puissance et possédant des possibilités matérielles et culturelles considérables. Nous avons beaucoup d'estime pour vos capacités créatrices, pour vos réalisations scientifiques, pour la diversité de vos dons. Mais j'y reviens. Tout cela n'a de sens que si les relations pacifiques entre les peuples l'emportent sur les tensions, sur les risques de guerre. Réveillons donc la paix par un désarmement réel, équilibré et contrôlé, par le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, par la primauté du droit international. »

« Commentons par appliquer ces règles à nous-mêmes, dans la franchise et le respect mutuel. Je souhaite aux peuples soviétiques paix et prospérité, et je leur exprime le vœu de la France : c'est, croyez-le, pour vous tous et chacun d'entre vous, un message d'amitié. »

## L'accalmie

(Suite de la première page.)

Assailli de questions, manifestement aussi peu spontané que les amènes de journalistes soviétiques, le président de la République avait cru bon auparavant de se justifier de ne pas être allé au manoir de Léonine. « Je suis prêt à y aller », a-t-il déclaré, tout en faisant remarquer qu'un soul de ses prédecesseurs, M. Giscard d'Estaing, avait rendu ce curieux hommage de la part d'un chef d'Etat d'une démocratie parlementaire au chantage de la dictature du prolétariat, et M. Mitterrand d'ajouter bizarrement - raccourci historique hasardeux - que, de toute façon, il honorerait tous les morts à Stalingrad. »

Comme tous les sportifs, un chef d'Etat a parfaitement le droit de marquer une baisse de niveau. Il n'en demeure pas moins que, vendredi soir, une question restait sans réponse précise : les entretiens qui viennent de se terminer à Moscou ont-ils ou non débouché sur la décision de reprendre sur une base régulière les contacts entre Moscou et Paris à tous les niveaux, y compris au sommet ? C'est ce que laisse entendre l'agence Tass dans un communiqué, où elle insiste sur la nécessité d'en finir avec « les coups de ses dernières années » et fait référence au protocole franco-soviétique de 1970 conclu par Georges Pompidou (1).

Cette interprétation est née du côté français, où l'on affirme qu'une plus grande fréquence dans les contacts ne signifie pas un retour à la régularité.

Interrogé à ce sujet, M. Mitterrand est resté dans le vague, affirmant dans un premier temps qu'il n'a « aucune hostilité à ce qu'on se voit plus souvent », ajoutant : « Je pourrais même y être favorable », puis parlant de la nécessité de « déléguer des missions ». Que faut-il entendre par cette dernière expression ? Le président, qui a invité M. Tchernenko à se rendre en

France, ne l'a pas précisé, mais dressant un premier bilan de ses entretiens, il a affirmé « avoir pu parler de tout sur un ton qui permet un travail en commun (...). Des bases suffisamment solides pour avoir d'utiles conséquences ont été jetées », a-t-il dit, avant de qualifier ses conversations de « sérieuses, réfléchies, très attentives, courtoises, fondées sur une information sûre, sans blocages ». Dans le même temps, l'agence Tass - décidément spécialiste des communiqués communs unilatéraux - a souligné la nécessité de profiter de la coopération dans le domaine de la culture et de l'éducation pour inciter les sentiments de respect et d'amitié entre les Soviétiques et les Français. »

Force est de reconnaître, vingt-quatre heures après l'incident du Kremlin, que, du côté soviétique, on n'a pas perdu son sang-froid. Rien pourtant n'avait préparé les dirigeants de l'URSS à ce blasphème dans le saint des saints : le nom de Sakharov prononcé au Kremlin. A moins qu'il ne s'agisse d'un jeu de mots, on espérait en haut lieu que le président de la République s'abstiendrait d'évoquer le sort du prix Nobel de la paix au cours d'une cérémonie aussi solennelle. D'autant plus qu'il l'avait fait à plusieurs reprises lors des entretiens élargis de jeudi matin.

Selon plusieurs de ses proches, M. Mitterrand a hésité jusqu'au dernier moment avant de commettre le sacrilège. Ne fallait-il pas vendredi matin qu'il n'ait pas mentionné le nom de Sakharov ? Il avait entendu « les tables craquer mais pas dans le cadre des responsables ». ? Tous jours vendredi matin, au cours d'une réception offerte en l'honneur des journalistes de Paris, plusieurs responsables soviétiques ne cachent pas leur peine devant d'aussi mauvaises manières. « Le président regrettera son geste, à moins que ce ne soit déjà fait », confiait l'un d'entre

eux. « A quoi bon venir ici si c'est pour se conduire ainsi ? » demandait un autre.

L'affront est d'autant plus resenti qu'il n'a aucune chance de rester secret. Dès vendredi matin, les radios occidentales diffusant des émissions en direction de l'URSS ont fait écho à l'audace de M. Mitterrand. Le « téléphone arabe » a fait le reste et il est probable que plusieurs millions de Soviétiques sont au courant de l'étonnante nouvelle : un chef d'Etat occidental a osé prononcer le nom de Sakharov au Grand Palais du Kremlin. Il se traiterait donc que le « coupable » bénéficie d'une indulgence plénière... même s'il a pris soin de ne pas réciter, ce qui est tout à fait compréhensible dans le climat tendu qui règne à Moscou.

M. Mitterrand avait commencé cette journée de vendredi en descendant de la Légion d'honneur cinq anciens combattants soviétiques de Normandie-Niémen, l'escadille de chasse formée de pilotes des deux pays pendant la seconde guerre mondiale.

### Les questions bilatérales

Le président de la République s'était ensuite entretenu au Kremlin avec M. Andreï Gromyko pendant plus d'une heure et demie, soit davantage que ce qui était prévu. Aucune allusion n'a été faite à cette occasion du côté soviétique à l'écueil de la veille concernant M. Sakharov. Tout au contraire, le chef de la diplomatie soviétique a évoqué les sujets sur lesquels la France et l'URSS ont des points de vue relativement convergents, tels que l'interdiction des armes chimiques ou l'utilisation militaire de l'espace.

M. Mitterrand s'était rendu en fin de matinée à l'ambassade de France pour y rencontrer les lecteurs et assistants français qui enseignent en URSS et s'adressent aux membres de la colonie française. Une quarantaine de lecteurs et assistants sur soixante-dix étaient présents, de même qu'un tiers environ des mille cinq cents Français résidant en URSS.

Les entretiens élargis portant sur les questions bilatérales ont repris dans l'après-midi au Kremlin. M. Cresson, ministre du commerce extérieur, a rencontré de son côté son collègue soviétique, M. Nikolai Patolichev, ainsi que M. Ivan Arkhipov, premier vice-président du gouvernement qui s'était rendu à Paris à la fin janvier. Les échanges franco-soviétiques sont marqués par un fort déséquilibre au détriment de Paris dû aux achats français de pétrole et de gaz. Ce déficit avait été ramené de 8,5 milliards de francs en 1982 à 4,4 milliards en 1983, mais risque de se creuser à nouveau en raison de la chute des commandes soviétiques de biens d'équipement français. Les

contrats signés ne se répercutent en effet qu'au bout de quelques années sur la balance commerciale.

Les Soviétiques justifient leur peu d'empressement pour les biens d'équipement français par des considérations financières. Le « taux du consensus » défini par l'OCDE pour les crédits à l'exportation vers l'URSS est de 12,40 %. Ce taux s'applique aux crédits à taux bonifiés par le Trésor public mais n'empêche pas les pays membres d'accorder des prêts meilleur marché si le taux d'intérêt est plus bas sur leur marché financier. C'est le cas en RFA où les taux d'intérêt ne dépassent pas les 7,80 %. C'est pourquoi les Soviétiques donnent souvent la préférence aux entreprises allemandes. Pour tourner cet obstacle, Mme Cresson a proposé à ses interlocuteurs - en vain, semble-t-il, - de régler en marks leurs commandes de biens d'équipement français. Les Soviétiques ont également critiqué, comme ils le font rituellement, les restrictions aux exportations de certaines technologies pouvant avoir des utilisations militaires qui figurent sur les listes du COCOM.

M. Mitterrand a terminé la journée de vendredi en écoutant au Bolchoï Mozart et Santeri de Rimski Korsakov et Volande de Tchaïkovski, en compagnie de M. Tchernenko. Les deux chefs d'Etat avaient pris place dans la loge centrale mais le secrétaire général s'est éclipcé assez rapidement après le début du spectacle.

Les journaux de ce samedi matin se contentent tous, y compris la Pravda, de reproduire le compte rendu de Tass sur les entretiens et une courte dépêche de l'agence soviétique sur la conférence de presse du président français qui ne mentionne évidemment pas sa réponse à propos de Sakharov.

M. Mitterrand s'est adressé jeudi soir aux Soviétiques à la télévision. Le message qui avait été enregistré dans l'après-midi et ne comportait cette fois aucun élément susceptible de choquer les dirigeants soviétiques a été diffusé à la fin du journal télévisé. Celui-ci s'était ouvert curieusement non sur la visite du président français, mais sur... une déclaration du comité central à l'occasion du cinquantième anniversaire de la région autonome juive - du Birobidjan, créée en 1934 par Staline au fin fond de l'Asie, près de la frontière chinoise, pour donner un foyer aux juifs...

JACQUES AMALRIC  
et DOMINIQUE D'OMBERES.

(1) En 1970, la France et l'URSS s'étaient mises d'accord pour donner « un caractère périodique aux consultations politiques ». En 1979, lors du voyage de M. Giscard d'Estaing à Moscou, il avait été décidé que les rencontres au sommet auraient lieu chaque année.

## Les Dix à Fontainebleau

(Suite de la première page.)

Des considérations tactiques : faire du compromis avec la Grande-Bretagne la clé de voûte du sommet de Fontainebleau, et le préalable à tout nouveau progrès de la construction européenne, revient à donner à M. Thatcher un pouvoir exorbitant sur le succès ou l'échec de la rencontre. Et aussi - mais cet argument-là ne fait évidemment pas partie du discours officiel - sur le bilan des six mois de présidence française, du moins tel que l'opinion publique le concevra. M. Mitterrand donne un peu l'impression qu'il tient trop à la relation de l'Union européenne, à la fois par passion sincère (et ancienne) pour le Vieux Continent et par nécessité de trouver sur la scène extérieure des succès qui tardent à venir à l'intérieur, pour laisser le premier ministre britannique lui gâcher sa fête européenne.

C'est pourquoi le président français s'emploie à réduire l'affaire de la contribution budgétaire de Londres à un élément parmi d'autres des problèmes à résoudre, et à rappeler qu'il s'agit de la seule question majeure non encore résolue. « Mais cette volonté de banaliser l'affaire n'est aucunement une volonté de la négocier », dit-on du côté français.

Afin que les choses soient claires, c'est par un débat purement politique que s'ouvrira, lundi après-midi, les travaux des Dix. Les relations Est-Ouest, le désarmement, la situation au Proche-Orient, l'Amérique centrale, l'Afrique australe, la guerre du Golfe, le dialogue Nord-Sud (notamment à la lumière des résultats du sommet des sept pays occidentaux les plus industrialisés, tenu du 5 au 7 juin à Londres) feront l'objet d'un long échange de vues.

Ce n'est qu'ensuite que sera abordée la controverse budgétaire, avec, là aussi, la volonté de ne pas la réduire à une négociation inévitablement laborieuse sur la contribution britannique.

M. Mitterrand souhaite notamment que la question de l'élargissement - dont il s'entretiendra, mercredi à Lisbonne, puis vendredi à Madrid, soit largement débattue.

Parmi les autres vœux du chef de l'Etat figure celui de voir le conseil se pencher, plus attentivement que par l'expression de quelques bonnes intentions, sur les politiques nouvelles de la Communauté (dont le financement, il est vrai, dépend étroitement de la résolution de la question budgétaire). Dans les domaines de la culture, de la recherche sociale, des sciences de la vie, la France souhaiterait proposer à ses partenaires quelques initiatives concrètes. On voudrait aussi mettre l'accent, du côté français, sur l'application des directives qui ont récemment été adoptées à Bruxelles, s'agissant de l'aménagement du temps de travail chez les Dix : M. Mitterrand y voit une occasion de montrer aux deux cent soixante-dix millions d'Européens de la Communauté que celle-ci peut avoir une action concrète et bénéfique sur leur vie de tous les jours.

### Un premier tour de table

C'est du même souci que s'inspirera la troisième partie des travaux du conseil (suivie en principe d'un examen de l'état actuel de la négociation sur le renouvellement des accords de Lomé entre la CEE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Elle sera en effet consacrée à ce que M. Mitterrand appelle dans sa lettre « l'Europe des citoyens », en faveur de laquelle il annonce à ses partenaires qu'il leur proposera « quelques initiatives stimulantes ». Si le secret a été bien gardé sur la nature de ces propositions, leur inspiration sera sans doute très voisine de celle qui a conduit à la levée des contrôles de police à la frontière franco-allemande pour tous les ressortis-

sants de la Communauté, ou à l'instauration d'un « passeport CEE » - un petit document grenat - dont les vingt-cinq premiers exemplaires français seront justement présentés à Fontainebleau.

Reste le grand débat sur l'union européenne. Dans l'immédiat, il s'agit surtout d'un premier vrai tour de table sur la question, après le discours par lequel, le 24 mai dernier, le président de la République avait apporté son appui à l'« inspiration » du projet Spinelli. Sauf heureuse surprise en cours de débat, M. Mitterrand n'escompte guère pouvoir faire adopter une déclaration définitive sur le sujet à ses partenaires des Fontainebleau. Mais il leur soumettra vraisemblablement un texte d'orientation assorti d'un délai de réflexion. Si les interlocuteurs de la France en étaient d'accord, les premières réunions préparatoires à la grande conférence susceptible de fonder l'Union européenne pourraient avoir lieu au printemps prochain, c'est-à-dire sous la présidence italienne.

Quelle sera sur ce point l'attitude britannique ? Manifestement, si l'on réclame avant toute chose à Londres, un règlement durable de la question budgétaire, on ne souhaite pas pour autant faire bande à part (la régence la plus vive à l'égard de l'Union européenne, à l'heure actuelle, venant plutôt de Copenhague).

En attendant l'union européenne, la France va insister pour que soit mis en place un secrétariat politique permanent du conseil européen. Il s'agissait, dans l'esprit de Paris, mais aussi des pays qui ont déjà exprimé leur accord de principe (RFA, Grande-Bretagne, Italie et Pays-Bas), d'un groupe de quatre ou cinq très hauts fonctionnaires internationaux, chargés d'assurer le suivi de la coopération politique des Dix entre les sommets, sous la responsabilité de la présidence tournante du Conseil européen. Le secrétariat servirait, par ailleurs, d'interlocuteur diplomatique unique aux pays tiers, qui ma-

nifestent un intérêt grandissant pour cette coopération.

Enfin, le sommet de Fontainebleau aura à examiner le problème de la composition de la commission de Bruxelles, dont l'effectif - actuellement de quinze membres en comptant le président - devra être accru au moment de l'entrée de l'Espagne et du Portugal. Il avait été question, pour éviter l'inflation des postes, que les grands pays de la CEE renonceraient à disposer de deux sièges à la commission, ce qui aurait eu pour effet paradoxal de ramener à douze le nombre de ses membres au moment de l'élargissement. Cette éventualité paraît aujourd'hui moins probable, et l'on s'achemine sans doute vers une commission de Bruxelles de dix-sept personnes...

Qui en sera le nouveau président, lorsque M. Thorn quittera ses fonctions à la fin de l'année ? La candidature déjà déclarée - celle de M. Christophersen (Danemark) - n'a pas, jusque-là, suscité d'enthousiasme unanime, comme on pouvait s'y attendre. L'éventualité de celle de M. Davignon, qui est déjà une grande figure de la commission, paraît relativement bien accueillie. Celle de M. Biedenkopf, ancien secrétaire général de la CDU, n'est pas improbable, d'autant plus qu'il avait été entendu que le poste reviendrait à un Allemand. On dit aussi que le ministre fédéral des affaires étrangères, M. Genscher, pourrait trouver là une sortie honorable.

Il est vrai que si l'on cherche un responsable de la diplomatie de l'un des Dix, il en est un qui aurait sans ses collègues l'avantage de connaître parfaitement une commission à laquelle il a longtemps siégé, et sur la longévité ministérielle duquel courent depuis quelque temps des rumeurs suffisamment pessimistes pour qu'il puisse lui aussi songer à un tel avenir : c'est M. Claude Cheysson.

BERNARD BRIGOLEUX.

## STALINGRAD : un symbole commun

### De notre envoyé spécial

Moscou. - En demandant à se rendre ce samedi 23 juin à Volgograd - qui s'est appelée Tsaritsyne jusqu'en 1925 et Stalingrad jusqu'en 1961 - M. Mitterrand a eu un geste qui sans aucun doute est allé droit au cœur de l'immense majorité des Soviétiques ; non seulement des officiels qui y auront peut-être vu une « réparation » des cérémonies célébrant le quarantième anniversaire du désarmement allié en Normandie, mais aussi et surtout du Soviétique moyen, de celui qui s'est battu avec abnégation et obstination pour arrêter à cet endroit la marche en avant des armées nazies.

Dans la mémoire collective soviétique, Stalingrad est en pire ce que fut Verdun pour nos grands-pères : le symbole d'une résistance acharnée, celui aussi des honneurs de la guerre, et le culte de cette résistance est encore soigneusement entretenu, tant il est vrai que la peur de la guerre constitue, bien plus que le marxisme-léninisme, l'un des principaux moteurs du régime soviétique.

Le symbole de Stalingrad est revendiqué pratiquement par tous les Soviétiques, qu'ils appartiennent aux anciens combattants - éternels héros des soirées télévisées, - à la « nomenklatura » frieuse et prévoyante, aux enfants des maternelles, du primaire et du secondaire, élevés dans ce rite, à la

plupart des dissidents. Comment, par exemple, oublier que c'est dans « les tranchées de Stalingrad » que s'activait aujourd'hui exilé à Paris Victor Nekrasov et demandé à entrer au Parti communiste ? Et comment oublier que le même Nekrasov a obtenu le prix Staline pour sa description sans complaisance de l'effroyable boucherie que fut Stalingrad.

La bataille de Stalingrad que va célébrer M. Mitterrand a duré près de neuf mois, de juillet 1942 à février 1943. Elle a constitué le premier grand échec des troupes d'Hitler, qui étaient commandées par von Bock : le premier renversement de tendance dans le rapport de forces qui s'était établi au lendemain de la rupture du pacte germano-soviétique. Pendant des mois et des mois, non seulement l'armée rouge, commandée sur ce front par le maréchal Ieremenko, mais aussi la plupart des habitants de la ville ont opposé une résistance farouche aux assauts et aux bombardements de l'ennemi, défendant pied à pied, maison par maison, un territoire stratégique.

Totalement reconstruite, la ville compte maintenant près d'un million d'habitants. M. Mitterrand n'y restera que quelques heures, le temps de se recueillir devant le monument aux morts, où il doit prononcer un discours, et de monter au terrain de Marmalev, qui domine la Volga et qui fut le théâtre des combats les plus durs.

J. A.



# Les déboires du « grand tuyau »

A Moscou, aux côtés de François Mitterrand, un ministre a été très occupé cette semaine. M<sup>me</sup> Edith Cresson tentait d'obtenir la réduction des quantités et du prix du gaz soviétique qu'achemine le « grand tuyau » depuis janvier. D'autant que les Italiens ont obtenu de meilleures conditions. Mais que disent les Soviétiques eux-mêmes de leur fameux gazoduc ?

Le gazoduc reliant l'Europe à l'Europe occidentale était enfin achevé. La Sibirie glaciale allait pouvoir réchauffer les appartements refroidis par la crise du capitalisme... Ce fut, de toutes parts, un « ouf » de soulagement. Les informations qui suivirent l'annonce de la bonne nouvelle tenaient, à vrai dire, plus de lyrisme sportif que de compte rendu sérieux de l'opération d'un programme énergétique. Lorsque le responsable du grand ouvrage, A.-P. Vesseliou, donna sa conférence de presse, il enfourcha Pégase : « Réalisation unique en son genre, qui dépasse tout ce qui a été fait au monde dans ce domaine... Il a fallu à peine un an pour installer 4 500 kilomètres de tuyau alors que les normes en vigueur prévoyaient trois fois plus de temps... 1 000 kilomètres en plein milieu de l'hiver arctique et en quelques mois seulement ! » L'équipe soviétique de gazoduc sur glace venait de l'emporter sur les joueurs d'en face. Son capitaine reçut sa médaille olympique sous forme d'un poste de ministre adjoint de l'industrie du pétrole et du gaz.

Sur la réalité de l'exploit, les avis sont unanimes. Rampant dans des centaines de kilomètres de marais impraticables, enjambant un millier de rivières et de lacs, le « grand serpent » se déploie sur près de cinq fois la « longueur » de la France, à travers des régions hostiles. Sur 150 kilomètres, il traverse même le « permafrost », cette zone de la toundra où le sol ne dégèle jamais. Assembler et fixer 3 000 tonnes

de tuyauteries et de vannes, en assurer l'exploitation et la maintenance sont, de toute évidence, une prouesse peu banale.

Sans précédent ? C'est une autre affaire. Le bruit fait, pour d'évidentes raisons politiques, autour du gazoduc ne saurait faire oublier que les experts soviétiques ont déjà construit trois autres pour relier l'Europe à la Sibirie occidentale du pays. Ils avaient alors « battu tous les records par rapport aux normes fixées », conformément à la vieille loi de « l'émulation socialiste » et prouvé que « l'URSS vient à bout de toutes les difficultés ». Le dernier-né de ces grands ouvrages aurait donc dû bénéficier de l'expérience acquise par ses devanciers. Mais ce serait compter sans le système qui, à tous les niveaux, incite les responsables à inscrire toute réalisation technique dans une compétition avec les « prévisions du plan ». Du même coup, tout est subordonné au gain de temps et l'on néglige les précautions indispensables à la sécurité et à la bonne marche du travail. Et l'on prend des risques. On commence, aujourd'hui, à en voir les effets.

## Un sol imprévisible

Ainsi l'URSS a brusquement stoppé, au début de janvier 1984, les livraisons de gaz alors que les premières livraisons venaient d'être faites. Pourquoi ? Pourquoi les journaux soviétiques se sont-ils fait l'écho de toutes sortes de mésaventures énergétiques en publiant à l'époque, par une étrange coïncidence, des lettres de lecteurs se plaignant de grelotter de froid ?

Si l'on en juge par les analyses récentes, parues dans différentes publications scientifiques ou littéraires d'inspiration officielle, il est facile de comprendre que les difficultés fondamentales auxquelles se heurte l'exploitation des gisements de gaz de la zone subarctique n'ont jamais été surmontées. Non que les données en aient échappé aux spécialistes de la Sibirie — qui les avaient au contraire recensées et étudiées depuis longtemps, — mais simplement parce que les planificateurs de Moscou ont toujours feint de les ignorer.

C'est ainsi que les techniciens responsables de l'ouvrage n'ont jamais pu disposer du temps nécessaire pour mener à bien une étude conséquente de chaque projet, compte tenu des particularités de la « niche écologique » appelée à recevoir les installations, ainsi que des conditions climatiques extrêmes dans lesquelles devrait s'effectuer leur mise en place : « Nous ne savons encore comment prévenir ou atténuer les mouvements du sol sur lequel reposent les canalisations dans les zones de permafrost... Il faut donc pour cela bien connaître les données relatives aux variations de la température et à la sensibilité au réchauffement, provoqué par le passage du gaz, de ces terres éternellement gelées », lit-on dans l'« Echo de Novossibirsk » (numéro 2 de 1983).

Cette constatation, formulée par l'ingénieur principal chargé du projet de Yamboï, dont le tracé est encore plus au nord que celui d'Urengoy, est d'autant plus inquiétante que l'infrastructure de plusieurs gazoducs déjà en activité emprunte cette partie de la toundra septentrionale... Or on sait depuis longtemps que le sol de ces régions a des réactions insolites, tantôt englobant en peu de temps tout corps dur posé sur sa surface, tantôt, au contraire, le surélevant sous l'effet d'une énorme boursoufflure. Déjà, sous Staline, on avait eu un aperçu de ces caprices de la nature, avec une voie ferrée — restée mémorable — qui fut transformée en peu de temps en une sorte d'image surréaliste où l'on voyait des rails tantôt chevauchant d'énormes bosses de terrain, tantôt, au contraire, s'enfonçant dans d'immenses étendues d'eau. Nul ne saurait donc dire actuellement quel gigantesque effet inflammatoire risque d'avoir un jour, sur le sol sensible de la toundra, la chaleur émanant de ces énormes tuyaux de métal qu'elle supporte sur tant de kilomètres.

## Une vie de chien

A ce problème technique s'ajoute, sur le plan humain, une extraordinaire tension d'esprit, sorte de stress chronique lié à l'atmosphère fiévreuse qui règne sur le terrain, où il faut sans cesse

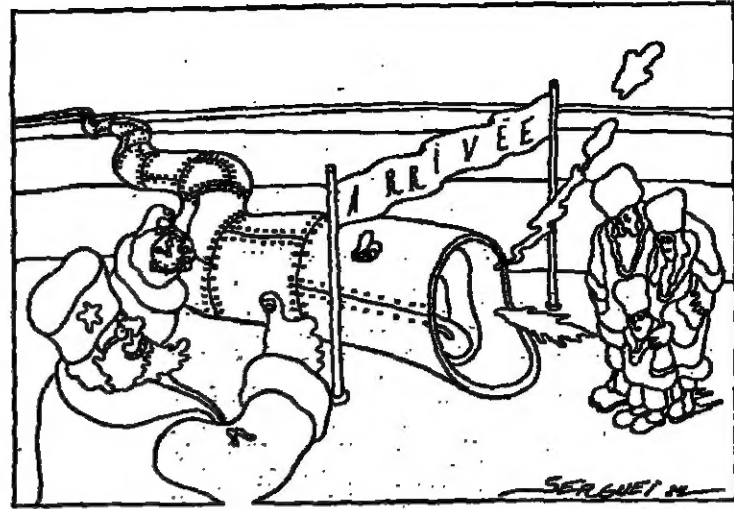
se hâter dans tout ce qu'on fait, et toujours produire plus. Même si l'on se heurte presque constamment à un manque de moyens technologiques appropriés au travail par grand froid. Sans parler des difficultés intermittentes causées par l'instabilité de l'approvisionnement en électricité sur les lieux d'exploitation et par la vétusté des voies de communication ferroviaires, routières ou fluviales.

Cet aspect des choses, dont il n'est pratiquement jamais question dans la presse d'information, nous est surtout révélé par la lecture de la littérature contemporaine de la Sibirie. Car le côté épique de ce combat des hommes pour le progrès fournit aux écrivains un thème d'inspiration très exploité, une récente conférence l'explique bien : « Les nouvelles et les romans de la Sibirie d'aujourd'hui évoquent ce tuyau interminable qui, sans qu'on sache trop pourquoi, se fissure brusquement, éclate puis prend feu, tandis que des gens se jettent héroïquement sur lui pour l'éteindre de leur corps, jusqu'à ce que tout recommence à un autre endroit ».

Il y a là comme une résurgence de la littérature de guerre, mais d'une guerre livrée cette fois contre le temps, la nature et les choses, au détriment de l'œuvre de l'homme, et quelquefois au péril de sa vie. Ce qui est très symptomatique d'une réalité dont il est difficile d'imaginer la dureté et les déboires quotidiens.

Cela nous amène au troisième des grands problèmes qui compromettent présentement l'exploitation du gaz sibérien : celui des conditions de vie du personnel employé sur les installations. Des conditions si précaires qu'on reste confondu de voir les responsables les accepter sans broncher, dans une sorte d'ignorance chronique des besoins de l'immense population dont ils ont la charge.

Pour en avoir une idée, il suffit de rappeler que, lorsque le gisement d'Urengoy commença à atteindre son quota de production, les travaux d'infrastructure n'étaient réalisés qu'à un tiers seulement des aménagements prévus, selon a été « méthodique et sévère » dans des conditions imagin-



SERGUI

sables, parfois même sous la tente en été comme en hiver. Cela se sut à la longue, si bien que le nombre des volontaires, attirés d'abord par la promesse d'avantages substantiels, diminua au fil des mois, et que l'exploitation du gazoduc souffrit aujourd'hui d'une inquiétante pénurie de techniciens qualifiés. Ce qui explique en grande partie la baisse des livraisons et, sur un plan plus général, la remise en question du niveau de production initialement prévu.

## « Formulations fumeuses »

C'est pourquoi il ne paraît pas exagéré de dire que le « modèle d'Urengoy » se trouve aujourd'hui dans l'impasse. A tel point que les hauts responsables politiques du pays, restés sourds jusqu'ici aux supplices des « Sibériens », semblent enfin conscients de la gravité de la situation. C'est en tout cas ce que laisse penser un long reportage paru dans les « Izvestia » du 24 mars dernier. Il révèle qu'une délégation de la direction collégiale du Plan d'Etat s'est rendue à Tumen, capitale du pétrole et du gaz sibériens, afin d'y tenir une conférence élargie sous la direction du président du Gosplan lui-même, N. I. Baïbakov, vice-président du conseil des ministres de l'URSS.

Pour que des personnages aussi importants se soient crus obligés de faire un si long voyage afin, nous dit-on, « d'approfondir tous les problèmes et d'en tirer une vue claire des choses », il fallait certainement qu'il y eût urgence. Et quand on ajoute que la conférence a été « méthodique et sévère », on se rend compte que, parfois vive..., il est facile

d'imaginer que l'ambiance a dû être plutôt orageuse. Mais laissons la parole au reporter : « Les tentatives de quelques camarades pour envelopper la réalité des choses dans des formulations fumeuses ont échoué, de même que leurs efforts pour substituer à l'analyse concrète et aux propositions précises tout un jeu de questions tirées par les cheveux. Beaucoup de griefs faits par les géologues et les techniciens du gaz et du pétrole ont été reconnus valables, et c'est la raison pour laquelle il est indispensable, dans l'avenir, que les dirigeants de l'énergie, de l'industrie et de la chimie modifient, dans un esprit opérationnel, leur attitude envers les requêtes des gens du Nord... » Après avoir admis qu'il était « pas simple » d'élaborer un pronostic sur le développement d'une région aussi vaste et unique en son genre que le district de Tumen, la conférence a conclu à la nécessité de « tenir compte des leçons du passé récent ». Pourquoi ne pas s'attendre aussi que les responsables du programme énergétique, « se rangeant à l'avis de nombreux économistes soviétiques, décident, à l'avenir, de ne plus conclure de nouveaux contrats pour l'exportation du gaz » ? (1).

Dans ces conditions, il est à prévoir que l'approvisionnement de l'Europe en « or bleu » sibérien va poser de sérieux problèmes.

BORIS CHICHO.

(1) Ekonomicheskaya Gazeta, mars 1984, n° 13. Un ouvrage Sibirie L. Economie - Ecologie - Stratégie est actuellement sous presse à l'Institut d'études slaves de Paris.

## ÉTATS-UNIS

# Les glaneuses du Bon Dieu

Qui le croirait ? Aux Etats-Unis on trouve encore des personnages venus tout droit du fond de l'histoire du Vieux Continent. De pauvres glaneuses, perchées sur la glèbe et ramassant ce que d'autres ont négligé. Il est vrai qu'elles ne travaillent pas dans les grandes plaines à blé, comme les héroïnes de Millet.

## Correspondance

Ritzville. — Hannah travaille dans une plantation de fruits au nord de Seattle, vêtue d'un pantalon volumineux et d'une blouse qui date de sa dernière maternité. Elle verse un panier de pommes dans un chariot, don d'une grande surface, puis se dirige vers les camions devant lesquels joue un groupe d'enfants surveillés par trois femmes qui trient des pêches. Hannah les rejoint pour leur donner un coup de main. Rejetées par l'exploitant à cause de leurs « imperfections », les fruits remplissent sept grandes poubelles ; le tri accompli, on ne jette le contenu que d'un seul carton.

Les triennes commencent à porter leur récolte aux camions pour retrouver Chris, chef de l'équipe, qui fera le partage. Hannah peine à piloter un chariot surchargé.

Nous sommes ici tout près d'une petite ville de l'Etat de Washington, à l'ouest des Etats-Unis, qui vit de l'exploitation des forêts et des vastes champs de fruits et légumes approvisionnant les conserveries de la région. Les chômeurs y représentent 12 % de la population par rapport à une moyenne nationale récemment tombée à environ 8 %. Hannah (trente et un ans) vit ici avec son fils et dispose de 592 dollars par

mois (environ 4 800 F) d'aide sociale, dont 130 dollars en bons à échanger contre ses achats de nourriture (food stamps) (1).

Elle a un « emploi », saisonnier certes et même « bénévole », mais qui a le mérite de garnir son réfrigérateur d'« aliments nutritifs », sans compromettre son droit à l'aide sociale. Hannah est glaneuse. « C'est-à-dire que, en me levant certains matins, j'ai une journée de travail devant moi. Nous pouvons manger, moi et mes enfants. C'est fantastique ! »

Elles sont soixante-quinze qui, dans le cadre des bonnes œuvres d'un groupe de religieuses, glanent tout ce qui échappe aux machines, ce dont les cueilleurs professionnels ne se soucient guère ou que les propriétaires trouvent « imprévisible » au client-roi.

La plupart de ces modernes glaneuses de Millet — étrangères aux épis de blé de l'imagerie traditionnelle — sont rémunérées non seulement en fruits et légumes, mais aussi en vêtements et dons de toutes sortes faits au groupe, qui en tire un bénéfice grâce à la vente dans sa boutique d'économie (thrift shop).

Hannah travaille six heures environ par jour pendant une saison, qui peut durer d'avril à octobre. « J'ai toujours mes 462 dollars des bons. Mon travail aux champs me permet de joindre les deux bouts et je peux même, de temps en temps, m'offrir quatre côtelettes de porc », me dit-elle victorieusement satisfaite d'un sort pourtant modeste.

Les glaneuses qui s'engagent à faire des conserves pour le centre de distribution ont droit à leur part des fruits ramassés. Elles le méritent bien. « J'ai fermé mes derniers bocaux à 2 heures du matin », soupire Judy, épuisée. Elle ne vit pas de l'aide sociale, mais a grand besoin de ce qu'elle se procure ici. Son mari travaillait dans une usine de contre-plaqué

qui a fermé ses portes. Depuis, il « bricole » acceptant tout ce qu'on lui propose, chauffeur de taxi, plongeur à 3,75 dollars l'heure, le couple assure le gardiennage d'un logement. Grâce aux conserves et à quelques expédients, Judy espère se tirer d'affaire. « Nous allons survivre d'une façon ou d'une autre », sous-entendu : « Sans demander ni l'aide sociale ni le « food bag » de la fin du mois. »

## « Se chauffer ou manger »

Ce que ramassent les glaneuses, comme les dons charitatifs des grandes firmes de produits alimentaires — boîtes de conserves bombées par accident et donc invendables, paquets de pain dont la date limite de vente est dépassée, — sont destinés, par l'intermédiaire d'un centre de distribution (food bank), à un réseau de dépôts de secours (emergency food center) qui les distribuent en sacs (les food bags) aux nécessiteux. Les dépôts sont le recours traditionnel des déshérités et des sinistrés, des clochards et des alcooliques. Depuis deux ans, de plus en plus nombreux à travers le pays, les centres accueillent les victimes de deux syndromes devenus banals, ceux de la « fin du mois » et ceux du heat or eat (se chauffer ou manger).

Dans le premier cas, le réfrigérateur se vide quelques jours avant l'arrivée des bons de nourriture ou du salaire. Dans le second, « manger ou se chauffer » est en fait le plus souvent au même moment que l'avis de coupure de courant.

Comme le dit en souriant Hannah, « au moins, moi, je ne suis pas freebie ». Freebie, de free, gratuit, est celui qui vit de l'aide sociale et ne demande pas davantage. Les mots qui caractérisent les relations d'une société avec ses pauvres — welfare, en américain,

charity — ont un sens péjoratif, tout comme les néologismes engendrés par la crise économique.

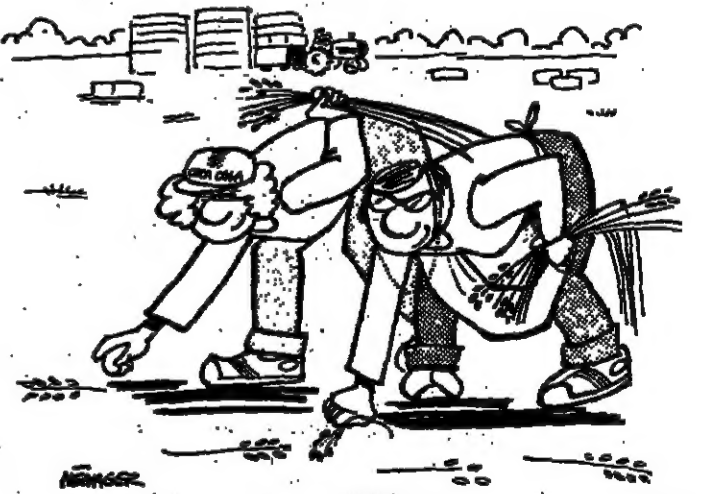
Le verbe « glaner », en revanche, est entré dans la langue courante d'un pays qui n'a pas connu la féodalité. Il y a même perdu sa connotation servile pour gagner une nuance de moralité. Glaneur, on porte secours aux autres en s'aidant soi-même. Aide-toi, le Ciel t'aidera ! Glaneur, on n'est pas freebie. Surtout, on part en guerre contre un vice national : le gaspillage.

Le US General Accounting Office (2) estime que, pour 20 %, la production annuelle des aliments est perdue ou gaspillée dans les champs, les usines de conditionnement et les dépôts de distributeurs. Déjà, en 1977, le GAO avait proposé un système de récupération. Il n'est pas étonnant que certains aient répondu à l'appel avec une ferveur quasi religieuse.

## Les « moineaux »

C'est après sa conversion que Chris (trente-quatre ans) a fondé Sparrow Ministries, un groupe de fidèles qui vivent leur foi en combattant le gaspillage pour nourrir ceux qui ont faim. Le nom qu'elle lui a choisi se réfère à la parabole évangélique et à la sollicitude du créateur pour son infime créature, le moineau. La Bible ne demande-t-elle pas de laisser des glanes dans les champs pour « les pauvres et l'étranger » ?

A vingt ans, Chris a vu dans un champ de petits pois où venait d'avoir lieu la récolte — des tonnes de légumes restés sur les tiges, j'ai frappé à la porte du propriétaire pour demander l'autorisation de glaner. J'étais la bienvenue ». Depuis 1982, elle frappe aux portes de la par de Sparrow Ministries. « Les gens ne se rendent même pas compte des quantités qui se perdent. Cette année nos glaneuses ont fourni à une soixantaine de familles assez de



MÉNAGER

pommes de terre, de légumes et de fruits pour l'hiver. Nous avons cueilli à la main plus de 120 000 livres de maïs et de quoi remplir trente camions de carottes ».

Pour embaucher ses glaneuses, elle parcourt les zones qui se forment devant les dépôts de secours. Mais dans son équipe, comme dans les groupes de glaneurs cités par le GAO dans un rapport de juin 1983, ce ne sont pas les bras qui manquent — quelques groupes ont des listes d'attente de cinq cents noms — mais plutôt les fonds pour payer des frais de transport, pouvant atteindre 2 000 dollars par mois.

Ces initiatives sont appuyées par onze Etats, et en Californie les exploitants qui autorisent les glaneurs bénéficient de dégrèvements fiscaux.

Un soir, à la télévision, on a pu voir une séquence charmante sous le titre : « Millet 1983, les glaneurs souriants ». Dans une petite ville du Colorado, les enfants d'une HLM commencent joyeusement vers la camionnette des glaneuses, qui les appellent à son de cloche et ils repartent chargés de cartons trop lourds pour eux.

La réalité est moins idyllique. Dans les locaux du Centre national de recherche sur la distribution de la nourriture, Nancy Amadei, la directrice, la décrit tout de go : « Ce pays fourmille d'enfants qui ont faim ». Et Paul Smith, de la Ligue pour la défense des enfants soupire : « Bien sûr, on n'est pas au Bangladesh, mais la faim devient endémique aux Etats-Unis chez les enfants des pauvres ».

Le président Reagan a dit un jour ne pas comprendre que « dans un pays si riche tant de personnes aient faim ». Mais les politiciens n'utilisent le verbe glaner qu'à propos de la récolte... des voix.

## DELYS ROWE DORRANCE

(1) Ces bons, accordés en raison de 49 cents (environ 4 francs) maximum par repas et par personne, sont censés fournir un supplément d'« aliments nutritifs à bon prix », 90 % des 22 millions de bénéficiaires ont un revenu annuel dont le niveau est au-dessous du seuil officiel de la misère, soit, pour une famille de quatre personnes, 9 862 dollars, et 47 % sont des enfants.

(2) GAO, organisme officiel de recherche, responsable devant le Congrès.



## EN UNION SOVIÉTIQUE

## Staline, les communistes et les autres

Être historien de profession et tenter de raconter Staline : quelle audace et peut-être, au bout du compte, quelle frustration ! Parce que, en cette année 1984, que dire qui ne fût déjà superbement écrit ? Depuis le travail monumental de Souvarine, dont la première édition remonte à l'avant-guerre, il semble qu'il n'y ait plus rien d'essentiel à découvrir. Les documents qui permettraient de mieux connaître et de mieux expliquer cette sombre période sont inaccessibles aux chercheurs, voire à tout jamais détruits, puis-que, pour bâtir ce système, il a fallu commencer par annihilier l'histoire.

L'entreprise à laquelle s'est attelé Jean Elleinstein pouvait donc apparaître superflue. L'auteur ne renouvelle pas la connaissance que nous avons de l'ancien dictateur. Il ne prétend d'ailleurs pas faire œuvre de déficheur, et, en bien des chapitres, il avoue honnêtement son ignorance des faits les plus élémentaires dans toute biographie. Il est vrai, par exemple, que des personnages, qui se disent et qui furent peut-être des compagnons d'enfance du futur Staline, ont publié des souvenirs auxquels il serait imprudent d'accorder une confiance absolue. La première tâche d'un historien voué à Staline le temps d'un livre n'est pas d'amasser des documents, mais de rejeter impitoyablement tout ce qui relève de l'imaginaire ou de la propagande. On a l'impression qu'après avoir fait ce tri il ne reste pas grand-chose. Eh bien ! Si. Et le travail de Jean Elleinstein mérite l'attention.

D'abord, de tous les ouvrages dignes de ce nom consacrés au sujet, c'est sans doute le plus complet. Les précédents, parfois plus originaux — et, une fois encore, on

en revient à Souvarine, — s'arrêtaient, forcément, bien avant la mort de Staline, même si des compléments ont été ajoutés aux éditions ultérieures. Dans le livre de Jean Elleinstein, voici Staline tel qu'il apparaît avec le recul, trente ans après son décès.

Mais pourra-t-on jamais juger avec recul un tel homme ? Il y a dans sa carrière trop de sang versé, trop d'espérances moquées, anéanties ou encore, dans des milieux plus restreints, trop d'illusions entretenues pour que le Père des peuples soit observé comme un objet de curiosité. Sans sacrifier aux exigences de son métier, Jean Elleinstein ne peut ni ne veut cacher, derrière l'historien, le militant. L'homme de foi qu'il est resté. Il fut l'un des intellectuels les plus connus du Parti communiste, et, quels que soient ses désaccords avec le PC, il demeure communiste de conviction.

En même temps, il porte un jugement très sévère non seulement sur Staline, mais sur l'ensemble du système. Sur l'homme d'abord, le point le plus brûlant : la comparaison qui s'impose avec Hitler. Jean Elleinstein n'eut jamais la moindre sympathie pour le nazisme, et le Führer incarne tout ce qu'il exècre, alors qu'à un moment de sa vie le *Voyd* soviétique s'est identifié à l'idéal qu'il a conservé. Pourtant, le bilan de ses analyses n'est pas en tous points à l'avantage du successeur de Lénine. Par exemple, il observe que, après le massacre des SA en 1934, Hitler le sanguinaire a au moins épargné ses compagnons, alors que Staline faisait trapper gaillement amis et ennemis. Le Soviétique, qui poursuivait ses objectifs de pouvoir avec une froide détermination, avait étouffé tout sentiment.

Ces crimes-là sont l'œuvre d'un personnage atteint « de schizophrénie, de mégalomanie, de paranoïa ». Ces traits, remarque notre auteur, se sont aggravés avec l'âge. Mais Jean Elleinstein refuse de le considérer comme un fou. « C'est, écrit-il, le système politique dont il est le produit qui est à l'origine de son action criminelle. Lui-même le pousse jusque dans ses conséquences extrêmes, et rien ni personne ne pouvait l'arrêter dès lors qu'il était maître du pouvoir. » C'est d'ailleurs parce qu'il met en cause le système lui-même, et non simplement le chef mort en 1953, que Jean Elleinstein répugne à employer le terme de stalinisme.



Marchand de thé à Moscou

Ce diagnostic donne à penser que le système est atteint d'un mal incurable. En même temps qu'il rejette ce système, Jean Elleinstein continue de croire au communisme. Il marque bien son sentiment à ce propos dans le commentaire qu'il consacre au portrait que de Gaulle fit de Staline : « Communiste habillé en maréchal, dictateur tapi dans sa ruse, conquérant à l'air bonhomme, il s'appliquait à donner le change. » Notre historien apprécie ce passage somptueux des *Mémoires de guerre*, mais il conteste la formule « communiste habillé en maréchal ». Il écrit, lui : « N'est-ce pas plutôt le maréchal qui percevait enfin sous le communisme ? Que subsistait-il de communiste chez Staline en 1944 ? Des mots, encore et toujours des mots. »

## L'expansionnisme communiste

On trouvera une critique beaucoup plus radicale sous la plume d'un autre auteur, historien de métier, et qui, dans sa jeunesse, fut un des espoirs du communisme : Annie Kriegel. Comme beaucoup, elle dut prendre ses distances lorsqu'elle eut conscience de ce qu'avait été le stalinisme. Mais elle ne s'est pas contentée de dire que Staline avait sali le communisme, voire que le système mis en place par Lénine donnait nécessairement naissance au stalinisme. Dans le *Système communiste mondial*, elle rassemble un certain nombre d'écrits publiés ces dernières années. Serait-ce trahir sa pensée que de résumer en ces termes toutes ces études : ce n'est pas le

« système » qui a fourvoyé le communisme, c'est le communisme qui produit inévitablement un tel système.

Le livre d'Annie Kriegel n'est pas un simple assemblage de textes. C'est presque un guide à l'usage des gouvernants et des peuples de l'Ouest, qui, plus de soixante ans après le coup d'Etat bolchevique, n'arrivent toujours pas à saisir la réalité soviétique et communiste. Annie Kriegel en est venue à se méfier des commentaires sur l'expansionnisme russe, voire l'expansionnisme soviétique... Elle préfère, pour mieux appréhender le phénomène, parler de l'expansionnisme communiste.

Une formule, qui paraît encore à beaucoup une utopie, est devenue, selon Annie Kriegel, réalité : les régimes communistes ont accompli la prophétie sur le « dépérissement de l'Etat ». D'autre part, certains analystes et hommes politiques pensaient, il n'y a guère, qu'après être sortis du sous-développement l'URSS et les autres membres du camp socialiste découvrirait les mérites du libéralisme au moins politique, tel qu'on le pratique dans les sociétés les plus industrialisées de l'Ouest !

Même si, au cours de sa démonstration, il lui arrive de simplifier — ou, ce qui revient au même, d'exagérer, — Annie Kriegel met fort justement l'accent sur un point fondamental : l'Etat fondé en 1917 et ceux qui, par la suite,

se sont inspirés de ce modèle n'ont rien de commun avec l'Etat classique, qui, lui, a vocation d'Etat de droit. C'est simplement, pour reprendre la formule de notre auteur, le « bras administratif du parti ». Dans ces conditions, il est vain d'espérer une « convergence » des deux systèmes mondiaux, comme ce fut le cas lors des plus belles années de la détenté. L'Etat n'est plus, en URSS, que l'instrument du seul pouvoir, ce parti « de type nouveau » voulu par Lénine.

On peut se demander si ce qui paraissait il y a un siècle une rêverie badine — le dépérissement de l'Etat — n'est pas devenu une réalité redoutable, parce que le vide ainsi créé a été comblé par le parti unique, qui, lui, a une vocation totalitaire. Il est vain d'espérer et même de prévoir une démocratisation aussi longtemps qu'il n'est question que du dépérissement de l'Etat. Ce sera une autre affaire le jour où il sera possible de parler sérieusement de dépérissement du parti. Mais, ce jour-là — s'il arrive, — il n'y aura plus de système communiste.

FRANÇOIS BRÉVENT.

\* *Staline*, de Jean Elleinstein, Fayard, 585 p., 98 F.

\* *Le Système communiste mondial*, d'Annie Kriegel, PUF. Collection « Perspectives internationales », 272 p., 150 F.

## Le KGB « bouclier et glaive » du parti

Le 16 mai dernier la *Gazette-Litéraire* de Moscou a annoncé l'ouverture d'un grand concours : écrivains et cinéastes sont invités à faire assaut de talent pour exalter le travail des « organes », comme on dit là-bas, et à envoyer leurs œuvres au 2 rue Dzerjinski, à Moscou, c'est-à-dire au siège du KGB, qui jugera en connaissance de cause.

L'avis de concours ne précise pas si la compétition est réservée aux citoyens soviétiques, mais le nouvel ouvrage que l'Américain John Barron vient de consacrer aux services secrets soviétiques a bien peu de chances d'être retenu : non qu'il omette de rendre un coup de chapeau mérité à certains exploits de l'immense organisation qui se vent « le bouclier et le glaive » du parti. Mais, par la force des choses, il décrit essentiellement, avec un luxe impressionnant de détails, des opérations qui se terminèrent par un échec : défection ou arrestation des agents sur lesquels les responsables de la rue Dzerjinski avaient pourtant les raisons de fonder les plus grands espoirs. Gageons que le jury du concours (date limite de dépôt des œuvres : 1<sup>er</sup> août 1987 — il s'agit de célébrer le soixantième anniversaire de la création de la Tcheka — couronnera un ouvrage plus édifiant. Mais pas forcément aussi bien documenté...

*Enquête sur le KGB*, publié en 1983 aux Etats-Unis, et qui vient de paraître en traduction française, est le second livre consacré par l'auteur au même sujet ; le premier, paru en 1974, avait fait beaucoup de bruit. C'était, en fait, la première fois que le grand public se voyait offrir un aperçu assez précis de ce que pouvait dissimuler ce célèbre sigle de trois lettres — qui recouvre le « Comité pour la sécurité d'Etat ». Avec en prime un certain nombre de révélations, au point que la traduction française avait été soigneusement expurgée de tout ce qui aurait pu compromettre un ancien ambassadeur de France à Moscou, coupable de certaines faiblesses. Cette fois, la traduction est intégrale — il faut dire qu'aucun Français, sinon un « agent d'influence » condamné à cinq ans de prison en

1979 et relâché en 1981, n'est mis en cause.

L'auteur et ceux qui l'ont aidé dans son considérable travail de documentation et de recherche appartiennent à l'équipe du *Reader's Digest*, et le style s'en ressent parfois. C'est surtout vrai du premier chapitre, mélange d'anecdotes et de considérations générales sur la nature profonde du système soviétique et sur les divers maux de l'URSS. On peut trouver tout cela dans de multiples livres de moindre intérêt, et il serait dommage que le lecteur se laisse arrêter par cette introduction un peu lourde, car la suite se révèle absolument passionnante : pendant 140 pages, comme dans le meilleur des ouvrages de Le Carré, nous nous retrouvons au Japon, vivant au rythme de la « résidence » du KGB à Tokyo, et suivant l'itinéraire professionnel mais aussi psychologique d'un brillant agent, Levchenko, officiellement correspondant de l'hebdomadaire soviétique *Temps nouveaux*. Il recrute, en particulier dans la presse japonaise, des agents qui se rendent plus ou moins compte de ce qu'ils font.

## Mesures actives

Tout y est — ou du moins semble y être, — y compris les affrontements et les haines au sein de la « résidence », et le récit détaillé de la défection de Levchenko, des réactions rapides et hautesment « professionnelles » de la CIA locale, qui sut le protéger tout en tâchant — nécessités diplomatiques obligent ! — de ne pas trop offenser les services secrets japonais. Il est évident qu'un tel récit ne pouvait être fondé que sur de très longues conversations avec le principal intéressé, étayées par de nombreuses références qui figurent en annexe de chaque chapitre, et aussi sur certaines confidences des services américains eux-mêmes, ce dont l'auteur ne fait pas mystère.

Le livre nous offre deux autres récits de cette eau — fort savoureuse : la vie d'une « taupe », depuis sa naissance en Tchécoslovaquie avant guerre, sa formation

en Allemagne de l'Est et à Moscou, jusqu'à son installation successivement, en RFA, au Canada et enfin, dans les années 70, à New-York, où, grâce à ses qualités exceptionnelles, l'intéressé, Rudi Hermann, est désigné pour occuper le poste, de résident « illégal » du KGB pour les Etats-Unis (le résident légal étant celui qui bénéficie d'une couverture diplomatique). Là encore, on suit de très près l'étrange existence de l'agent jusqu'au dénouement, même si cette fois certains éléments nous échappent, en particulier les procédés qui ont permis au FBI de démasquer Hermann, bien avant son arrestation en mai 1977.

Le troisième « héros » du livre est un universitaire un peu dilettante qui s'était laissé prendre au « jeu » de l'espionnage : Hugh Hambleton, qui purge depuis 1982 une peine de dix ans de prison en Angleterre, mais que l'auteur a pu rencontrer alors qu'il se trouvait encore en liberté au Canada.

Outre ces trois récits, le livre contient un assez long panorama des « mesures actives » du KGB : la désinformation (en particulier la fabrication de « faux », comme ceux qui étaient destinés à brouiller le président Sadate avec les Américains et aussi les efforts déployés pour influencer ou, dans certains cas, manipuler complètement, les mouvements pacifistes.

Sans oublier l'espionnage industriel et le transfert, via l'Europe occidentale, de quantités impressionnantes de matériel « sensible » vers l'URSS. Tout cela est peut-être moins neuf, encore que certains détails concrets laissent rêver. On apprend par exemple que les Soviétiques, non contents de disposer, juste au-dessus de San Francisco, d'un consulat hérissé d'antennes qui leur permet de capter la majeure partie des communications téléphoniques de la Silicon Valley, ont obtenu récemment le droit de transférer leur ambassade sur la plus haute colline de Washington, le meilleur endroit possible pour leurs « techniciens » !

John Barron n'est évidemment pas un observateur « dégagé » qui mettrait sur le même plan le KGB

et la CIA ou le FBI. Pour lui, il est impératif de « résister » (c'est le titre de son dernier chapitre), donc de ne pas se voiler la face ou ne penser qu'à limiter les pouvoirs des services occidentaux pour mieux faire le lit de l'« adversaire ». Mais Barron évite de verser dans l'alarmisme simpliste. Sa conclusion est même plutôt optimiste : si les démocraties sont par nature vulnérables face à un système totalitaire, elles possèdent aussi des défenses naturelles — liberté d'expression, en particulier — qui permettent de limiter la gravité des blessures subies.

## Un sourire céleste

Au contraire, le camp d'en face encaisserait beaucoup plus difficilement les coups, d'autant qu'une proportion croissante d'agents du KGB, écumés par le système, seraient disposés à faire défection (l'auteur cite quelques exemples récents). Si c'est vrai, on peut s'attendre à lire sous peu un nouvel ouvrage de John Barron, aussi passionnant, on l'espère : une certaine quantité de matériaux se sont déjà accumulés depuis 1983, à Téhéran, à Londres ou à Paris, dont la presse s'est faite l'écho rapidement, sans avoir la possibilité d'aller plus loin.

En attendant, ce livre peut rafraîchir la mémoire de ceux qui, rebutés par le « style Tchernenko », éprouveraient quelques regrets pour les manières plus « raffinées » de son prédécesseur Iouri Andropov, qui dirigea pendant quinze ans les fameux « organes ». Mais les nostalgiques apprendront tout de même avec plaisir, en lisant le compte rendu de son entrevue surprise avec Hambleton, que l'ancien patron du KGB parlait vraiment l'anglais. Et ils seront reconnaissants à l'auteur d'avoir éclairé la dernière page de son livre d'un sourire : celui que le même Andropov adressait, en 1956, à un Hongrois qu'il venait de faire arrêter — et qui a survécu pour raconter la scène.

JAN KRAUZE.

\* *John Barron. Enquête sur le KGB*, Fayard, 437 p., 98 F.

## LE MONDE diplomatique

JUN 1984

## CI-GIT UNE EUROPE DÉSUËTE (Claude Julien)

## Les Etats-Unis et El Salvador OBJECTIF DE PAIX, STRATÉGIE DE GUERRE (Michael Stuenkel)

## UNE GRANDE OFFENSIVE DU VATICAN CONTRE LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

- La peur d'une contagion marxiste (François Houtart).
- Le mouvement d'une pensée surgie de l'action (Guy Petitdemange).
- Les communautés ecclésiales de base (Michel Piton).

## CUBA : TENSIONS INTERNES ET CRISES INTERNATIONALES

De la médiocrité au décollage (Joseph Casas). — Face aux conflits d'Amérique centrale (Carlos Rafael Rodríguez). — Les grandes manœuvres de M. Reagan (Gino Lofredo). — Les aspirations des citoyens dans une structure étatique taillée sur mesure (Françoise Barthélémy). — Le « roman témoignage » (Claude Fall). — Miguel Barnet devant « l'arc tabulaire et chaotique » d'une culture foisonnante. — Graham Greene : « Pas de baies des Cochons pendant la terreur de Batista ».

- Les travaux de la Commission trilatérale : tentations de la croisée, attrait de la coexistence (Georges-Albert Astre).
- Conflit de pouvoirs entre M. Reagan et le Congrès sur la politique étrangère (Marie-France Toinet).
- Cameroun : Les hoquets du changement et les pesanteurs de la continuité (Achille Mbembe) : D'importants atouts pour rénover une économie extravertie (Maurice Vincent).
- Quand le débat politique éclipse les enjeux européens : une irréelle compétition électorale (Gilbert Corra).
- Un livre d'Alain Woodrow sur les jésuites : pouvoirs, mission et contemplation (Pierre de Charentenay).
- Caméras politiques : « Le mystère Silkwood » (Ignacio Ramonet et Jean-Paul Moatti).
- Les livres du mois.

## Une nouvelle de Hassan Mela Ali Qizili LE THÉ DU DIWAKHANA

EN VENTE : 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE » 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09







24/11/1984

# Étranger

## DES EUROCRATES

### Ces messieurs du Berlaymont

La construction européenne n'a pas seulement donné naissance à de grandes entreprises politiques et à de gros dossiers techniques : elle a aussi (surtout, selon les mauvaises langues) suscité l'apparition des « eurocrates », ces « technocrates apatrides » dont parlait de Gaulle. Sans doute n'avait-on pas attendu la signature du traité de Rome pour découvrir l'existence des fonctionnaires internationaux : l'ONU, et avant elle la Société des Nations, pour s'en tenir aux deux organisations les plus universellement connues, avaient eu elles aussi à mettre en place un corps d'agents au statut particulier, ni vraiment diplomatiques ni simples fonctionnaires. Mais aucune autre structure multilatérale comparable n'existait auparavant (ni, d'ailleurs, n'existe à ce jour), et les « eurocrates » constituent à bien des égards une catégorie à part, les membres d'un club fermé mais peuplé puisque leur nombre, pour la seule Commission des Communautés, avoisine les dix mille.

Toutefois, ce chiffre ne semble-t-il pléthorique qu'à l'extérieur. Les intéressés auraient plutôt le sentiment d'être trop peu nombreux — en tout cas au regard des tâches qui leur sont assignées. L'un des moyens les plus efficaces pour faire craquer le vernis de parfaite courtoisie qui caractérise généralement les fonctionnaires européens consiste à insinuer qu'on pourrait sans dommage alléger leurs effectifs...

Il en va en fait des institutions communautaires comme de la plupart des entreprises publiques ou privées : les tâches y sont, quantitativement, réparties d'une façon assez inégale. Certains secteurs d'activité, notamment subalternes, ne paraissent pas devoir conduire leurs titulaires au surmenage ou à l'infarctus. D'autres, davantage. En toute hypothèse, il est assez mal va, passé un certain niveau de responsabilité, de ne pas arborer en toutes circonstances l'air à la fois affairé et résigné du cadre supérieur harcelé par un emploi du temps infernal, mais qui sait quand même consacrer cinq minutes (qui en deviennent soixante pour peu que le courant passe) à son visiteur.

**La qualité de la vie**  
On doit rendre aux « eurocrates » cette justice : ce n'est pas toujours un rôle de composition, tant s'en faut. On cite, bien sûr, dans la maison de verre (expression qui ne doit ici être prise qu'au pied de la lettre) du « Berlaymont », l'immeuble gigantesque de la Commission, quelques cas de sinécures noisives. Il peut par exemple y avoir quelque délice, pour un homme aimable et cultivé, mais peu attiré par la frénésie des couloirs et les réunions multilingues, à rédiger dans quelque lointain bureau donnant sur le parc, à longueur d'année et à petite vitesse, un rapport au demeurant passionnant sur « Le cirque dans la Communauté européenne », avec ce qu'il y a de déjeuners et de voyages d'étude. Mais il faudrait aussi citer, en défense de l'institution et de ses agents, ces innombrables fonctionnaires point nécessairement supérieurs, qui arrivent à leur bureau bien avant l'heure et en ressortent tout juste à temps pour prendre en marche quelque dîner plus ou moins professionnel.

Dans l'ensemble cependant, il est au moins un point sur lequel le consensus est très fort chez les eurocrates : travailler, fût-ce beaucoup, pour la Communauté, procure au total une qualité de vie sensiblement supérieure à celle que l'on connaît ailleurs et avant. Cette réflexion revient particulièrement souvent dans les propos de ceux qui viennent de très grandes villes, comme Londres ou Paris. « Ce n'est pas qu'une question d'argent, explique, par exemple, un fonctionnaire français. Ici, tout est plus facile. On se loge simplement dans la verdure pour le prix d'un quatre pièces sur cour à Paris. Malgré les récriminations des Bruxellois contre leurs embouteillages, on circule

incroyablement vite. Faire du sport, y compris des activités de nature comme le cheval ou le golf, ne nécessite ni de gros moyens ni d'interminables trajets. La vie culturelle est évidemment moins riche, au total, qu'à Paris, à Londres ou à Berlin, mais elle offre encore beaucoup plus de spectacles qu'on ne saurait en voir. Alors... »

Il est vrai que l'on pourrait trouver quelques contre-exemples spectaculaires. « Franchement, je n'aime pas Bruxelles et je n'ai jamais pu m'y habituer, je retourne en France aussi souvent que possible », explique, par exemple, dans son bureau orné de photos et d'affiches qui évoquent toutes le cher vieux Hexagone, M. Jean-Louis Cadiot, un des hommes-clés de la nouvelle Europe industrielle puisqu'il est désormais responsable des restructurations dans la sidérurgie. « Et pourtant, ajoute-t-il, j'aime passionnément ce métier, je crois à la construction européenne et il va

brassage d'étrangers en poste ou en exil ; bref, tous les moyens de ne pas s'intégrer.

Assez peu nombreux sont les fonctionnaires européens qui jouent le jeu de l'assimilation, fréquentent les nombreux théâtres et cabarets bruxellois, s'immergent résolument dans cet univers beaucoup moins petit, moins provincial au sens français, qu'on ne le dit chez eux avec une certaine commisération. Rarissimes sont ceux qui en profitent pour se pénétrer de cette double culture, francophone et flamande, dont la capitale belge, même si aujourd'hui 80 % de ses habitants parlent français, offre tant d'illustrations pérennes.

Cette qualité de vie en vase clos, ou du moins assez faiblement communiquant — une récente circulaire syndicale ne parlait-elle pas, en toute ingénuité, pour désigner d'autres catégories de fonctionnaires, du « monde extérieur » ? — est favorisée par un niveau de rémunération

sans ajouter que ce qu'on lui a offert à l'orée de sa carrière « eurocratique » était proportionnellement plus tentant, mais moins mirobolant, à tout prendre, que ce qu'on lui proposait pour rester — à vingt-six ans — directeur général des travaux publics au Congo.

Le haut niveau des rémunérations est en tout cas une puissante incitation à rester dans la fonction publique européenne. Quel que soit le degré de foi supranationale proclamée, il s'agit là d'un argument d'autant plus négligeable qu'on a vite fait de s'y habituer, voire de s'endormir en conséquence. Le sujet, visiblement, a cessé d'être tabou chez les fonctionnaires européens : plutôt que de laisser courir les rumeurs les plus folles sur leur train de vie, ils préfèrent désormais jouer carte sur table, quitte à ne pas toujours très bien comprendre que leurs interlocuteurs extérieurs à la CEE restent impressionnés par les chiffres qu'ils révèlent.

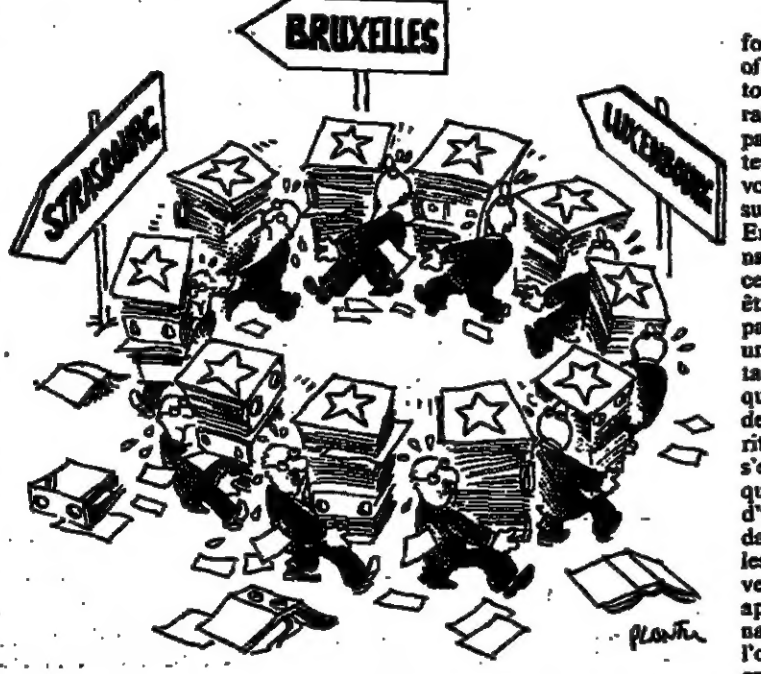
#### Les « fédérates »

Il faut reconnaître que, si la fonction publique européenne offre les mêmes garanties que tout autre service public, l'élaboration d'un plan de carrière n'est pas toujours chose facile compte tenu des impératifs complexes, voire contradictoires, qui pèsent sur l'avancement des eurocrates. En particulier à propos de leur nationalité. Certains postes, que cela soit précisé ou non, doivent être répartis entre les différents pays de la Communauté selon une ventilation plus que délicate pour le profane. De sorte qu'il faut souvent y regarder à deux fois, du moins si l'on nourrit quelque ambition, avant de s'engager dans telle filière plutôt que dans telle autre. Le choix d'une « D.G. », comme on dit dans le jargon du Berlaymont où les directions générales sont souvent désignées par leur numéro, appelle un examen attentif des nationalités en présence dans l'organigramme où l'on souhaite creuser son sillon. Malheur à ce jeune et talentueux sous-directeur danois qui ne peut briguer qu'un poste revenant, cette fois-ci, à un Allemand, ou à ce dynamique Néerlandais, dont l'avancement est bloqué par un mystérieux quorum au profit d'un collègue luxembourgeois moins doué ! Il fallait y penser avant. La planification d'une carrière paraît parfois relever de l'informatic plus que de l'arrivisme.

Pourtant, malgré une crise d'identité de plus en plus flagrante chez beaucoup d'eurocrates, la foi en l'Europe ne semble guère faiblir dans les couloirs de cette tour de Babel, dont les quelque trois cents interprètes constituent le plus grand corps de traduction orale au monde, devant l'ONU. On en parle plus que jamais aux dîneurs franco-italiens de Chez Nardi, à deux pas du rond-point Robert Schuman. Bien sûr, les pragmatiques s'opposent toujours aux « fédérates », comme on appelle méchamment les inconditionnels de la supranationalité chez les sceptiques de l'intégration européenne. Mais si les eurocrates ne sont pas plus exempts que n'importe quelle autre catégorie sociale et professionnelle des petites vanités, des infatigables médiocrités et des arrière-pensées intéressées, on aurait tort de sous-estimer la solidité de leur engagement en faveur de l'Europe.

Tous n'ont pas, comme M. Hubert Ferraton, aujourd'hui responsable de l'information à la direction de la coopération et du développement, « fait sauter les barrières du poste-frontière de Strasbourg avec quelques amis en 1949 ». Mais, si un certain désenchantement est venu, notamment sur le rythme réel de la construction européenne, la foi demeure. Ce qui n'empêche pas que, de l'aveu général, il reste difficile lorsque l'on travaille pour la Communauté de « dépolluer le vieil homme », et de se sentir pleinement (et uniquement) européen : technocrates, sans doute parfois — mais apatrides, si peu...

BERNARD BRIGOLEUX.



y avoir un quart de siècle que j'ai décidé d'y consacrer... cinq ans de ma carrière. Mais, mystérieusement, je reste en décalé à 300 kilomètres de Paris.

On cite aussi, au Berlaymont, en fait de refus de tout véritable acclimatation, un cas particulièrement prestigieux : celui du tout-puissant secrétaire général de la Commission, M. Emile Noël. Très haut fonctionnaire international s'il en est, il est resté domicilié à Paris, qu'il regagne ponctuellement chaque vendredi soir, et dans une maison où l'on ne dédaigne pas le déjeuner d'affaires, il préfère la plupart du temps grignoter des petits-beurre dans son bureau...

Ce sont les eurocrates venus du sud du continent qui, comme il est logique, ont le plus de mal à s'adapter (avec, dit-on, quelques Danois et quelques Irlandais). « Les statistiques de la météo m'assurent pourtant qu'il ne pleut guère plus ici qu'à Milan, explique, avec dans la voix ce qu'il convient de doute ironique, un membre italien de l'important et très actif service d'information et de presse. Peut-être... Mais d'abord, je viens de l'Italie centrale, pas du Nord, et puis il n'y a pas que l'insolation physique, il y a aussi un climat moral qui n'est pas facile à supporter, à la longue. C'est sans doute plus facile ici qu'à Rome de faire du tennis, et je vous concède quelques bistrots à bière sympathiques, mais cela ne remplit pas une vie de méridional de l'Europe... Demandez un peu aux Grecs ! »

Il est de fait que, lorsqu'on se fait détailler un peu plus avant les avantages de la capitale belge par les eurocrates, on est frappé de voir combien les commodités les plus appréciables ont peu de rapport avec la personnalité propre de Bruxelles, ou même de la Belgique en général. La vertu la plus souvent inscrite à son actif est la proximité d'autres grandes villes : on n'y est pas loin de Paris, de Londres, de Francfort, d'Amsterdam, et d'ailleurs il y a là beaucoup de « passage », un

## République Sud-Africaine

### MINISTRE DE LA LOI ET DE L'ORDRE

#### M. Le Grange fait état de « succès importants » dans la lutte contre le Congrès national africain

De notre correspondant

Johannesburg. — Le ministre de la loi et de l'ordre, M. Louis Le Grange, a fait état, vendredi 22 juin, lors d'un défilé de la police à Pretoria, de « succès importants » dans la lutte contre l'organisation anti-apartheid, ANC (Congrès national africain).

Depuis le pacte de non-agression et de bon voisinage signé le 16 mars, à Knomati, entre l'Afrique du Sud et le Mozambique, sept militants de l'ANC ont été tués et dix-huit autres arrêtés, a indiqué le ministre, qui a donné le détail des armes, des munitions et des explosifs saisis. Il a expliqué que, malgré « ses efforts frénétiques pour sauver la face », en multipliant les attentats, l'organisation avait subi de sérieux revers parce qu'elle était coupée de ses bases arrière au Mozambique et en raison d'« une meilleure compréhension en matière de sécurité entre le gouvernement sud-africain et ceux du Lesotho, du Swaziland et du Botswana ».

Le major Graig Williamson a qualifié l'ANC d'« organisation ter-

roriste cruelle et haineuse », ajoutant que, par comparaison, la police de sécurité sud-africaine est plutôt « une organisation de défense des droits de l'homme ».

Parlant ensuite de la situation en Namibie, M. Louis Le Grange, a indiqué que, depuis 1975 jusqu'à la fin de 1983, la SWAPO (Organisation du peuple du sud-ouest africain) avait « assassiné » trois cent soixante-seize Noirs et dix-sept Blancs, et que, depuis le 1<sup>er</sup> août 1983 jusqu'au 30 avril dernier, trente-sept personnes avaient été tuées par le mouvement indépendantiste. Il a rejeté les accusations récemment portées contre la Koevoet — unité spéciale anti-insurrectionnelle de la police, — par le bureau de Windhoek, qui dans un mémorandum la rendait responsable de disparitions et de meurtres de civils sans qu'aucune enquête n'ait été faite. Critiquant l'usage excessif par la presse de ce mémorandum, il a glorifié la Koevoet, cette unité qui a tué plus de mille six cents militants de la SWAPO depuis sa création.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## LE CONFLIT DU SAHARA

### Le Polisario fait état de nouvelles attaques contre l'armée marocaine

Des unités de l'armée mauritanienne ont évacué une position dans le nord du pays pour y faire place au Polisario, a déclaré, vendredi 22 juin à Rabat, un opposant mauritanien. M. Khatri Ould Die, fondateur, il y a un mois à Paris, de l'Organisation des nationalistes mauritaniens (ONM), a ajouté que le lieutenant-colonel Mohamed Khouna Ould Haidalla, chef de l'Etat mauritanien, venait de se rendre sur place pour superviser cette évacuation.

Ce mouvement ferait suite, selon lui, à un incident qui aurait opposé

les maquisards du Polisario à un commandant d'unité mauritanienne qui s'opposait à leur activités.

Le Polisario, dans un communiqué publié vendredi à Alger, a annoncé la mort de soixante-sept soldats marocains lors de trois accrochages mardi et mercredi dans le Sahara occidental, derrière le « mur » construit par les Marocains. La veille, le Polisario avait fait état de la mort de quatre-vingt-onze Marocains dans des attaques dimanche. Rabat n'a pas commenté ces informations. — (Reuter.)

## Tchad

### Le conseil de commandement des Forces armées du Nord a été dissous

N'Djamena (Reuter). — Le conseil de commandement des Forces armées du Nord et le Front de libération nationale du Tchad (Frolinat) ont été dissous vendredi 22 juin en vertu d'une résolution adoptée par le congrès extraordinaire des FAN, qui se tient depuis mercredi à N'Djamena.

Le congrès s'est érigé en congrès constitutif d'un parti politique national qui remplacera les deux organismes dissous.

Une commission a été créée par le congrès — qui s'achèvera dimanche — pour trouver une appellation

au parti et élaborer les textes qui doivent le régir.

Intervenant après l'adoption de la résolution, le président Hissène Habré a qualifié d'événement historique la décision de dissoudre le Frolinat et les FAN, ajoutant qu'à chaque « nouvelle circonstance, une adaptation s'impose ».

Le président Habré avait invité mercredi les congressistes à envisager la création d'un « cadre politique rénové capable de rassembler les Tchadiens » et tenant compte « des diversités nationales et des nouvelles réalités du pays ».

## Inde

### Le gouvernement renforce ses pouvoirs spéciaux

New-Delhi (AFP). — Le gouvernement indien a annoncé, le vendredi 22 juin, qu'il s'était donné de nouveaux pouvoirs afin de lutter contre « des tendances terroristes et sécessionnistes » qui agitent le pays.

Une ordonnance promulguée jeudi soir par le président de la Fédération indienne, M. Giani Zail Singh, et communiquée vendredi à la presse, amende la loi sur la sécurité nationale qui permet la détention sans procès. Cette loi avait été amendée une première fois le 5 avril dernier mais pour le seul Etat du Pendjab (nord-ouest de l'Inde). L'un des changements principaux réside dans le fait que désormais toute personne pourra être détenue pendant six mois — et non plus trois mois comme le prévoyait précédemment la loi — sans que cela nécessite l'avis d'un conseil consultatif.

Plusieurs dirigeants et militants sikhs ont déjà été arrêtés en vertu de cette loi sur la sécurité nationale. C'est le cas notamment du président du parti autonomiste sikh Akali Dal (modéré), Sant Merchant Singh Longowal.

## Nigéria

● DÉCOUVERTE D'UN NOUVEAU COMplot. — Le gouvernement militaire du Nigéria a découvert l'existence d'un « programme de déstabilisation » formé par des politiciens en exil pour renverser le régime du général Buhari, qui a pris le pouvoir le 31 décembre 1983, a annoncé vendredi 22 juin le ministre nigérian de l'information, le capitaine Samson Omeruah. Selon le ministre, le plan de déstabilisation en trois phases a été rédigé par un professeur londonien et prévoit l'utilisation de toutes les forces internes et externes au Nigéria pour obliger la présente administration à démissionner avant trois ans. Le ministre n'a donné comme nom de personnes impliquées que celui de M. Umaru Dikko, ministre des transports de l'administration de M. Shehu Shagari. — (AFP.)

**Le Monde**  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
**UNE ÉDITION INTERNATIONALE**  
spécialement destinée à nos lecteurs résidents à l'étranger  
Exemplaires spécimen sur demande



RFA

## Les couacs de Karajan

**Le monde politico-culturel de la République fédérale est en émoi. L'illustrissime Herbert von Karajan est à court de tirés avec son orchestre, et Berlin-Ouest suit avec angoisse les états d'âme du maître. Derrière l'affaire, une belle clarinettiste et des considérations platement financières...**

Correspondance

Bonn. Après trente ans de vie commune, rien ne va plus entre l'Orchestre philharmonique de Berlin et sa baguette magique, Herbert von Karajan. Comme dans une banale querelle de ménage, on chercherait en vain des motifs graves. Mais le fait est là, et le bourgmestre de Berlin-Ouest, Walter Diepgen, qui n'envisage certainement pas de gaieté de cœur une probable rupture, s'est lui aussi avéré incapable à jouer les intermédiaires.

Ni le talent de Karajan ni celui de ses cent vingt musiciens ne sont en cause. Personne ne conteste au virtuose d'avoir fait à la fois la fortune et la renommée de son ensemble. « On ne doit pas chanter avec Karajan pour faire une grande carrière, mais si on chante chez lui on fait toujours une grande carrière », estimait un jour l'impresario anglais Basil Hornfield. Mais le Philharmonique n'est pas, non plus, n'importe quel orchestre. Une tradition plus que centenaire crée également quelques susceptibilités. Pour

avoir voulu, contre l'avis de ses musiciens, imposer l'année dernière sa nouvelle protégée, la clarinettiste Sabine Meyer, le célèbre chef a rompu un charme vieux de plus d'un quart de siècle. Que reprochait-on au juste à Sabine Meyer ? De n'être pas assez mûre, pas encore parvenue au faîte de son art et en mesure d'assumer un rôle de clarinettiste solo, qui doit donner le ton aux autres. Même si les musiciens tiennent à leur droit de choisir eux-mêmes leurs propres confrères, la querelle se serait terminée en d'autres temps à l'amiable. « Avant, regrette l'un d'eux, on pouvait voir Karajan à chaque instant, il parlait avec chacun, il écoutait chacun. Maintenant... »

Une gifle

Malgré ses soixante-seize ans, l'idole de la *jet society* n'a rien perdu de son allant, de sa foi en lui-même. Mais il a ressenti ces rebuffades comme un crime de lèse-majesté. Il a aussitôt menacé de quitter l'orchestre, d'aller travailler, si on lui refusait sa clarinettiste, à Vienne en emportant les contrats avec les maisons de disques, les chaînes de télévision. Et il a obtenu ainsi gain de cause. Du moins partiellement. Sabine Meyer est engagée pour un an à titre d'essai. Victoire à la Pyrrhus : le ver est dans le fruit, la confiance entamée. La musicienne devra se retirer d'elle-même en mai 1984, pour éviter un conflit ouvert, que sa démarche n'empêchera pourtant pas.

La tempête éclate à propos du régisseur Peter Girth, qui en quelques années a réussi à faire l'uni-

nité contre lui et dont le contrat arrive à renouvellement en 1983. On lui reproche de ne pas jouer son rôle d'intermédiaire entre Karajan et le Philharmonique, de servir au contraire d'espion au Maître, de couvrir toutes ses fantaisies, bref de couper de ses musiciens. Ceux-ci n'attendent qu'une occasion pour s'en débarrasser, et elle ne tarde pas à se présenter. Girth est accusé d'avoir « giflé » l'attaché de presse, de l'avoir traité de « cerveau fêlé ». C'est le grand déballage. Soutenu par Karajan, le régisseur se défend en accusant les musiciens d'en prendre un peu trop à leur aise avec les « à-côtés », notamment les concerts de musique de chambre. L'orchestre, qui reçoit 13 millions de marks de subvention par an de la ville de Berlin, donne en moyenne cent vingt représentations officielles par an. Chaque musicien touche un salaire d'environ 6 000 marks par mois, et Herbert von Karajan a la réputation de faire travailler dur. Mais tout cela laisse malgré tout des loisirs, et il n'est pas rare qu'à l'occasion d'une tournée, d'un festival tel ou tel groupe de musiciens s'associe pour donner des représentations. Il existe ainsi de multiples moyens d'arrondir ses fins de mois, de profiter d'une croisière, etc. Réputation oblige. Karajan aurait d'ailleurs du mal à y trouver à redire, lui dont le talent d'homme d'affaires n'a rien à envier à l'autre, bien au contraire.

Puissant comme Wotan

Sa carrière, qui connut une ascension fulgurante sous le régime nazi, ce qui lui vaudra quelques ennemis après la guerre, est inépa-

nable de la montée des médias. Il comprendra très vite, en effet, tout le profit à tirer du disque, puis plus tard de la télévision. En trente ans, il a réalisé avec le seul Philharmonique de Berlin quelque mille quatre cents concerts et enregistré trois cents 33 tours. Il a même monté, il y a quelques années, sa propre société de vidéo, liée à l'orchestre par un contrat d'exclusivité qui vient d'ailleurs d'être dénoncé par ce dernier au cours du conflit actuel.

« De sa forteresse berlinoise, Karajan brandit ses mains magiques partout. Il semblait puissant comme Wotan et omniscent comme Erda », écrit l'hebdomadaire *Der Spiegel*.

C'est tout ce bel assemblage qui risque aujourd'hui de disparaître. Rendu furieux par les attaques contre son régisseur, le Maître se venge en décommandant le Philharmonique, au dernier moment et sans prévenir personne, pour les concerts prévus à Salzbourg pour la Pentecôte. Injure suprême : il dirige à sa place le Philharmonique de Vienne, trop heureux de l'aubaine. Une « trahison » que les Berlinoises ne sont pas prêtes d'oublier. Ils lui adressent, le 4 juin, une lettre qui frôle la rupture : « Nous constatons que votre comportement dans cette affaire, comme en d'autres circonstances touchant l'orchestre, n'est pas conciliable avec les devoirs d'un dirigeant artistique de notre orchestre ».

Les efforts de la municipalité de Berlin pour tenter de dénouer l'affaire ne peuvent cependant faire revenir Herbert von Karajan sur sa décision. Ce n'est pas faute d'avoir essayé. Le bourgmestre



PANCHO

lui-même s'est rendu en personne à Salzbourg à la Pentecôte pour le rencontrer. Mais de Vienne, où il est allé enregistrer un nouveau disque, le chef d'orchestre fait savoir qu'il continue à s'opposer au licenciement de Girth, qui sera finalement voté par la municipalité. De guerre lasse, mardi dernier, celle-ci justifie sa décision par l'incapacité du régisseur à instaurer un rapport de confiance entre l'orchestre et son chef.

La veille, Karajan avait fait connaître aux sénateurs berlinois les conditions qu'il posait au maintien de sa collaboration avec

le Philharmonique : une voix décisive dans le choix ou le renvoi des régisseurs, l'instauration d'un règlement pour les musiciens qui bénéficient d'autres engagements, le droit aussi pour le régisseur de décider l'engagement à l'essai de nouveaux musiciens. Bref, un véritable ultimatum dont on ne voit pas comment il pourrait être accepté. Pour le Philharmonique comme pour Karajan, la page sera difficile à tourner. Et en attendant, Berlin risque de se sentir orphelin.

H. de BRESSON.

MAROC

## El Aioun, ville lumière

De notre envoyé spécial

El Aioun. — Lorsque le Puna décolle d'Agadir, en fin de matinée, en direction du Sahara occidental — le « Sahara marocain », dit-on ici — nous savons déjà que nous atterrirons de nuit à El Aioun. Mais aucun des journalistes présents ne s'attend à l'impression qu'il va éprouver devant la mer de lumières de la ville, gouvernorat pour les Marocains, capitale politique pour le Front Polisario, qui rêve de la reconquérir. En attendant, le roulement assourdissant de l'hélicoptère ne favorise guère la conversation.

Survoler le désert à basse altitude est aussi fascinant que le découvrir à ras de sable, au fur et à mesure, par la piste, à dos de chameau ou en Land-Rover, mais le paysage change tous les 50 ou 100 kilomètres : plaisir qu'on ne tire n'est plus le même.

A la sortie de Goulmina, dans le Sud marocain, les soldats des FAR (Forces armées royales) ont inscrit en lettres géantes la devise « Dieu, la patrie, le roi », formée avec de grosses pierres blanches qui se détachent sur la montagne noire. Et voici l'oued Draa : ici commence l'aire de mouvement des Maures, qui s'étend jusqu'au fleuve Sénégal. L'oued se signale par les serpents verts que forme la maigre végétation de la vallée, contrastant avec le massif de l'Ouarkiz, minéral et violacé, qui monte à l'assaut du ciel et s'interrompt brusquement sur une arête effilée surplombant le vide.

Balayée par les vents de sable, la hamada de Tiodouf, désert plat et rocailleux où, selon le dictionnaire, « il ne fait bon ni vivre ni passer », marque le passage vers le Sahara occidental jusqu'aux environs de Jdiria. Surgissent alors des collines d'un brun qui vire au noir ; en forme de cônes tronqués, elles semblent posées sur des étendues de sable clair et font penser à un tableau surréaliste de Chirico. Puis la Saguia-el-Hamra, à sec la plus grande partie de l'année, mais dont les crues de printemps peuvent être d'une violence ravageuse, dessine au milieu de plateaux ingrats et stériles d'un marron tirant sur le mauve une sorte d'ovale blanche piquetée de tâches virides, qui s'étend jusqu'à l'Atlantique, non loin d'El Aioun.

Une immense chenille

A l'approche de Smara, nous survolons les parties de l'ancien

« mur » du « triangle utile » aujourd'hui abandonnées (le Monde du 21 juin). Du ciel on en perçoit mieux le dessin : le remblais ressemble à une immense chenille, mais à des dimensions variables, tenant compte de la nature du terrain, des postes d'observation et des PA (points d'appui) forment des cercles ou des quadrilatères défendus par des casemates et des positions enterrées, d'où l'on a retiré les pièces d'artillerie, les mitrailleuses et le matériel électronique. A l'approche de l'Océan, les escarpements vont s'adoucissant et se terminent par une immense plage beige clair.

Soudain, dans la nuit, scintillent des milliers de points lumineux blancs et jaunes. Cette vaste clarté ne tombe pas des étoiles mais forme une file lumineuse, se détachant sur les deux océans de sable et d'eau qui se rejoignent. L'effet est saisissant. L'obscurité bourgeoise bâtie par les Espagnols dans les années 30 est devenue une vraie ville. Déjà, en 1981, elle avait commencé à prendre de belles proportions. « Dans cinq ans, vous ne reconnaîtrez plus cette cité », nous avait dit alors le gouverneur sortant, M. Soliman Haddad, en nous énumérant les projets qu'il avait mis en chantier et ceux qui allaient l'être par son successeur, M. Salah Zennar.

Le pari a été tenu plus vite encore : trois ans après on ne la reconnaît plus ! Elle est passée, selon les chiffres qui nous ont été donnés, de 48 000 à 93 000 habitants. Beaucoup de Maures, certes, portant la *deras* (boubou) bleue ou blanche, originaire du Sahara ou de Tan-Tan, mais aussi une armée de fonctionnaires, de techniciens, d'enseignants, venus de Fès, de Rabat, de Casablanca, et de commerçants berbères du Sous. Le Polisario dénonce cette « invasion », qu'il considère comme une « colonisation ». Les autorités marocaines présentent au contraire leur « aide » comme un « devoir de l'Etat » et une « manifestation de solidarité de la nation », sans cacher toutefois que l'objectif est de « créer des phénomènes irréversibles ».

La ville, en tout cas, a changé physiquement. A quelques constructions de prestige (la splendide mosquée Moulay Abdellaziz et un beau centre culturel de style marocain, un centre artisanal, etc. ou utiles (écoles, lycées, maisons, etc.), sont venus s'ajou-

ter des ensembles impressionnants. Les énumérer tous aurait été fastidieux d'un inventaire. Un chiffre en donne cependant une idée : « Depuis 1976-1977, les investissements de l'Etat dans le Sud ont atteint 400 milliards de centimes (1) », affirme le gouverneur.

Au premier coup d'œil, la cohérence du choix architectural frappe le visiteur. On a opté — à de rares exceptions près — pour un « style saharien » où dominent coupes et lanternes, qui favorisent l'aération et protègent de la chaleur et d'une aveuglante luminosité, couleurs ocre ou jaune, qui évitent la réverbération. C'est le cas, en particulier, de nouveaux ensembles d'habitation : près du centre, le quartier Moulay Rachid (330 maisons avec jardin), qui vient d'être achevé, et un autre, très ambitieux (2 200 logements), en cours de construction, sans parler de diverses initiatives privées. Très caractéristique aussi le Palais de justice, conçu par un Egyptien, comme un fort du désert.

On a vu grand

Une constatation s'impose : on a vu grand. La nouvelle aéroport (60 millions de dirhams) est prévue pour accueillir 500 000 passagers par an, et les pistes récemment construites permettent l'atterrissage de gros porteurs. Le stade aura une capacité de 35 000 places, et l'équipe de football, en tête de la deuxième division, espère passer en première. On pourrait citer aussi l'hôpital à coupes rouges, qui comptera 240 lits, la Maison des handicapés physiques et des aveugles. Quant à la vaste salle des fêtes, proche du Parador et du nouvel hôtel de 250 chambres, elle servira de cinéma, de théâtre, de salle de conférences (1 500 personnes), de galerie d'expositions. Enfin, le gouverneur n'est pas peu fier d'avoir fait aménager 6 hectares d'espaces verts contre 1,2 au moment du départ des Espagnols en 1975.

Mais c'est sans doute dans le domaine de l'éducation que les résultats sont les plus spectaculaires : quatorze écoles primaires contre deux en 1974-1975, le

nombre des élèves passant de 800 à 14 500, et, dans le secondaire, de zéro à 33 940. Tout comme avec l'ambitieux Institut de technologie appliquée, les autorités marocaines ont sans doute voulu battre sur son propre terrain le Polisario, qui avait entamé dès 1976 un vaste programme d'alphabetisation et de formation.

A Smara, ville sainte de Ma-el-Aïoun, distante de 240 kilomètres, on assiste à des phénomènes analogues, bien que de moindre ampleur. En trois ans, la population a plus que doublé, pour atteindre 22 000 habitants : Sahraouis de Tan-Tan et de Tifariti, Berbères du Sous, Arabes de Rabat et de Casablanca. Est-ce parce que la ville sainte de Ma-el-Aïoun, qui combattit les Français, avait failli renverser la dynastie alaouite au début du siècle ? Le fait est que, plus encore qu'à El Aioun, le pouvoir central a voulu imprimer sa marque.

Ainsi, le siège de la province — flanquée des résidences du gouverneur et du secrétaire général — domine-t-il Smara de sa masse austère et imposante. On voit le drapeau chrétien rouge frappé de l'étoile verte beaucoup plus que dans le Nord, et toutes les occasions sont bonnes pour rappeler et souligner que la Marche verte a permis de rattacher « les provinces sahariennes » à celles du nord. A la « nouvelle école », près de la place de l'Unité, un tableau accroché au mur de la cour reproduit le Serment de la Marche verte : « Je jure, au nom de Dieu très haut et tout-puissant, que je reste fidèle à l'esprit de la Marche verte, combattant pour l'unité du royaume, du détroit de Gibraltar au Sahara. » Une formule qui n'est pas sans rappeler le slogan : « La France de Dunkerque à Tamarasset. »

La mort du nomadisme

L'urbanisation semble attirer les nomades. A El Aioun, la plus belle demeure, aux allures de château à tuiles vertes dans le style de Fès, appartient à un éleveur sahraoui. Tout en conservant sa tente du côté de Boujdor, où il possède un troupeau de 500 chameaux surveillé par six bergers qui circulent en Land-Rover, il va traiter ses affaires à Las Palmas, où il a acheté un appartement.



FRANCHINI

« Les jeunes, explique le gouverneur, M. Zennar, ne veulent plus du nomadisme. Alors, on voit les parents s'installer à la ville pour profiter des avantages du citoyen : l'école pour les enfants, l'eau, les transports, le téléphone, les distractions. Le troupeau est confié aux grands-parents, qui restent sous la tente. Le nomadisme n'est plus viable, qui consiste à aller passer quelques jours dans le désert en emportant un réfrigérateur et les éléments de confort, n'a pas d'avenir. En revanche, il faudrait transformer la région en ranch et définir les règles du nomadisme moderne. Pourquoi ne surveillerait-on pas les troupeaux avec des Land-Rover, comme cet éleveur de Boujdor, et même avec des hélicoptères. »

La population d'El Aioun, qui avait publiquement manifesté en faveur du Polisario en 1975 et réservé un bon accueil à ses combattants au début du conflit, n'a-t-elle « jamais » été réellement tentée par l'indépendance, comme l'affirme avec une grandiloquence suspecte tel de ses chefs traditionnels comme M. Ahmad Ould Bachir ? S'est-elle résignée à y re-

noncer ? A-t-elle succombé aux charmes du confort, selon l'analyse-toujours actuelle faite il y a six siècles par Ibn Khaldoun ? Force est de constater, en tout cas, qu'elle ne s'est guère révoltée au cours des dernières années.

A l'inverse, peut-on affirmer comme certains ralliés — il y en aurait sept, ce qui est peu — que les militants du Polisario sont « retenus prisonniers » à Tiodouf, alors qu'ils continuent à se battre avec détermination et à mourir avec courage ? Comment répondre quand on ne peut sonder les cœurs et les esprits ? Une chose, cependant, est certaine : le mode de vie des deux populations, séparées, celle qui est en deçà du « mur » et celle qui vit au-delà, a été profondément modifié par dix ans de guerre. La première s'urbanise, la seconde se sédentarise dans les camps. Le nomadisme en voie de disparition fait assister à la mort d'une civilisation.

PAUL BALTA.

(1) 1 dirham est évalué en 100 centimes et vaut 1,05 franc.



# France

## UNE SEMAINE DE DISCUSSION AU PCF

### Concilier la fermeté vis-à-vis des socialistes et l'ouverture d'un débat interne

Le comité central du PCF, qui se réunit les 26 et 27 juin, va devoir se prononcer sur les choix que la direction du Parti pourrait être amenée à faire, dans la période à venir, au cas où le président de la République déciderait de changer de gouvernement. Les communistes, dans cette hypothèse, participeraient-ils à la nouvelle équipe ? Leurs représentants seraient-ils les mêmes ?

Les dirigeants du parti observent que, dans les premières discussions qui ont eu lieu depuis le 17 juin, le principe de la présence au gouvernement n'a pas été mis en cause de façon significative. Parmi les députés communistes, par exemple, le point de vue selon lequel le recul électoral du PCF serait dû à sa participation au gouvernement s'est révélé très minoritaire au cours de l'échange de vues qui a suivi la réunion du bureau politique, le 19 juin. Il en a été de même lors des premières réunions de comités fédéraux, dont certains étaient convoqués pour la semaine suivant le scrutin européen. Les responsables locaux du parti n'ont pas perçu, chez les électeurs, un rejet de l'union de la gauche.

Pour autant, les communistes n'entendent pas déserter le terrain de la confrontation avec le chef de l'Etat et avec le PS, en donnant l'impression qu'ils ne pourraient faire autrement que d'accepter les conditions qui leur seraient faites, quelles qu'elles soient. Le comité central devrait donc insister sur l'impératif de reconquête qui s'impose à la gauche tout entière, et sur le risque qu'il

aurait, pour elle, à devoir assumer un « recentrage », négligeant les aspirations d'une part importante de son électorat.

C'est le sens des dernières interventions de M. Roland Leroy, membre du bureau politique, qui a encore insisté, vendredi 22 juin, sur France Inter, le fait qu'il n'y avait pas eu, le 17 juin, glissement électoral du PCF vers le PS. Autrement dit, les socialistes ne peuvent considérer que les élections européennes aient été levées, du moins alléguées, l'hypothèque communiste.

Les dirigeants communistes doivent mener de front deux opérations délicates. L'une consiste à conserver, vis-à-vis des socialistes et, au-delà, vis-à-vis de l'opinion de gauche, la position du partenaire d'engagement ; l'autre consiste à engager, au sein du parti, un changement crédible, qui suscite l'intérêt des catégories sociales supérieures auxquelles l'image du PCF s'est détachée. Schématiquement, la première tâche implique de parler haut et fort et, par conséquent, de minimiser leur responsabilité dans leur déclin ; la seconde nécessite, au contraire, de donner des signes de modestie et de doute, et d'admettre une part d'adaptation du parti lui-même à sa propre stratégie.

Cette dualité permet, dans une certaine mesure, l'expression des sensibilités différentes, comme on a pu le voir pendant la semaine écoulée. La direction a jugé opportun de permettre que soient posées, dans l'Assemblée, des questions qui sont, au contraire, interdites de séjour dans l'humanité. Certains membres du bureau politique, comme M. Pierre Juquin, se sont montrés déterminés dans l'intention de mener, en vue du prochain congrès, une discussion

aussi ouverte que possible. M. Anicet Le Pors, dont les Editions sociales avaient décidé de faire paraître le livre *Confrontations* (le Monde du 23 juin), après les élections européennes, a bénéficié de ce concours de circonstances pour apparaître comme un théoricien du changement au sein du parti.

Pour M. Le Pors, l'heure n'est plus à s'interroger sur la façon de regagner graduellement une influence ; les communistes doivent se demander comment leur parti avait pu, il y a bientôt quarante ans, atteindre 28 % des voix, et s'il pouvait y revenir un jour. Le secrétaire d'Etat à la fonction publique a expliqué, lors de diverses interventions publiques, que cette question pose des problèmes de ligne politique, d'organisation et, « si besoin est », de personnes. Il a, à ce propos, tout en rendant hommage à M. Georges Marchais, regretté que, dans la dernière période, la ligne politique ait pu se confondre avec ce qui relève de la nécessaire « adaptation au terrain ». On ne saurait dire plus clairement que le PCF a été dirigé de façon hésitante, voire incohérente.

M. Le Pors exprime, ainsi, dans le cadre défini par la direction, des préoccupations que, tirant leçon de ce qui s'est passé en 1978, les dirigeants du parti estiment préférable de ne pas écouffier. La question est, aujourd'hui, de savoir si des membres du comité central — et lesquels ? — vont chercher à profiter de cette opportunité ; et si, au-delà de la réunion des 26 et 27 juin, leur tentative éventuelle sera reprise à la rentrée, dans la perspective de changements d'hommes à la direction du parti. Rien ne permet, au stade actuel, de l'affirmer.

PATRICK JARREAU.

## LE PROJET DE LOI SUR L'AMÉNAGEMENT URBAIN ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### L'opposition en accepte l'esprit et vote contre

L'Assemblée nationale a adopté, vendredi 22 juin, le projet de loi présenté par M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement, sur le renouvellement de l'aménagement (le Monde du 23 juin). Le RPR et l'UDF ont voté contre ce texte bien qu'ils approuvent la plus grande partie de ses dispositions.

Pour certains élus de l'opposition, il est vrai, tout ce qui vient de la gauche ne peut être que mauvais ; M. Pascal Clément (UDF, Loire) a ainsi clairement reconnu : « Quand MM. Galley ou Chalandon [ministres de l'équipement avant mai 1981] prenaient des mesures du même ordre que celles que vous proposez, il y avait certes entorse au principe de la propriété privée, mais en aucun cas ce n'était du socialisme ». En clair la gauche n'a même pas le droit de faire ce que faisait la droite. Sa présence au pouvoir est bien illégitime.

Les deux élus de l'opposition qui ont le plus participé au débat ont cependant une attitude plus modérée. M. Jean Rigaud (app. UDF, Rhône) a reproché essentiellement à ce projet de ne pas assez « simplifier et clarifier » la législation actuelle. M. Robert Galley (RPR, Aube) a reconnu que ce texte améliore le code de l'urbanisme ; il ne l'a pas voté au motif qu'il étend le droit de préemption des communes sur les biens immobiliers.

C'est bien là — en effet — un aspect essentiel du projet : toutes les communes, dotées d'un plan d'occupation des sols, pourront acheter les biens immobiliers mis en vente dans les zones urbaines ou à urbaniser de leur territoire, et non plus, seulement, dans les zones d'intervention foncière, créées par M. Galley, du temps où il était ministre de l'équi-

pement. Il n'a pas été convaincu par les arguments de la majorité, qui a fait remarquer que, concrètement, cela fait passer la superficie des terrains où la préemption est possible de 1,1 à 1,5 million d'hectares. Il aurait souhaité que l'achat par la commune ne soit possible que dans des cas limités, alors qu'il le sera pour la mise en œuvre de l'ensemble de sa politique d'aménagement, qui pourra — d'après le texte voté par l'Assemblée — couvrir la totalité des domaines d'une politique urbaine (habitat, activités économiques, loisirs, espaces naturels...). Pour autant, par volonté d'égalité, M. Galley a soutenu la majorité contre le gouvernement, quand elle a décidé d'étendre ce droit de préemption à toutes les communes, et pas simplement à celles de plus de dix mille habitants, comme l'avait prévu M. Quilès.

Pour le reste, l'opposition ne pouvait guère critiquer les dispositions de ce projet, qui simplifie les mécanismes législatifs, bien complexes, de l'urbanisme (par exemple, en unifiant les procédures de zone d'aménagement différencié et de zone d'intervention foncière), simplification encore accrue par les nombreux amendements, adoptés par les députés à l'initiative de M. Jean-Pierre Desroches (PS, Pyrénées-Atlantiques), rapporteur de la commission de la production. Elle ne pouvait pas non plus s'opposer aux conséquences tirées, dans ce texte, de la volonté gouvernementale de décentraliser, par exemple en autorisant les communes dotées d'un POS, à décider elles-mêmes des zones d'aménagement concertées.

Assez surprenante, toutefois, a été la position de M. Rigaud, qui a trouvé que la majorité faisait la part trop belle aux droits des propriétaires et des occupants, ainsi qu'aux

commerçants, artisans et industriels — ce qui est plus nouveau — touchés par les opérations d'urbanisme. En revanche, l'Assemblée a été unanime pour suivre le gouvernement dans sa volonté de limiter, avec précision, ce qu'une commune peut demander à des aménageurs ou à des promoteurs pour éviter certains abus. Le gouvernement, par contre, s'est opposé — mais sans succès — à l'extension des compétences des offices HLM en matière de tourisme social. Mais c'est lui qui a demandé que ces offices puissent louer des logements aux comités régionaux des œuvres universitaires et scolaires, que ceux-ci sous-loueraient à des étudiants.

Les conditions d'attribution des logements HLM ont été d'ailleurs l'objet d'un long débat. Mme Adrienne Horvath (PC, Gard) et M. Gilbert Bonnemaison (PS, Seine-Saint-Denis), président de la commission des maires pour la sécurité, rappelant que de celles-ci dépend l'équilibre social des quartiers et que les maires manquent de moyens d'intervention sur elles. Des décrets en Conseil d'Etat précéderont les conditions de ces attributions et — nouveau — les préfets établiront des règlements départementaux pour fixer la place des personnes prioritaires ; en cas de non-observation de ce règlement, le préfet pourra, pendant un an, attribuer lui-même les logements d'un office. Quand il y va de la solidarité, la décentralisation a des limites ! L'opposition, finalement, n'a pas refusé ce dispositif, la majorité ayant atténué la rigueur du projet gouvernemental.

Aussi curieux que cela puisse paraître, dans un domaine aussi sensible, aussi « politique » que l'urbanisme, une sorte de consensus peut apparaître.

THIERRY BRÉNER.

## ELECTIONS EUROPEENNES

### Les résultats officiels définitifs

Voici les résultats officiels définitifs des élections du 17 juin en France tels qu'ils ont été proclamés le jeudi 21 juin, au Conseil d'Etat, par la commission nationale de recensement des votes :

		%
Inscrits	36 880 688	
Votants	20 918 772	
Abstention	15 961 916	43,27 %
Suffrages exprimés	20 180 934	

LISTES	VOIX	%
PCF	2 261 312	11,20
PS	4 188 873	20,75
UDF-RPR	8 683 596	43,02
PCI	1 823 220	9,00
LO	417 702	2,06
FSU-CDU	146 238	0,72
ERE	670 474	3,32
VERTS	680 080	3,36
EUE	78 234	0,38
ACTUSSIR	382 404	1,89
LTLE	138 220	0,68
ISM	123 642	0,61
FN	2 210 334	10,95
POE	17 503	0,08

## « POUR LA SURVIE ET LE DÉVELOPPEMENT »

### Plus de six mille maires ont signé un appel au président de la République

La campagne « Survie 84 », qu'anime M. Jean Fabre, ancien dirigeant du Parti radical italien, organisée, ce samedi 23 juin, salle Wagram, à Paris, des Assises de la survie et du développement, qui doivent réunir de nombreux élus de toutes tendances, ainsi que des personnalités scientifiques ou intellectuelles diverses. A cette occasion, un Appel contre l'extermination par la faim, adressé au président de la

République, sera officiellement adopté.

Ce document a été signé par plus de six mille maires, une centaine de sénateurs et une centaine de députés, ainsi que par une trentaine de présidents de conseil général. Il s'appuie sur le Manifeste contre l'extermination par la faim et pour le développement, rendu public, en juin 1981, par quatre-vingts lauréats du prix Nobel. Des campagnes similaires avaient été menées dans plusieurs pays, notamment en Belgique et en Italie.

Parmi les signataires français, on relève les noms de MM. Dominique Baudis, Jacques Chaban-Delmas, Jean-Pierre Fourcade pour l'opposition, Jean-Yves Le Drian, Louis Longueque, Pierre Mauger pour le PS, Bernard Hugo pour le PCF. De nombreux intellectuels et artistes ont donné leur accord à cette initiative.

● M. Pierre Bas (RPR) demande la démission du président de la République. — Dans un communiqué, M. Pierre Bas, député RPR de Paris, « s'étonne qu'avec 32 % des voix M. François Mitterrand se cramponne désespérément à l'Elysée. Il est temps pour lui d'en sortir ! Le peuple français avec éclat et dans le respect le plus absolu de la légalité vient de lui signifier son congé ».

### M. Rossinot (rad.) : nous voulons garder notre capacité de dialogue avec le MRG

M. André Rossinot, président du Parti radical valaisien, qui analysait, vendredi 22 juin devant la presse, les résultats du scrutin du 17 juin, a jugé que « la droite extrême doit être d'une partie de l'électorat est un phénomène très grave - qu'il ne s'est pas - et qui, selon lui, sera plus durable que d'aucuns ne le pensent ».

Il a demandé à l'opposition d'adopter à l'égard du Front national « une attitude claire » : pas d'accord avec l'extrême droite. « L'opposition, a-t-il souligné, n'a pas les moyens de s'offrir un deuxième Drouot ».

Evocant la liste ERE, il a souligné : « L'éloignement du MRG face au PS », ce qui, selon lui, constitue « un élément positif ». Il a cependant condamné très sévèrement « les personnalités transfuges d'où qu'elles viennent et les démarches personnelles » ; en fait, tous ceux qui ont pris « cette grave responsabilité de casser le groupe de la gauche démocratique du Sénat dans le but de mener à bien une opération répréhensible ».

Parlant de l'UDF, dont les radicaux valaisiens sont membres, il a plaidé pour le maintien au sein de la confédération de « sensibilités différentes » qui devraient pouvoir « s'exprimer davantage ». Il faut, selon M. Rossinot, donner à l'UDF « quelques objectifs » mais « ne pas lui demander plus qu'elle ne peut fournir ». « L'UDF, a-t-il dit, cela peut marcher, si l'on se souvient que c'est une confédération », autrement dit « un rassemblement de composantes » qui tient sa force de la force même de chacune de ces composantes.

Le Parti radical, a-t-il précisé « souscrit entièrement à la stratégie adoptée par le dernier bureau politique de l'UDF, décidant que le choix du « présidentiable » ne devrait pas intervenir avant les élections législatives de 1986. » Nous

sommes d'autant plus attachés à notre autonomie au sein de l'UDF que nous voulons garder notre capacité de dialogue avec les radicaux qui font partie de la majorité ». A-t-il ajouté, semblant estimé que « dans un temps pas si lointain », les deux branches de la même famille radicale pourraient se réunir. Encore faudrait-il, selon lui, que les radicaux de gauche sachent tirer les leçons du scrutin du 17 juin et comprennent que seul leurs cousins de l'opposition peuvent leur « garantir une survie politique ».

Interrogé sur l'attitude de son parti à l'égard de M. Barre, M. Rossinot a rappelé qu'il n'avait jamais caché « sa sympathie » pour l'ancien premier ministre mais qu'il s'agissait là d'une prise de position personnelle. « Le Parti radical en tant que tel ne s'est pas prononcé », a-t-il précisé.

## En bref

● Les adhérents directs de l'UDF et M. Barre : une sympathie réciproque et ancienne. — M. Michel Pinton, président des adhérents directs de l'UDF, a déclaré, vendredi 22 juin, qu'il existe, entre les adhérents directs de l'UDF et M. Barre, « une sympathie réciproque et ancienne qui [les] lie de toute évidence ». Il a toutefois précisé que « la question du choix du présidentiable ne se pose pas aujourd'hui ».

Analysant les résultats du scrutin du 17 juin, M. Michel Pinton a jugé que « les législatives peuvent venir beaucoup plus vite qu'on ne l'imagine. Le gouvernement est sur une pente qui ne fait que s'accroître. Nous sommes à la merci de l'importation d'une élite qui risque de précipiter les élections », a-t-il affirmé.

Les adhérents directs de l'UDF devaient tenir ce samedi 23 juin, à Paris, leur première convention nationale.

● L'enseignement agricole au Sénat. — Après avoir adopté définitivement la proposition de loi « tendant à permettre la révision des conditions et charges applicables à certaines libéralités » (le Monde du 19 avril), le Sénat a approuvé, jeudi 21 juin, à l'unanimité le projet de loi « portant rénovation de l'enseignement agricole public » (le Monde du 6 juin). Après que plusieurs orateurs de l'opposition majoritaire au Sénat, ont regretté qu'il n'y ait pas un texte unique sur l'enseignement agricole, public et privé, et que M. Rocard, ministre de l'agriculture a confirmé que le texte intégrant le privé est en cours d'élaboration, les sénateurs ont créé « un conseil d'enseignement agricole public » dans chaque région chargé d'établir des schémas prévisionnels spécifiques. Pour M. Rocard, ces instances régionales sont nécessaires, mais leur création est d'ordre réglementaire.

● M. Bérégovoy fait l'éloge de M. Mauroy. — Pour M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, M. Pierre Mauroy « n'est pas un homme facile à remplacer ». Dans une interview à Paris-Normandie, M. Bérégovoy affirme que « la personnalité, homme ou femme, appelée à succéder à M. Pierre Mauroy, [devra] avoir les mêmes qualités, à savoir l'ardeur au travail, le courage, la sensibilité ».

Le ministre des affaires sociales ne partage pas, d'autre part, le point de vue de M. Jacques Delors, selon lequel l'action gouvernementale manque de « calme » et de « clarté ». « Le gouvernement, déclare-t-il, a fait beaucoup de bonnes choses. Les Français s'en rendront mieux compte au fil des mois. » M. Bérégovoy ajoute : « Tous les ministres sont solidaires de ce qui se fait, y compris dans le domaine de la communication. Nous avons donc chacun notre part de responsabilité dans ce qui va bien comme dans ce qui va moins bien. Cela dit, on peut toujours faire mieux ».

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en

### Vente de fonds de commerce

Tous les lundis, dans le journal « Les Annonces »

spécialisé (depuis 40 ans)

En Vente Partout 3,50 F et 35 F. Maître, 75011 PARIS. TEL. (1) 805.30.30



# Société

## LA PRÉPARATION DE LA MANIFESTATION DU 24 JUIN PAR L'ÉCOLE PRIVÉE

### Sous le signe de l'ambiguïté

(Suite de la première page.)

C'est pour faire monter la pression contre le gouvernement que l'opposition a tout fait pour prendre possession de la défense de la « liberté » de l'enseignement, symbole de toutes les libertés. N'hésitant pas à s'attaquer violemment aux négociateurs de l'enseignement catholique et à appeler, avant eux, à la manifestation nationale.

Cet affrontement politique, aggravé par le résultat des élections européennes et l'annonce de la participation au défilé du Front national de M. Le Pen, contribue à placer la manifestation du 24 juin sous le signe de l'ambiguïté.

Ambiguïté sur l'utilisation politique du mouvement. Ambiguïté aussi sur le sens de la manifestation, même si les responsables de l'enseignement catholique lui assignent pour objectif de porter l'écho de leurs refus, de leurs espoirs, et rien d'autre. Mais qui, en dehors de ces responsables, est en mesure parmi les manifestants de faire la part de ce qui est inacceptable dans le texte et de ce qui représente un progrès, par rapport à la situation actuelle ?

Le gouvernement n'a pas tenu l'engagement initial de M. Mitterrand. S'il a, comme promis, cherché à « convaincre sans contraindre », par la voie de la « négociation », il a en définitive garanti, sans limitation de temps, l'existence d'un enseignement privé financé par l'Etat (soit 20 milliards en 1984). C'est un pas considérable de la part d'un gouvernement de gauche. La limite de la trahison pour les militants laïques. Et, pour l'enseignement privé, l'assurance de ne plus voir son avenir remis en question à chaque échéance électorale. Même si cette assurance s'assortit de mesures (telles la rationalisation de la gestion ou l'amélioration du statut des enseignants) destinées à faire participer l'enseignement privé au service public à armes égales avec l'enseignement public.

#### Le cartel des mécontents

Ambiguïté encore sur les motivations de chacun des manifestants. A ceux qui défilent de bonne foi pour leur école, pour l'idée de « liberté », s'ajoutent tous les mécontents pour des raisons qui n'ont rien à voir avec l'école et tous ceux qui souhaitent le départ de ce gouvernement qui, de son côté, n'a pas su expliquer à temps que la liberté n'était pas menacée. En dépit des apparences. Car, en cette affaire, tout autant que la passion l'emporte sur la raison, la forme domine le fond. Or le gouvernement, par maladresse ou par déception de n'avoir pas été compris, a accordé d'ultimes amendements aux laïques, qui ne changeaient rien à l'essentiel mais donnaient à ceux-ci l'impression d'avoir gagné. Il n'en fallait pas plus pour que l'enseignement privé s'estime trahi et décide de descendre dans la rue.

L'entreprise n'est pas sans danger. Des débordements sont toujours possibles. Et la défense de l'école risque de passer au second

plan, en dépit des consignes, derrière les slogans hostiles au gouvernement et déjà rodés lors des manifestations décentralisées qui ont eu lieu à l'occasion du débat à l'Assemblée nationale. C'est précisément ce que veut éviter l'épiscopat, soucieux, en outre, de ne pas se couper des « cathos de la laïque » ni des chrétiens pour qui le débat scolaire n'est pas prioritaire.

Déjà, en mars dernier, Mgr Honoré, archevêque de Tours et président de la Commission épiscopale pour le monde scolaire et universitaire, attirait l'attention des membres du Comité national de l'enseignement catholique sur les risques d'une « crise politique » née du problème de l'école. « Si le pouvoir, déclarait-il, devait succomber à une crise dont l'origine apparaîtrait impuissable d'abord à la défense de l'enseignement privé, ce serait pour l'avenir un risque considérable. A la fois pour l'école catholique, pour les catholiques de France, pour l'Eglise. Dans la « mémoire historique » de la nation, un gouvernement serait tombé à cause de l'école catholique. Et ce gouvernement était celui qui portait les espoirs des couches populaires du pays. »

CATHERINE ARDITI.

#### IL FAUT LIRE LE PROJET DE LOI recommandant quinze députés socialistes chrétiens

Quinze députés socialistes (1) s'affirment « chrétiens » estimant dans un communiqué commun que le projet de loi sur l'enseignement privé « ne mérite pas le déchaînement de haine auquel on assiste », et, en particulier, que « le défilé du 24 juin est disproportionné avec la nature de la portée des dispositions adoptées par la majorité de l'Assemblée nationale ».

Ils rappellent que le projet « réaffirme solennellement le principe du respect de la liberté de l'enseignement » et « en garantissant l'application par le financement public des établissements privés (...) nous demandons à tous de dépassionner le débat, poursuivons-ils, de cesser de lancer des slogans mensongers et de faire une chose toute simple : lire le projet de loi ».

(1) MM. Jean-Jacques Benoit (Loire), Paul Bladé (Moselle), Jean-Marie Bockel (Haut-Rhin), M. Denis Cachet (Nord), Berthe Félies (Cher), M. Jean-Pierre Fourré (Seine-et-Marne), Charles Mezange (Moselle), Jean-Pierre Michel (Haute-Saône), Bernard Monnerot (Isère), François Morille (Loiret-Cher), Louis Moulinet (Paris), Jean Peuzin (Finistère), Joseph Pinard (Doubs), Roger Rouquette (Paris), Bernard Schreiner (Yvelines).

● La manifestation et la RATP. — Neuf stations de métro desservant les Champs-Élysées et le quartier de la Concorde pourront être fermées le 24 juin, en raison de la manifestation en faveur de l'enseignement privé. Ces stations sont les suivantes : Concorde ; Champs-Élysées-Clemenceau ; Franklin-Roosevelt ; George-V ; Charles-de-Gaulle-Etoile ; Champs-de-députés ; Invalides ; Madeleine ; Miromesnil.

● La manifestation et la RATP. — Neuf stations de métro desservant les Champs-Élysées et le quartier de la Concorde pourront être fermées le 24 juin, en raison de la manifestation en faveur de l'enseignement privé. Ces stations sont les suivantes : Concorde ; Champs-Élysées-Clemenceau ; Franklin-Roosevelt ; George-V ; Charles-de-Gaulle-Etoile ; Champs-de-députés ; Invalides ; Madeleine ; Miromesnil.

Il a publié plusieurs ouvrages, notamment l'Occident en mal d'espérance (1982) et l'Europe et ses valeurs (1983).

### M. PIERRE MAUROY : que ceux qui prétendent manifester au nom des libertés réfléchissent

L'inauguration d'un CES à Walincourt (Nord) samedi matin 23 juin a fourni à M. Pierre Mauroy l'occasion de revenir sur le débat autour de l'école privée. S'agissant de la titularisation des enseignants du privé, le premier ministre a notamment déclaré : « Dans la République française, la loi est la même pour tous. Si certains enseignants du privé sont en situation de pouvoir être titularisés et s'ils le souhaitent, comment le gouvernement pourrait-il le leur refuser ? Refuser cette titularisation, c'est entraver leur liberté individuelle. Que ceux qui prétendent manifester au nom des libertés y réfléchissent. »

Qu'ils réfléchissent aussi au fait que, lorsque des communes apportent une aide financière, elles doivent demeurer libres de leur démarche. Elles financent, elles aussi, sur la base d'un contrat. Si ce contrat, n'était, par hypothèse, pas respecté, elles devraient pouvoir se désengager. C'est cela la liberté. »

M. Pierre Mauroy a ajouté : « Le respect, comme l'exercice des différentes libertés, parfois contradictoires, exigent des lois et des règlements. Leur mise en œuvre incombe au gouvernement et au Parlement. C'est cela la démocratie. Préférer imposer par la pression, par la rue, sa propre conception de la liberté en prétendant la liberté des communes et la liberté des enseignants, c'est faire du corporatisme. C'est placer des intérêts particuliers au-dessus de l'intérêt général. Et cela, il est du devoir de tout gouvernement de le refuser. Le gouvernement est là pour garantir, envers et contre tous, l'intérêt général. »

### M. SAVARY : on cherche à atteindre la légitimité du pouvoir

M. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, estime dans une interview accordée à Libération samedi 23 juin que les motifs de la manifestation du 24 juin sont « pour une large part anti-gouvernementaux ». « Ce n'est pas la défense d'une liberté qui réunit, c'est la légitimité du pouvoir qu'on cherche à atteindre », poursuit-il. La présence des élus de l'opposition, y compris les nouveaux parlementaires européens, et les propos qu'ils tiennent sont sans ambiguïté. »

M. Savary ajoute que « dans ce contexte, l'épiscopat a jugé bon de donner sa présence, en hommes comme en temps. Il court lui aussi un risque, celui de placer l'Eglise à nouveau dans le champ des forces politiques (...). En cautionnant une manifestation qui n'est qu'une opération politique, l'épiscopat prend ses responsabilités. L'histoire dira qui a eu le souci véritable de l'intérêt général et de la paix sociale. »

● Un enseignant radié se pouvait devant le tribunal administratif. — M. Jean-Pierre Blache, quarante-huit ans, professeur de philosophie radié le 15 mars du corps des adjoints d'enseignement, se pourvoit, mercredi 26 juin, devant le tribunal administratif de Lyon pour demander l'annulation de cette décision ministérielle. M. Blache, qui a fait l'objet de plusieurs procédures disciplinaires depuis 1976, avait été suspendu, le 14 mars 1983, pour avoir écrit sur un tableau d'affichage du lycée Pierre-Brossolette à Villeurbanne (Rhône) : « Soldats français, hors du Liban. »

## Médecine

### Malade entravé

M. Laurence Waddington, juge à Los Angeles, a décidé, le 22 juin, qu'un hôpital de la ville était en droit d'entraver les mains d'un malade qui, atteint d'un cancer pulmonaire, avait tenté à plusieurs reprises de débrancher le pozzon artificiel auquel il est relié depuis avril dernier. Ce malade, M. William Barling, soixante-dix ans, a, aujourd'hui, les mains attachées.

Estimant qu'il était en droit de mourir librement, il avait introduit une action en justice contre l'hôpital. Le tribunal a jugé que la maladie du septuagénaire n'était pas à un stade terminal, l'hôpital agit pour son bien et le maintient en vie. M. Barling souffre aussi d'un myxome, d'artériosclérose et d'une maladie abdominale grave. Son avocat a décidé de faire appel.

## Il y a soixante ans : le cartel des cardinaux contre le Cartel des gauches

La manifestation du 24 juin 1984, point culminant d'une série de rassemblements organisés dès 1983, remet en mémoire d'autres manifestations, tout aussi, sinon plus, importantes, qui se déroulèrent en 1924 et 1925. A l'appel des évêques et de la Fédération nationale catholique, plus de deux millions de personnes avaient alors fait reculer le gouvernement du Cartel des gauches.

Les programmes électoraux des cartellistes (les radicaux, avec le soutien, sans participation, des socialistes, et celui des communistes), ne faisaient pas mystère de leur volonté de revenir au laïcisme, et d'abroger les mesures prises par le Bloc national et considérées par eux comme autant d'entraves aux principes de la laïcité de l'Etat.

Au lendemain de la victoire électorale du Cartel, dominé par les radicaux, qui, seuls, gouvernaient, Edouard Herriot, nouveau président du conseil, annonce (le 17 juin 1924) quatre décisions : la fin du régime spécial en Alsace-Lorraine (1) ; la suppression de l'ambassade au Vatican (que le Bloc national avait rétabli en 1920) ; la suppression des congrégations non autorisées ; le refus de la création de nouvelles associations diocésaines. Bref, Edouard Herriot et le Parti radical veulent revenir à l'application des lois laïques de 1904, qui avaient été mises en veilleuse au moment de l'union sacrée, pendant la première guerre mondiale.

Bien que les cartellistes se soient toujours opposés au « cléricalisme » de leurs prédécesseurs (Raymond Poincaré, appuyé sur le Bloc national, la chambre « bleu horizon » du lendemain de la victoire de 1918), la déclaration d'Edouard Herriot donne le signal d'une intense agitation. Celle-ci part d'Alsace-Lorraine, sous l'impulsion de l'évêque de Strasbourg, Mgr Ruch. La contestation s'étend ensuite à l'ensemble du pays et prend un tour politique : les ligues diocésaines, qui se constituent à l'appel des évêques, se regroupent en une Fédération nationale catholique animée par le général de Castelnau, l'un des chefs de l'armée en 14-18, adversaire déclaré du Cartel, lui-même battu aux élections législatives du 11 mai 1924.

L'épiscopat est alors, dans sa majorité, intrinsèquement et politiquement d'« ailleurs » incité à l'être par le pape Pie X. Les cardinaux publient, le 25 mars 1925, une véritable déclaration de guerre contre le gouvernement, qui met en cause la conception même de l'Etat laïque. « Le socialisme comme l'individualisme, proclament les cardinaux de France, doit au vrai Dieu des adorations et un culte ; il faut défendre sur tous les terrains, dans toutes les régions du pays, ouvertement et unanimement la guerre au laïcisme. »

Les propos de l'évêque de Rennes, Mgr Charot, ajoutent à cette polémique : l'application à l'Alsace des lois qui régissent le reste du territoire national, écrit-il à l'évêque de Strasbourg, « placerait l'Alsace dans une situation plus odieuse que l'agression germanique ». Pour Edouard Herriot, les choses sont claires : « Les puissances cléricales se sont entendues avec les puissances capitalistes, car ce qu'elles désirent, les uns et les autres, c'est abattre le Cartel des gauches. »

De fait, la Fédération nationale catholique apporte sa pierre au « mur de l'argent » auquel se heurtent les radicaux dans leur politique économique. A travers des campagnes de presse, notamment dans Ouest-Eclair, elle incite les épargnants à retirer massivement les bons qu'ils détiennent (les bons de la défense nationale, qui avaient servi à financer l'effort de guerre, étaient très répandus : 65 milliards de francs de l'époque) ; elle incite également les catholiques à refuser de souscrire aux emprunts d'Etat. « Ce qu'il faut, écrit Ouest-Eclair, pour être plus explicite, c'est l'union sacrée, le Bloc national pour sauver la France. »

Finalement, le cartel des cardinaux fait reculer le Cartel des gauches : ce que ni l'opposition catholique aux lois Ferry, ni l'opposition catholique aux lois Combes, n'avaient réussi, la Fédération nationale catholique l'obtient, grâce à l'ampleur des manifestations mais aussi parce qu'une partie de la majorité du cartel flanche. Le 2 février 1925, la moitié des membres du groupe dit de la « gauche radicale » vote pour le maintien de l'ambassade au Vatican, c'est-à-dire contre son propre gouvernement. Si bien que la défense de la laïcité, qui avait été l'un des éléments du Cartel, devient l'un des éléments de son échec.

J.-M. C.

(1) Dans les départements rattachés demeurait en vigueur le Concordat de 1801, et l'école était, comme avant les lois Jules Ferry, confessionnelle.

## LE CONGRÈS DU SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

### Tout allait bien et rien ne va plus

Le congrès du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup.) a réuni, les 20 et 21 juin à Toulouse, une centaine de délégués qui ont consacré la plus grande partie de leurs discussions au décret publié le 8 juin et portant statut des enseignants-chercheurs. Le débat sur la grève des examens, engagé depuis un mois par le SNE-Sup. pour protester contre ce texte, a occupé ces deux jours et divisé les congressistes.

#### De notre envoyé spécial

Toulouse. — Au début du mois, tout allait bien pour le syndicat. Enfin, il valait mieux écrire tout allait mal pour les enseignants et bien pour l'action. Le ministère proposait aux universitaires un projet de décret fixant leur statut et leur mission, précisant leurs horaires et les conditions de leur promotion. Discussions, grèves, manifestations, le SNE-Sup. s'opposait par tous les moyens à un texte qu'il jugeait « nocif à la fois pour les collègues et pour le service public d'enseignement supérieur ».

Certes, « des avancées, des petites victoires de détail », pour reprendre l'expression d'un enseignant de Nanterre, avaient été obtenues. Mais le projet restait « fondamentalement mauvais ». Le syndicat, fort des référendums organisés dans la moitié des universités qui « manifestaient le rejet massif de ce décret » (le Monde du 7 juin), avait appelé les enseignants à refuser de transmettre les notes des examens.

Dans plusieurs établissements, l'année universitaire risquait de mal se terminer. A Besançon-Lettres et surtout dans les universités scientifiques où les assistants sont plus nombreux et plus inquiets pour leur avenir (Rennes-I, Toulouse-III, Lille-I, Paris-VI...), la grève des notes était largement suivie. Le SNE-Sup. retrouvait son rôle de leader dans un milieu qui

comprendait, même s'il ne les savait pas, ses mots d'ordre.

Puis ce fut le coup de théâtre. « Alors que l'action se développait, et que de nombreux universitaires rejoignaient le mouvement », le décret tant contesté était publié au Journal officiel du 8 juin. « Pire qu'Alce Saunier-Séité », s'est écrit un délégué. « Ce gouvernement que nous avons porté au pouvoir, nous baffoue », a renchérit un Toulousain.

Le texte ne satisfait pas les assistants. Il inquiète les jeunes sans grade, seuls à encadrer les premières années d'étudiants. « Et il plait à peine aux professeurs nostalgiques de l'avant 81 », explique un délégué de Besançon. Alors, pourquoi l'avoir publié et surtout avant les élections européennes, comme le souligne une enseignante d'Orsay ?

#### Terminer une grève

La publication du décret a « cassé l'action ». Elle a démobilisé les enseignants et provoqué « un ramollissement dans les établissements », selon l'expression de M. Jean-Paul Lecertua de Limoges, inquiet de la diminution du nombre de participants aux réunions syndicales. Que peut, alors, envisager le syndicat, divisé entre ceux qui souhaitent continuer la lutte et ceux qui commencent à baisser les bras et à abandonner tout espoir ? Les deux premiers jours du congrès ont permis à un nombre de délégués d'avancer des points de vue souvent opposés.

Pour M. Pierre Dubarcout, la bataille doit continuer, mais sous des formes différentes. Il est nécessaire d'envisager « une action de grande ampleur et de longue durée » pour obtenir, dans un contexte politique nouveau, depuis les élections européennes, le retrait du texte. Les délégués de la tendance minoritaire Ecole émancipée bondissent sur les bancs de l'aphorisme et critiquent cette « recherche de la meilleure manière de terminer une grève ». La tension monte rapidement. Quelques assistants menacent de quitter le syndicat. De nouvelles interventions tentent d'apaiser ceux qui se sont le plus engagés dans la grève.

Motions, contre-motions, amendements, discussions : finalement,

la commission administrative du syndicat adopte un texte demandant aux adhérents de suspendre la grève. Mais elle décide aussi « de préparer des actions d'ampleur nationale pour la rentrée ». M. Jean-François Tournadre, secrétaire national du SNE-Sup., évoque l'organisation d'une manifestation nationale en octobre et surtout la mise en échec des dispositions nocives du décret.

Des perspectives insuffisantes pour calmer un assistant de Pau, déjà de la gauche, déjà du syndicat, déjà de ses collègues : « Pourquoi M. Savary s'obstine-t-il à faire des cadeaux à la droite, à des gens qui ne voteront jamais pour lui ? »

SERGE BOLLOCH.

### CIBISTE FRAUDEUR AU BACCALAURÉAT

Un candidat fraudeur au baccalauréat série B a été démasqué par un cibiste, étouffé de recevoir un véritable cours de géographie.

Le candidat avait cru trouver un moyen imparable de frauder : une liaison permanente, par émetteur-récepteur CB miniaturisée, avec sa petite amie, installée dans une voiture en face du lycée avec tous les manuels nécessaires. Cette fraude sophistiquée, a été découverte par un autre cibiste passant en voiture devant le lycée Jean-Zay d'Orléans, récepteur branché, devant le centre d'examen au moment où la jeune complice dictait au candidat bachelier.

Le cibiste a donné aussitôt l'alerte au rectorat. Les chevronnés un peu loquax du fraudeur cachèrent bien les écouleurs de son appareil de CB, mais le foulaient qui dissimulait le micro miniaturisé l'a trahi. Il faisait vraiment trop chaud dans la salle d'examen pour que l'on porte un tel foulard. L'émetteur-récepteur, très petit, était invisible sous les vêtements. Il en codait, au minimum, au fraudeur, une interdiction de passer le baccalauréat pendant cinq ans.

**University Studies in America Inc.**  
Une importante organisation universitaire américaine vous offre la possibilité de faire en 20 d'études dans une grande université US (vous avez votre diplôme) (cours parallèles) et vos diplômes (de la terminale au doctorat) ou d'engager un cycle complet de préparation au « Bachelor » ou au « Master » ou au « Ph. D. »  
CALIFORNIE, FLORIDE, MIDDLE WEST, NORD-EST.  
USA-France-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 722.94.84



# Maitrise de l'énergie

LETTRE MENSUELLE DE L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ÉNERGIE  
JUIN 1984 • NUMÉRO 13

Maitrise de l'énergie est réalisée sous la responsabilité de l'AFME. Elle est publiée, chaque mois, sur quatre pages achetées au journal Le Monde.

## Sur la route des vacances...

« **N**ationale 7, qui fait de Paris un petit faubourg de Valence... »

Elles sont loin les routes des vacances de Trenet, sous les ombres des platanes, parfumées de nougat et de berlingot. Aujourd'hui c'est la ruée vers l'or : dix millions de voitures sur les routes de l'été 1983. Paradoxe : les vacances, les « grandes », comme on les appelle encore, par la coupe qu'elles représentent sont devenues essentielles pour nous refaire une énergie vitale. Mais, en même temps, notre système de vacances se révèle très dépensier en énergie. Pourquoi ? « Parce que, répondait dès 1981 un groupe du VIII<sup>e</sup> Plan, les vacances, mais aussi les week-ends, traduisent un changement radical d'environnement, impliquant de longs déplacements et l'utilisation sur de courtes périodes d'équipements de pointe, d'efficacité nécessairement réduite. » Modes de vacances et consommations d'énergie sont bel et bien liés. Reprenons.

De l'automobile à l'éclairage public, on peut toujours économiser... même en vacances !

serait, bien sûr, de partir davantage en transport collectif, beaucoup plus économe. Seulement, sans compter les difficultés auxquelles la SNCF aurait à faire face si chacun laissait sa voiture au garage, il est vrai que pour un budget familial l'analyse comparée des coûts entre le train et l'auto se fait à l'avantage de cette dernière. Cela ne signifie pas qu'on ne peut rien faire. Loin de là. Du côté des vacanciers qui partent seuls rejoindre leur famille, on ne saurait trop conseiller de choisir les transports collectifs, plus économes et plus sûrs. Pour ceux qui partent en famille avec bouées, pelles et seaux, des économies considérables de carburant et à moindre coût peuvent être faites. Par exemple, en faisant avant le grand départ régler l'allumage et la carburation (écono-

Cela conduit au deuxième aspect évoqué par le VIII<sup>e</sup> Plan, celui des équipements, utilisés sur de courtes périodes, surdimensionnés pour répondre aux périodes de pointe. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur accueille 4 millions de journées de vacances, tandis que d'autres restent vides. Cette concentration géographique a des conséquences énergétiques : Un exemple, le pompage de l'eau, dont l'importance est telle dans le Midi qu'il exclut d'autres usages de l'eau, ou encore, dans les régions moins chaudes, le développement des chauffages électriques dans les résidences touristiques. Sans parler, pour revenir aux transports, de voitures, de plans de circulation, de parkings inadaptés à ces flots de voitures et des engorgements permanents, par exemple sur le littoral.

Dans tous ces domaines, des actions peuvent être conduites pour maîtriser l'énergie. Prenons comme illustration le cas des campings. Aux Saintes-Maries-de-la-Mer, le camping du clos du Rhône produit son eau chaude sanitaire par capteurs solaires, bien intégrés au site et qui couvrent 90% des besoins. Ce sont encore des capteurs-plans, associés à une pompe à chaleur air-eau, qui alimentent l'eau et la piscine du village de vacances du Pla (Ariège). Côté éclairage, le camping des Minimes (La Rochelle) innove avec des lampadaires solaires, dont l'autonomie est assurée par photovoltaïques. Ces lampadaires pourraient trouver d'autres débouchés pour l'éclairage public. Quant aux cellules photovoltaïques, utilisées par exemple dans le refuge de montagne des Oulettes (Hautes-Pyrénées), elles pourraient apporter des réponses à nombre de résidences secondaires. Côté eau chaude solaire on trouvera (page 3) dans ce numéro quelques idées.

Ces exemples n'épuisent pas le sujet, loin s'en faut. Ils donnent d'abord une idée : pourquoi ne pas profiter des vacances pour aller observer des installations innovantes et économes ? Le Guide de la France solaire, dont sont tirés les exemples ci-dessus, peut être un complément intéressant au Guide et Millau, non ? Ils montrent ensuite que loisirs, tourisme et énergie sont plus liés qu'il n'y paraît ; nous reviendrons par exemple dans notre prochain numéro sur les incendies de forêt. Surtout, si les vacances constituent un gisement d'économies d'énergie, l'exploitation de ce gisement peut aller de pair avec l'amélioration de la qualité de la vie.



Premier temps : nous partons tous au même moment, en voiture, dans les mêmes directions. Selon le secrétariat d'Etat au Tourisme, en 1982, 82,1% des journées de vacances se situent entre juillet (31,9%) et août (51,2%). 78,3% des vacanciers partent en voiture contre 10,3% par le train. Dernier chiffre de cette première équation, le ministère des Transports attend plus de 3,5 millions de véhicules dans les starting-blocks de la dernière semaine de juillet et de la première d'août. Résultat de l'équation : plusieurs centaines de milliers d'heures de bouchon. Perte estimée par les spécialistes : deux litres de carburant par heure-voiture. Dans un contexte politique (notamment dans le Golfe) qui fait peser de gros nuages sur nos approvisionnements de pétrole, faut-il rappeler que la consommation par l'automobile représente 25% du total et ne cesse dangereusement d'augmenter ? Alors ? Alors, continuons à mieux choisir nos dates de départ, à les étaler pour faire disparaître ces bouchons gloutons. Ensuite l'idéal

mie=10%) et en surgonflant les pneus, ce qui est par ailleurs une consigne de sécurité. Ensuite en se mettant tout de suite dans le bain... des vacances par une conduite relaxe... et économe : une aiguille qui descend de 130 à 110 sur l'autoroute permet d'économiser 25%. Faites le calcul. Et pour ceux qui ont une caravane, la pose d'un déflecteur qui donne de l'aérodynamisme leur fera gagner de précieux litres.

Deuxième temps : ça y est, nous y sommes. L'eldorado est là à portée de la main : Grande Bleue, pics rochers ou verts bocages. Et si nous laissons souffler la chère berline pour aller à la plage, au terrain de pétanque, ou encore à l'épicerie, à pied, à vélo ou en bus... Les experts sont formels : petits trajets, trajets gourmands. Il faut de ce point de vue que les zones d'accueil fassent des efforts pour proposer des transports collectifs adaptés et souples ; La Rochelle a son bus de mer qui relie le vieux port au port des Minimes. Il y a encore beaucoup à faire de ce côté.

### Mûrs et rentables

A peine redécouverte, l'utilisation de l'énergie solaire a été victime d'une double erreur : son apparente simplicité a fait croire à l'absence d'une recherche technologique poussée ; son apparente abondance a fait espérer une solution universelle aux problèmes énergétiques.

Cette époque est maintenant révolue. Restreignant volontairement son intervention prioritaire à deux usages : la production d'eau chaude et la conversion directe du rayonnement solaire en électricité, l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie a permis que soient disponibles sur le marché des

produits arrivés à maturité, aptes à répondre aux besoins des usagers dans des conditions d'efficacité économique intéressantes.

Ainsi peut-elle — tout en continuant évidemment à aider la recherche dans les autres domaines — lancer son programme de promotion de l'énergie solaire. Elle reste ainsi fidèle à la règle d'or qu'elle s'est fixée : que le critère décisif dans chaque opération soit la baisse des charges pour l'usager — particulier — collectivité ou entreprise... Car c'est dans l'addition de ces gains successifs que réside l'intérêt national.

Michel Rolant, président de l'AFME

### L'INVITÉ DE « MAITRISE »

## UNE RÉGION ÉNERGÉTIQUEMENT MAJEURE

par Michel Pezet  
président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'est intéressée dès sa création aux problèmes énergétiques : malgré les limites que lui imposait la loi de 1972, elle a pu développer une politique énergétique innovante qui s'est concrétisée en 1980 par la définition de deux axes principaux d'intervention du conseil régional : — volonté que soient prises en compte les conditions sociales, économiques et humaines de la région dans les choix énergétiques nationaux et leur mise en œuvre par les opérateurs énergétiques ; — volonté d'assurer la valorisation des ressources énergétiques régionales et locales, au premier rang desquelles figurent le charbon de Provence et le solaire.

#### Dès février 1982, un plan énergétique

Pour la mise en œuvre de cette politique, le conseil régional mettait en place, dès 1980, les financements nécessaires ainsi qu'un outil technique, l'Agence régionale de l'énergie (Arène), qui assure la préparation et la mise en œuvre de la politique énergétique régionale (1).

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur avait donc largement anticipé sur l'évolution de la politique énergétique nationale et sur la décentralisation qui fit suite au changement politique de 1981, et l'on peut même affirmer sans exagération qu'elle les inspira pour partie.

C'est ainsi que notre région a donc, la première, engagé un plan

énergétique régional (dès février 1982), et qu'elle a signé en mai 1982, quelques jours après la création de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, une convention portant sur la mise en œuvre du plan solaire régional, premier programme de diffusion des techniques solaires.

#### Un facteur de production et de bien-être

Les travaux du plan énergétique régional, fondés sur une modélisation de la demande régionale d'énergie à long terme et menés en concertation avec tous les partenaires énergétiques, permettent de conclure dès maintenant sur différents points importants :

— tout d'abord, l'utilité d'une politique active de maîtrise de l'énergie, qui est tout à fait conforme à l'objectif régional de valorisation des ressources locales ; ce sera l'objet du programme régional pour la maîtrise de l'énergie qui s'insère dans le programme prioritaire correspondant au IX<sup>e</sup> Plan ; — ensuite, l'importance dans l'économie régionale du secteur énergétique qui vient au premier rang des secteurs industriels pour le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée ; le secteur du raffinage pétrolier, les mines de Gardanne constituent des pôles lourds d'industrialisation dont il convient d'assurer l'avenir ; — enfin, la nécessité d'intégrer la politique énergétique au développement économique régional : c'est ainsi que le conseil régional a prévu

d'engager une politique active de développement technologique des équipements énergétiques, tant en ce qui concerne les matériels électriques (en concertation avec EDF) que le charbon ou le solaire.

La région souhaite que ces orientations puissent se traduire par des contrats avec les différents opérateurs énergétiques, le premier de ces contrats étant celui portant sur le programme régional pour la maîtrise de l'énergie engagé conjointement avec l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. Par l'association des différents utilisateurs de l'énergie (2), le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur confirme sa volonté de faire de l'énergie, non pas un but de consommation en soi, mais bien un facteur de production et de bien-être, au service du développement économique régional. En maîtrisant l'énergie, la région accède à la maturité énergétique.

M.P.

(1) L'Arène regroupe le conseil régional, les six départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les opérateurs énergétiques et les représentants des différents secteurs de consommation énergétique. Cette structure permet une concertation suivie entre tous les partenaires régionaux. L'Arène est présidée par Maurice Janetti, sénateur du Var.

(2) C'est ainsi que, après les collectivités locales et le secteur de l'habitat social, les particuliers figurent parmi les bénéficiaires du programme régional pour la maîtrise de l'énergie, dans le cadre du programme régional de chauffe-eau solaires individuels.

### FRANÇOIS MITTERRAND VISITE UNE OPÉRATION PILOTE

En saluant, lors de la seule et très brève allocution qu'il prononce, « l'exemple que cette commune peut apporter au reste de la France », le président de la République montre tout l'intérêt qu'il porte à la maîtrise de l'énergie. Nous sommes à Conflans-Sainte-Honorine ce 15 juin 1984 et François Mitterrand, guidé par Michel Rolant, le président de l'AFME, en présence de Michel Rocard, maire de Conflans et de Jean Auroux, ministre de l'Énergie, constate, « de visu », témoignages des usagers à l'appui, les résultats de l'opération pilote, dix-huit mois après son lancement. Ceux-ci sont éloquentes : une économie de 2 900 tonnes équivalent pétrole par an, soit 10 millions de francs, ou encore un gain en devises de 5,2 millions de francs. 60 millions de francs ont été engagés, sur plus de 1 800 chantiers, employant quelque 200 personnes à plein temps. Si l'on veut établir une moyenne, c'est une économie de 1 000 francs par an et par foyer conflatien qui est d'ores et déjà acquise. Lancée par l'AFME, cette première opération ville pilote n'aurait pas été possible sans l'action dynamique de la municipalité, qui a, d'ailleurs, dans le cadre du Fonds spécial des grands travaux, investi 16 millions de francs pour des interventions sur son patrimoine communal.

Il y a effectivement de quoi parler d'exemplarité, et d'autres villes (voir Maitrise de l'énergie de février) se sont lancées dans des opérations similaires. Parmi elles, Roanne, la cité dont Jean Auroux est maire. Quant au ministre de l'Agriculture, Michel Rocard, il ne peut évidemment que se féliciter de cette réussite pour une opération baptisée « le défi de Conflans ».



# NORD - PAS-DE-CALAIS

## Du biogaz dans les déchets du sucre

■ Transformer un sous-produit polluant en une source d'énergie, telle est la gageure qui a été tenue à la sucrerie Béghin-Say de Thumeries (Nord) avec l'installation d'une unité de bioconversion méthanique de ses eaux résiduaires. Outre de substantielles économies d'énergie résultant de la suppression des turbines du bassin d'épuration initial, cette nouvelle station d'épuration permet une valorisation sous chaudière du méthane produit.

La profession sucrière s'intéresse depuis longtemps à cette filière. Résolue à consacrer des fonds pour progresser dans cette voie, elle a préféré apporter une aide financière substantielle pour la réalisation d'une installation grandeur nature sur site industriel plutôt que de multiplier les essais au stade du pilote.

Le bouclage financier qui a permis de concrétiser l'opération a été obtenu grâce à un financement complémentaire avantageux de l'agence de bassin et une subvention de l'AFME dans le cadre des opérations de démonstration.

L'usine de Thumeries traite 5 000 t de betteraves par jour pendant la campagne sucrière d'octobre à décembre. Cette activité est une source notable de pollution : elle entraîne en particulier la production quotidienne d'environ 1 000 m<sup>3</sup> par heure d'eaux de lavage, contenant du sucre perdu par les betteraves lors de leur manipulation.

Ces effluents sont d'abord envoyés vers des bassins de décanation où se dépose la terre qu'ils avaient entraînée. Les 9/10 sont alors recyclés, tandis que le solide

transite dans un bassin d'aération pour une épuration par oxygénation, puis est déversé dans un bassin de lagunage pour une épuration biologique, nécessaire avant le rejet direct dans le milieu naturel. Le bassin d'aération fonctionnait toute l'année avec six turbines de 15 kW chacune, ce qui représentait une consommation de 1 million de kWh/an, soit plus de 200 tep.

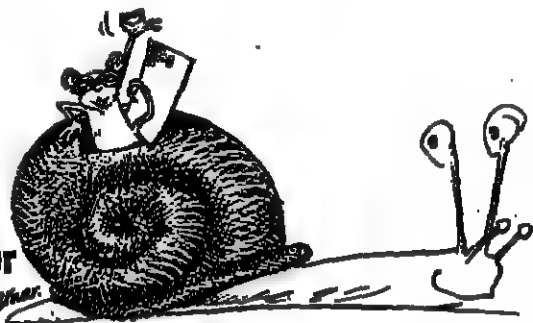
La sucrerie de Thumeries a choisi de remplacer sa station d'épuration à l'air par une installation de traitement accéléré des effluents, dont le « digesteur » rempli d'anneaux en matière plastique sur lesquels se fixent les bactéries, agents de la méthanisation, est l'élément le plus original. Dans ce digesteur, des micro-organismes transforment les acides gras volatils en un gaz constitué de 80% de méthane et 20% de gaz carbonique. Ce mélange est brûlé dans une chaudière et la vapeur produite utilisée par l'unité de production.

Sur une année, l'économie d'énergie primaire doit s'élever à 400 tep, auxquelles s'ajoutent 200 tep pour les économies d'électricité résultant de la suppression de la station d'épuration initiale.

L'investissement total s'est élevé à 6 millions de francs. Pour l'essentiel, il concerne la fonction « épuration » de l'installation. Le surcoût consenti pour utiliser effectivement le méthane produit se chiffre à 1 million de francs. D'où un temps de retour brut de l'ordre d'un an et demi, si le méthane est valorisé à 1 650 francs/tep. □

# ILE-DE-FRANCE

## Une souris dans votre moteur



■ 25 avril 1984 : la course énergétique a commencé au vélodrome de Vincennes. Il faut, en roulant pendant deux heures, parcourir le maximum de kilomètres avec 0,2 litre de carburant ou l'équivalent en énergie électrique (une batterie de 12 V 40 Ah). Le règlement établi par l'école supérieure des techniques aéronautiques et de construction automobile (Estaca) précise également les dimensions des véhicules : longueur maximale 2,50 m, largeur maximale 1 m et pas de diamètre de roue inférieur à 50 cm. Les organisateurs ont donc parié sur l'amélioration des performances énergétiques d'un moyen de transport individuel.

C'est un engin électrique qui gagne : cette silencieuse petite voiture jaune a été construite par les étudiants de l'UT de Dijon avec du matériel fourni par les industriels locaux. En deux heures, elle a parcouru, sans s'essouffier, 91,8 km. Une vraie petite fusée ! D'une fusée, elle a la forme et même la batterie : type zinc-argent, comme dans la fusée Ariane. Qui dit mieux ? Le vainqueur est suivi par deux véhicu-

les, aux aussi électriques, mais réalisés avec beaucoup moins de moyens par ceux de l'UT de Besançon.

Les modèles à carburant ont fait moins bonne figure. Les constructeurs se sont heurtés à la plus grande complexité du moteur thermique. De regrettables pannes d'allumage ou de circuit électrique ont mis hors course les prototypes de l'Estaca, et de l'école d'ingénieurs de Haarlem (Hollande). Le cycle Honda, trop gourmand, a brûlé sa dose d'essence en une heure.

Par cette première course énergétique en France, la preuve est faite que les futurs professionnels de l'automobile et de l'aviation sont sensibles aux problèmes d'économie d'énergie. Il était donc logique que l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie remette une coupe au gagnant. Une telle compétition aura lieu en 1985 sur le circuit du Castellet. Parviendra-t-on à relever le défi japonais ? Un de leurs cyclo-moteurs parcourt 1 000 km avec 0,5 l de carburant ! Reste à savoir à quelle vitesse...

# ALSACE

## Un centre régional pour la méthanisation

■ Un centre régional pour la méthanisation et l'épuration vient d'être créé à l'initiative de la région Alsace, de l'AFME et de divers organismes et associations régionales.

La fermentation méthanique, technique de production d'un gaz combustible mais aussi technique de dépollution, intéresse divers interlocuteurs :

- les agriculteurs et les éleveurs : en particulier pour la valorisation des fumiers et lisiers ;
- l'industrie agro-alimentaire : notamment pour le traitement de certains de ses déchets (vinasses, déchets d'abattoirs, sérum, effluents divers...)
- les collectivités locales : tant pour le traitement des boues de stations d'épuration que pour la récupération du gaz de décharge ou pour des opérations de production de biogaz à partir du regroupement de divers déchets qui, pris individuellement, ne permettent pas toujours une valorisation économique.

Bien que le principe même de la fermentation méthanique (digestion anaérobie) soit connu depuis longtemps (du moins dans son principe global, et non dans son

fonctionnement biochimique), la conception d'une station de fermentation fiable sur le plan biologique, technologique et économique nécessite une assistance scientifique et technique.

Le Centre régional pour la méthanisation et l'épuration (Crémé) est donc un centre technique et de conseil, mais aussi un centre d'information et de formation sur la méthanisation et l'épuration. Son action doit permettre, ou favoriser, l'implantation de la fermentation méthanique en Alsace.

Il s'appuie sur les moyens humains et scientifiques du Laboratoire de recherche sur les fermentations méthaniques. Il bénéficie notamment de l'importante documentation internationale, des équipements analytiques et des moyens d'expérimentation de celui-ci.

Il travaille également en étroite relation avec les laboratoires spécialisés de l'Institut national de recherche agronomique, le laboratoire de microbiologie de l'université de Nancy et certains instituts techniques de l'élevage.

Crémé, Asch-le-Bos, 68700 Cernay - tél. (89) 48.96.11.

# PROVENCE

## ALPES - CÔTE D'AZUR

### Les astronomes et l'allumeur de réverbères

■ Il est vexant, tout de même, lorsqu'on tente d'observer des astres dont la lumière met plusieurs milliards d'années à vous parvenir, d'être gêné par d'autres lumières, terrestres celles-là, et qui s'imposent en moins d'une seconde ! Cette mésaventure prend un tour préoccupant à l'observatoire de Haute-Provence. Mme Yvette Andriolat, directrice de l'observatoire, lance cette mise en garde : « Une augmentation de la pollution lumineuse environnante mettrait en danger l'existence même de notre station. »

L'enjeu est de taille. Cet observatoire de renommée internationale dispose de treize « coupes » disséminées sur un domaine de cent hectares et accueille chaque année plus de deux cents astronomes venus du monde entier. Il va, en outre, se doter de nouveaux détecteurs extrêmement puissants pour « viser » des galaxies très lointaines.

Certes, le problème ne date pas d'hier. En novembre 1959, dans une note intitulée « Protection de l'observatoire », les responsables d'alors s'inquiétaient du développement rapide de l'éclairage public de villes comme Manasque, Saint-Auban, Orison, Forcalquier... Vingt-cinq ans plus tard, il était vraiment devenu urgent de réagir. Cent trente communes, regroupées à l'initiative de Fernand Tarday, sénateur des Alpes-de-Haute-Provence, dans la fédération départementale des communes électrifiées, l'ont bien compris. Avec l'appui de la délégation régionale de l'AFME Provence - Alpes - Côte d'Azur, un plan de lutte a été lancé avec un triple objectif : réduire la pollution lumineuse, économiser l'énergie, rénover l'éclairage.

Une première tranche de travaux va être lancée (1,4 million de francs) avec l'aide de l'AFME (276 000 francs) et du conseil général (278 000 francs) dans onze communes. Il s'agit à la fois de supprimer les points lumineux inutiles, de remplacer les lampes à incandescence par des lampes à vapeur de sodium, moins gourmandes en électricité, d'empêcher « les reflets vers le ciel », de modifier les éclairages en prise directe sur l'observatoire... Tout cela devrait, si ce n'est réduire, du moins stabiliser la brillante « du fond du ciel » dont se plaignent les astronomes. Objectif parallèle : réaliser une économie d'énergie de 50% sur le poste éclairage, qui entre lui-même pour près d'un tiers dans la « charge énergétique » communale.

Des mesures similaires doivent être envisagées autour de la station que nous possédons du mont Chirou, à 70 kilomètres d'ici », estime Mme Andriolat. □

# POITOU -

## CHARENTES

### Le premier contrat de plan particulier

■ Le premier contrat de plan particulier portant sur la maîtrise de l'énergie a été signé le 18 mai 1984 entre l'Etat, l'AFME et la région Poitou-Charentes.

Pour toute la durée du IX<sup>e</sup> Plan, la région Poitou-Charentes et l'AFME s'engagent à consacrer chacune au moins 30 millions de francs aux objectifs suivants :

- 270 000 tep économisées ou substituées dans l'habitat, le tertiaire, et l'agriculture ;
- 270 000 tep économisées ou substituées dans l'industrie et les transports ;
- 100 000 tep produites par valorisation de la biomasse.

Un tel objectif suppose qu'au total, 4,5 milliards de francs soient investis, tant par les entreprises publiques ou privées que par des maîtres d'ouvrage particuliers. L'impact en matière d'emplois est de 3 500 personnes directement ou indirectement mobilisées sur la durée du Plan.

La mise en œuvre de ce plan se fera par l'intermédiaire de conventions annuelles passées entre la région et l'AFME. Pour 1984, le montant de la première convention est de 6 millions de francs pour chacun des deux partenaires, gérés conjointement dans le cadre d'un fonds régional pour la maîtrise de l'énergie. La répartition de ces fonds en millions de francs sera la suivante : habitat-tertiaire 5,2 ; agriculture 1,9 ; industrie 3,6 ; transports 0,2 ; actions d'accompagnement 0,5.

# Le monopole du moulin à eau



Facile à multiplier, mais dur à croquer, le grain requiert dès l'origine une dent artificielle. Des statuettes aztèques et égyptiennes nous montrent les premiers meuniers agenouillés dans la même posture, poussant et tirant à force de bras le même rouleau.

Puis vint la grosse meule tournante autour de son pivot, avec des bêtes ou des esclaves attelés au timon.

Que Caligula réquisitionna les chevaux, les Romains manquèrent de pain. Mais, dès l'Antiquité, on sait coupler une meule à un moulin de rivière : un épigramme grec invite joyeusement aux grasses matinées paresseuses les filles jadis asservies à la mouture, et désormais relayées « par les nymphes ».

Technique connue en Orient et en Chine, mais la roue de la-bas resta horizontale. Le génie gréco-romain fut de la dresser à la verticale : on y gagne en rendement, surtout si on amène le flux d'eau par au-dessus. D'où la version médiévale, dont l'origine méditerranéenne ne fait aucun doute : l'Italie est au centre de rayonnement de courbes isochrones attestant les premiers moulins au III<sup>e</sup> siècle sur la Moelle, au VIII<sup>e</sup> en Bevière, au IX<sup>e</sup> en Angleterre, et Irlande, au XII<sup>e</sup> au Danemark, en Bohême, Islande, Scandinavie, etc. Fait d'autant plus notable que l'Europe ancienne n'inventait guère : la poudre, le sabre, l'imprimerie, le papier-monnaie viennent de Chine ; le zéro est une trouvaille des Arabes, dont les navires ont dominé le monde jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle ; le moulin à vent est né dans les hauts pays du Tibet où d'Iran, et n'arrive en Europe qu'avec les croisades ; la noria à godets pour l'irrigation vient des derniers pharaons, etc.

Il faudra des siècles pour qu'on découvre les autres usages de la roue hydraulique : marteau de forge, soufflets, presses à olives, battoirs pour les foulons à draps, meules à aiguiser, pilons, tréuis, pompes, scies..., et que l'Europe en arrive à près d'un moulin pour trente habitants en 1800.

Classique développement des forces productives, donc, et non sans luttes sociales. Le moulin dépend de la rivière qui l'alimente ; qui contrôle l'eau, contrôle l'autre. Les Rotmains assiégés par Totila en surent quelque chose, ainsi que les Strasbourgeois lors du siège de 1392, ou que les Parisiens encerclés par Frédéric II (Le gel, bien sûr, est un autre ennemi, dont la menace sur la Seine fit subsister jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle des moulins à vent et à chevaux sur les fortifications de Paris.)

Mais le plus étonnant est l'après des seigneurs, des évêques et des abbés pour s'approprier la source de revenus correspondante. Pour

échapper en cours de route aux droits de la mouture seigneuriale, les marchands normands du XIII<sup>e</sup> siècle emportaient avec eux des meules à main. Et les paysans ? Ne pouvaient-ils s'unir pour se doter de moulins à vent ou à chevaux, à défaut de droit d'accès au cours d'eau ?

C'est bien là que le bât blesse : il fallait aux seigneurs user de leur pouvoir de justice et de commandement (le « ban ») pour instituer leur monopole : le moulin « banal » fut décrété le seul où les tenanciers des terres alentours eurent la permission de moudre leur grain, et tout moulin concurrent fut promptement démantelé.

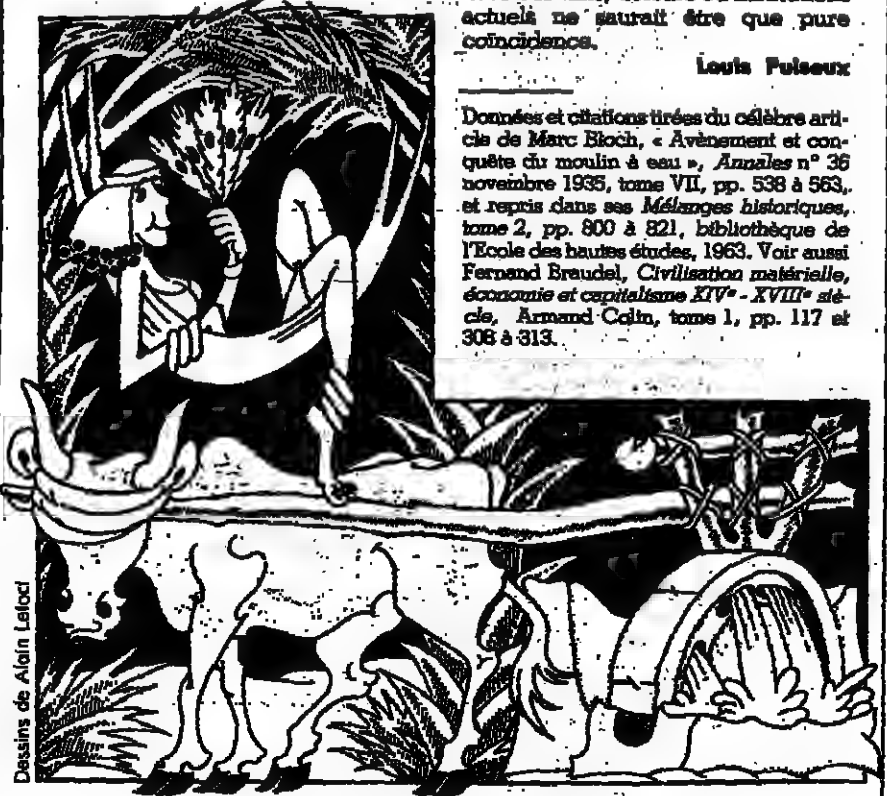
Restaient les meules domestiques cachées dans les fermes. En 1207, les moines de Jumièges font briser toutes les meules à main sur la terre de Viville. Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, les parlements de Dijon et de Rouen s'y mettaient à leur tour, et les seigneurs de Normandie, de Westphalie, de Prusse orientale y jetèrent « toute leur vigueur policière ». C'est en Bretagne, on l'aurait deviné, que le combat contre la « tyrannie féodale » symbolisée par le moulin banal fut le plus âpre, jusqu'à l'épuration de 1789.

En Angleterre, le privilège de moudre chez soi est réservé aux bourgeois méritants, même à Londres en plein XIV<sup>e</sup> siècle, et les chroniques journalières d'histoires de sergents perquisitionneurs, d'émues ménagères, de procès à répétition... histoires qui « accablent à la grandeur d'une véritable épopée meunière » à Saint-Alban, dans le Hertfordshire, où, pour récupérer les meules confisquées dont les moines avaient pavé le parloir de leur abbaye, les moines en arrivent à l'insurrection, détruisant l'infamant oratoire, et « s'en partagent les morceaux en signe de victoire et de solidarité, ainsi qu'on fait le dimanche pour le pain béni ».

Une légende irlandaise attribue l'invention du moulin hydraulique à l'amour d'un roi pour une belle captive. Un outil de libération alors ? La vérité historique est plus cruelle. Mais honni soit qui mal y pense : toute ressemblance, même lointaine, avec des faits, actions ou institutions actuels ne saurait être que pure coïncidence.

Louis Puisseux

Données et citations tirées du célèbre article de Marc Bloch, « Avènement et conquête du moulin à eau », *Annales* n° 36 novembre 1935, tome VII, pp. 539 à 563, et repris dans ses *Mélanges historiques*, tome 2, pp. 800 à 821, Bibliothèque de l'École des hautes études, 1963. Voir aussi Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XIV<sup>e</sup> - XVIII<sup>e</sup> siècles*, Armand Colin, tome 1, pp. 117 et 308 à 313.





JP 11/12/84

LETTRE MENSUELLE DE L'AFME • PAGE 3

# VIVEZ EAU SOLAIRE

L'industrie du capteur solaire a besoin d'un second souffle

**D**ébut 1984, l'industrie du capteur solaire fait enfin parler d'elle : elle est en chute libre. L'oubli dans lequel elle était tombée ne présageait rien de bon.

La panique provoquée par le premier choc pétrolier de 1974 a pu nous faire croire que le solaire était la solution à tous nos problèmes énergétiques. L'immensité de cette ressource était à la mesure de nos angoisses. Elle nous a éblouis. Les mouvements écologiques en ont fait le symbole de l'autonomie, et de l'indépendance face à un centralisme mal accepté. Les industriels se sont alors lancés dans la construction massive de capteurs solaires pour la production d'eau chaude sanitaire. Ils ont été soutenus par les pouvoirs publics, qui distribuaient des primes tous azimuts.

Six ans après, la vente de capteurs bat son plein. Au même moment, la politique de maîtrise de l'énergie met l'accent sur l'isolation thermique, la régulation du chauffage et d'autres procédés qui visent à diminuer les consommations. Puis, nous sommes habitués à cette idée de pénurie. La tension s'est ralliée. Phénomène que l'importation de gaz et la construction de centrales nucléaires ont renforcé. Face à ses adversaires, l'industrie solaire n'a pas lâché prise. Elle a renoué son marché sur le secteur collectif, là où elle était et où elle reste toujours compétitive. Action trop tardive ? Manque de publicité ? En 1983, la vente de capteurs solaires tombe brutalement. Seuls quelques fabricants, Ribes de grandes sociétés, subsistent en 1984.

Le programme énergétique national prévoit que le solaire fournisse, en 1990, 1% du total de nos besoins

énergétiques. L'AFME a donc engagé, depuis janvier, un Programme de promotion de l'énergie solaire (PES). La plus répandue des énergies est par nature décentralisée. De plus, son intensité varie suivant la latitude du lieu. Ces deux caractéristiques expliquent que l'AFME ait choisi les régions comme base de son action, et prioritairement le Midi de la France à cause de son ensoleillement. Le chauffe-eau solaire individuel, plus proche du consommateur, a été désigné par elle comme première étape vers la généralisation de l'ensemble des filières solaires. En effet, on a constaté que l'installation de capteurs solaires dans le collectif n'avait pas permis de familiariser le public avec cette technique. Une première expérience, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, a permis d'établir une méthode novatrice de diffusion du produit. Les élus, les banquiers, les industriels et les installateurs ont été informés et entendus. Ils ont compris que la production d'eau chaude solaire est un facteur dynamique du développement régional et qu'elle est créatrice d'emplois. Un programme a pu se mettre en place grâce à la collaboration de tous. L'AFME a donc décidé de procéder de la même façon pour les régions suivantes : Corse, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes et Bretagne.

L'industrie française du capteur offre un contact favorable à l'initiative de l'AFME : elle est également bien placée sur le marché international. On devrait, grâce au solaire, observer une baisse de nos importations énergétiques et une hausse de nos exportations de capteurs.

1984 : le solaire, c'est reparti.



## LE CHAUFFE-EAU SOLAIRE

### Une technique adulte à un prix abordable

Un chauffe-eau solaire, qu'est-ce que c'est ? Le principe en est simple : de l'eau circule derrière une vitre exposée au soleil ; une fois chauffée, elle va s'emmagasiner dans un réservoir. Elle est alors remplacée par de l'eau froide, qui à son tour se réchauffe, et ainsi de suite. Vous avez de l'eau chaude au robinet. Que se passe-t-il quand il n'y a pas de soleil (en hiver ou par temps très couvert) ? Si l'énergie reçue est nulle, notre système s'arrête. Si le temps est brumeux ou si le soleil apparaît par intermittence, l'eau sera seulement préchauffée par le capteur. La température désirée sera obtenue par l'appoint : votre chauffe-eau, un chauffe-eau à gaz ou électrique, etc.

Le chauffe-eau solaire se compose de deux éléments : un capteur-plan et un ballon. Des tuyauteries les relient entre eux et à l'installation sanitaire. Aujourd'hui, plusieurs types de matériels sont disponibles sur le marché :

**Le chauffe-eau solaire monobloc**  
Les deux composants forment un tout compact. Le capteur est tou-

jours placé plus bas que le ballon. Ainsi, l'eau chauffée, qui a tendance à monter, se réfugie-t-elle dans le stockage. C'est le principe de fonctionnement en thermosiphon. Ce chauffe-eau solaire simplifié est en vente depuis quatre ans. C'est le moins cher de tous : il vaut environ 9 000 francs, posé, en 1984. Son prix doit baisser de 8% par an en francs constants. Son inconvénient : l'arrêt total en période de gel. Ce système en thermosiphon existe en éléments séparés. Son avantage : l'intégration du capteur à l'environnement est plus facile.

**Le chauffe-eau solaire à circulation forcée**

Jusqu'à présent, c'était le plus couramment installé. Il est en perte de vitesse car il reste d'un coût élevé : de l'ordre de 20 000 francs posé. Il est conçu pour fonctionner toute l'année. Pour cela, l'eau circulant dans le capteur contient de l'antigel et elle est donc impropre à la consommation. Il lui faut communiquer sa chaleur à l'eau sanitaire par l'intermédiaire d'un échangeur. La circulation est créée artificiellement par une pompe. De cette manière, on se libère des contraintes d'implantation des deux composants l'un par rapport à l'autre. Avec l'aide d'une résistance incorporée, il vous assure automatiquement de l'eau

chaude en toute saison. Il est le plus sophistiqué des systèmes de production d'eau chaude solaire.

Le chauffe-eau solaire à thermovalve, dit aussi « à circulation mixte »

C'est le dernier-né en France. Il est inspiré d'appareils largement utilisés aux Etats-Unis. Un circulateur de faible puissance garantit le déplacement de l'eau dans le circuit. L'eau chauffée est stockée dans un petit ballon. Elle s'accumule et s'y trouve bientôt à l'étroit. Elle va alors s'engouffrer dans la porte de sortie, la thermovalve, et envahir le réservoir situé au-dessus. Si elle n'est pas assez chaude, elle n'a pas la force de s'échapper. La thermovalve reste fermée. La régulation se réduit donc à un simple mouvement mécanique. En 1984, il coûte 13 000 francs environ, posé. Une baisse de 8% par an est prévue, comme pour le monobloc.

Comment raccorder ces différents chauffe-eau aux installations existantes ? Evoquer ici toutes les situations serait trop long. Dans tous les cas de figures, il est possible d'installer un chauffe-eau solaire. Cependant, attention à ne pas créer de double emploi. Par exemple, un chauffe-eau solaire à résistance incorporée ne doit pas être couplé à un cumulus électrique.

#### Tous au banc d'essai !

Comment choisir la bonne marque ? Auparavant, seuls les capteurs-plans obtenaient un avis technique du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB). Aujourd'hui, tous les chauffe-eau solaires sont examinés. Suite à ces essais très récents, l'AFME a dressé une liste des matériels fiables.

Ce que doit savoir l'acheteur potentiel d'un chauffe-eau solaire :

- compte tenu des prix de 1984 et de l'énergie récupérable, l'installation est rentable pour un pavillon se situant dans le tiers sud de la France, avec une légère remontée sur la côte ouest ;
- une condition est nécessaire à la récupération maximale de l'énergie solaire : disposer d'un emplacement au sud suffisant (sans ombrage ou presque) ;
- l'inclinaison du capteur a aussi

son importance : elle doit être choisie selon la période d'utilisation envisagée. 30° sont suffisants pour une installation fonctionnant uniquement en été. 50° permettent de capter aussi le soleil d'hiver et de printemps ;

- il faut définir les besoins spécifiques de la famille en eau chaude, afin que l'installateur dimensionne correctement la production d'eau chaude solaire. La taille des différents composants se détermine à l'aide de tableaux de ratios ou par une des méthodes de calcul informaticiennes.

La chaîne énergétique du solaire est très courte : un seul intermédiaire entre l'utilisateur et le soleil : le capteur. C'est donc à vous d'investir, mais vous serez aidé par des primes et par l'accès à des prêts intéressants. « Le soleil n'envoie pas de factures » : c'est appréciable, d'autant plus que votre consommation d'eau chaude sanitaire augmente toujours. C'est un fait acquis : le chauffe-eau solaire sort de l'ombre plus fiable et moins cher.

M.T.

#### COMMENT FAIRE ?

Pour le moment, la campagne de promotion du chauffe-eau solaire concerne les habitants de maisons individuelles en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Corse, dans le Languedoc-Roussillon, en Midi-Pyrénées, dans le Poitou-Charentes, ou encore en Bretagne.

- A qui vous adresser pour installer votre chauffe-eau solaire ? Consultez un installateur signataire d'une charte avec l'AFME. La liste est disponible dans les délégations régionales. Il connaît les matériels. Il saura choisir le système adapté à votre cas. Il sait l'installer. Il est tenu de respecter un prix concerté. Il s'engage sur le bon fonctionnement de votre installation.

- Combien ça coûte ? De 9 000 à 20 000 francs en 1984.

- Comment payer ? La banque vous accorde un prêt pour 65% du montant TTC du devis. Les taux d'intérêt ? De 12 à 15%, et parfois moins. C'est elle aussi qui vous donne une prime de 900 francs. Encore un avantage : une déduction est possible sur le montant de vos impôts.

## Le solaire à Pessac, une appellation bien contrôlée

**U**ne installation solaire ne devrait pas se décider sans concertation : le bon fonctionnement même d'un système solaire peut dépendre de la vision qu'en ont les usagers. Au centre FPA de Béziers, les avis divergent sur le confort apporté par le chauffage solaire : les techniciens prétendent que tout marche très bien et le bruit court qu'il n'y fait pas chaud. Qui a raison ? Les services techniques de l'Alpa se reprochent de n'avoir pas favorisé, dès le début du projet, le dialogue avec les futurs utilisateurs. C'est fort de cette expérience qu'ils ont envisagé, en 1979, une production d'eau chaude solaire pour le nouveau centre de Pessac, dans la banlieue de Bordeaux.

Quel est l'ensoleillement de cette ville du Sud-Ouest ? Consultons les données météo locales. On y découvre que le soleil se montre presque autant en février qu'en avril. Cependant l'énergie reçue (incidence) en avril est 66% plus forte que celle de février, mais presque égale à celle de juillet. En été, on recueille quand même plus de kilowatts-heure parce que la température ambiante plus élevée augmente la récupération de l'énergie incidente par les capteurs.

#### Campagne de mesures...

La surface captante prévue est de 76 m<sup>2</sup>. Elle produira l'eau chaude nécessaire aux cuisines et à l'hébergement. Les besoins journaliers sont alors estimés à 4 000 l par jour : c'est aussi la taille du stockage. Les capteurs sont fixés en terrasse, orientés au sud et inclinés à 45°. C'est une installation du type « à circulation forcée ». Une chaudière à gaz fait l'appoint. En 1979, le choix des capteurs s'est porté sur du matériel garanti dix ans et facile à monter. L'étude préalable annonçait une économie de 35%.

L'installation de la production d'eau chaude solaire a coûté 185 448 francs TTC (prix 1979), soit 2 440 francs TTC/m<sup>2</sup> de capteurs. Compte tenu de l'inflation, on obtiendrait 3 751 francs pour 1984. En fait, on rencontre aujourd'hui des prix avoisinants les 3 000 francs ; ils auraient donc baissé de 25%. L'ex-Comec a financé 50% de l'opération, répartis comme suit : 40% au départ, 40% à la mise en service, et 20% après vérification des économies

effectivement réalisées. L'UT de Tolence (Gironde) a donc été mandaté pour mener une campagne de mesures sur un an.

Comment a-t-il procédé ? Deux compteurs de calories ont été placés : le premier sur le circuit des capteurs avant l'entrée dans le stockage, le second à la sortie d'eau chaude de la chaudière. Le personnel du centre FPA a été associé à la campagne. Il a effectué les relevés très sérieusement. En additionnant les chiffres des deux compteurs, on obtenait la consommation totale réelle d'eau chaude. En comparant les chiffres du premier compteur à ce total, on connaissait le taux de couverture des besoins par le solaire. On arrivait en décembre à 6%. D'octobre à février, on ne dépassait pas 27%. D'avril à septembre, on se situait toujours au-dessus de 43% et on atteignait 66% en juillet. La moyenne annuelle est de 36,6% ; elle est donc supérieure aux prévisions. Ces conclusions fondées sur une période d'un an vont-elles se vérifier à plus long terme ? L'UT de Tolence a confronté ces résultats expérimentaux à ceux donnés par des méthodes de calcul informatisées : la méthode de l'Ecole nationale supérieure d'ingénieurs de Marseille (Ensim) s'en approche beaucoup et la « FChart » (méthode américaine) accusait un écart de 0,3%. Réalité et théorie sont donc bien en phase.

Une expérience a été tentée pendant la campagne de mesures : baisser la température désirée (de consigne) de 60° C à 50° C, soit dix degrés de moins. Immédiatement on a observé une forte couverture des besoins par le solaire, malgré un doublement du volume d'eau utilisé par les cuisines. Ce qui confirme la théorie selon laquelle le solaire est plus rentable à une température voisine de 50° C. Il suffit pour l'usager d'ajouter moins d'eau froide à son eau chaude et d'avoir une bonne capacité de stockage. Malgré ce test concluant, la température de consigne a été relevée à 60° C. La campagne de mesures a créé des habitudes. Le personnel d'entretien du centre continue à faire des relevés.

#### ... et contrat d'entretien

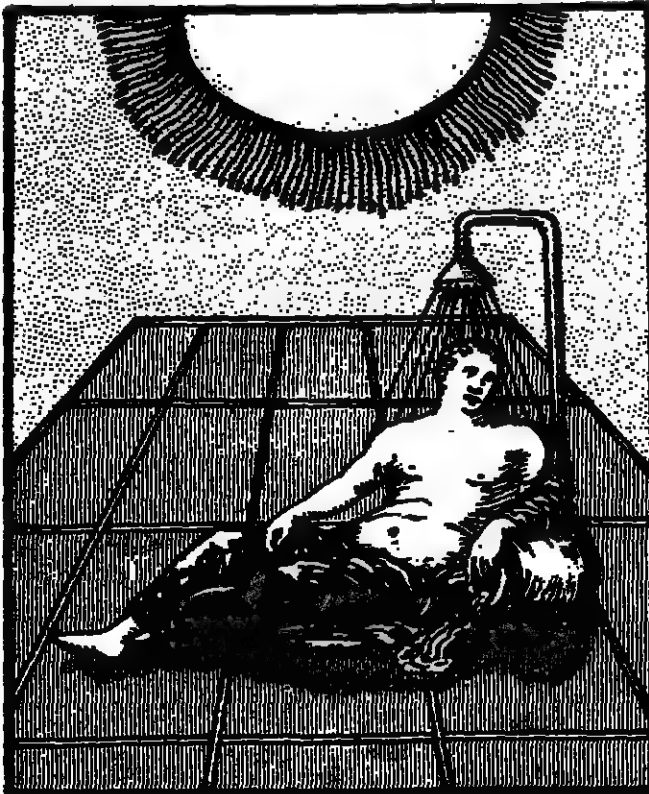
Un contrat d'entretien a été conclu trois ans durant au bon fonctionnement de l'installation. Une intervention sur l'échangeur a été nécessaire : il montrait de graves fai-

bles, dues à la corrosion par l'eau. Le contrat prévoit aussi le nettoyage et le dégraissage des vitres des capteurs, ce qui fut fait régulièrement. Aujourd'hui, les capteurs apparaissent donc en parfait état ainsi que leurs supports. Le prix de cet entretien est de 804 francs TTC par mois en 1984, soit 11 francs/m<sup>2</sup>.

L'installation sera amortie en neuf ans, en tenant compte des subventions (50%). C'est un temps de retour moyen. L'abaissement de la température de consigne conduirait à une rentabilité sûrement plus grande.

L'Alpa est satisfait. L'installation solaire de Pessac est mieux perçue que celle de Béziers. Pour le projet solaire du centre de Gap (Provence-Côte d'Azur), tout le monde a été mis dans le coup. Les capteurs donneront de l'eau chaude et serviront de support pédagogique à l'enseignement de la section climatologie.

Monique Trancart



Devis de Stanislas Bouvier





## L'Europe à la recherche d'une maîtrise énergétique commune

Les élections du Parlement européen au suffrage universel conduisent périodiquement les nationaux de chaque pays de la Communauté à regarder, avec plus ou moins de curiosité, ce qui se fait chez le voisin. Que font les Européens dans le domaine énergétique ? C'est ce que, à cette occasion, nous avons essayé de saisir.

« Avec le Danemark, la France peut revendiquer quelques-uns des résultats les plus impressionnants en matière de changements structurels dans le secteur de l'énergie. » Ainsi s'exprime un très récent rapport de la Commission des Communautés européennes analysant les politiques énergétiques menées par les États membres au cours de la dernière décennie.

Si les respectables experts bruxellois semblent ainsi tentés de dresser un palmarès, c'est sans doute qu'ils croient aux vertus de l'émulation, tout autant qu'ils redoutent un affaiblissement des efforts européens en faveur d'une politique énergétique mieux maîtrisée.

### Un bilan plus équilibré

En 1973, les 10 pays de l'actuelle CEE avaient une consommation brute de 930,7 Mtep, dont 60,62% sous forme de produits pétroliers. En 1982, ces chiffres étaient respectivement de 883,5 Mtep, dont 48,7% sous forme de pétrole. Dans cette période, les pays européens sont donc parvenus tout à la fois à réduire leur consommation d'énergie de 7% et à mieux diversifier leurs sources d'énergies primaires, alors même que la croissance se poursuivait, quoiqu'à un rythme moindre par rapport à la décennie précédente : en 1975 comme base 100, on était à 116 en 1982.

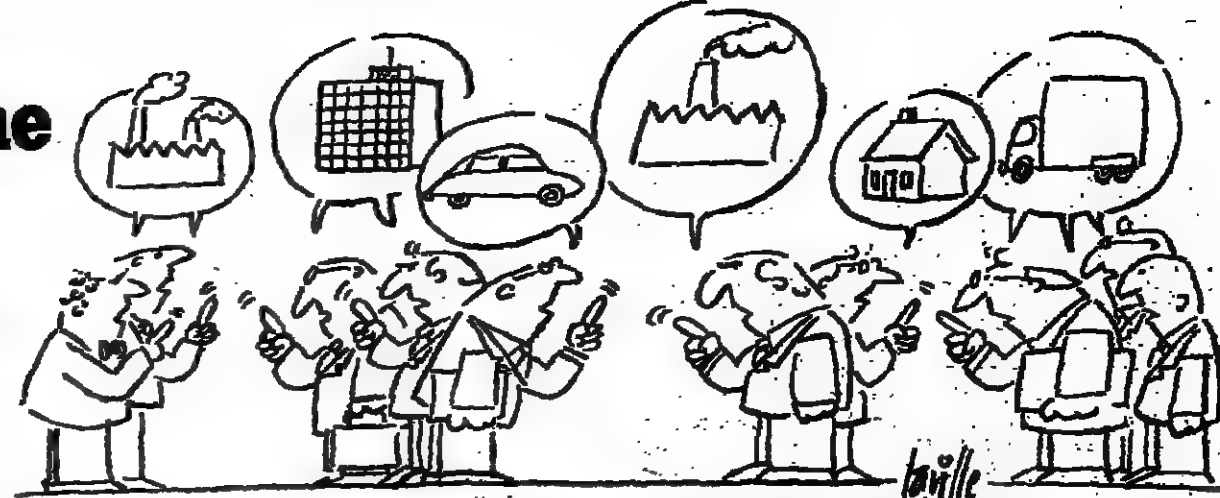
Satisfait global ? Oui, si l'on s'en rapporte à ces quelques chiffres généraux ; nuancé si l'on affine.

La réduction des consommations d'énergie est ainsi réelle dans l'industrie : base 100 en 1975, 89 en 1982, alors que, dans la même période, l'indice de la production industrielle des Dix croît de 13 points.

Dans l'habitat et le tertiaire, les consommations sont restées quasiment équivalentes, en dépit de l'accroissement du parc de logements : par unité de logement, il y a donc une réduction nette des consommations.

Rien de tel, en revanche, dans le secteur des transports : parc automobile et consommation ont suivi des courbes de croissance rigoureusement parallèles ; comme les consommations par véhicule se sont, entre-temps, améliorées, il faut en conclure que les Européens se déplacent plus.

Ces chiffres recourent, en outre, bien des disparités régionales : on ne consomme pas l'énergie de la même façon selon qu'on est Danois, Luxembourgeois ou Grec, ni en même quantité. En 1982, les Grecs consommaient 1,5 tep par habitant, les Luxembourgeois, au pied de leurs hauts fourneaux, 8,1 (exception notable, il est vrai, la moyenne étant à 3,2). Au Danemark, le secteur de l'habitat tertiaire absorbe à lui seul 55,6% de la consommation finale d'énergie ; en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en Belgique, c'est le secteur qui vient en tête : question de climat. En Italie, c'est l'industrie ; en



Grèce, ce sont les transports qui absorbent presque 36% de la consommation finale, alors que la moyenne européenne est de 24,2% : question d'infrastructures, de niveau de développement.

An Danemark, en Belgique, aux Pays-Bas, le second choc pétrolier s'est traduit par une diminution nette des consommations de carburant :

— Belgique : indice 100 en 1975, 128 en 1979, 123 en 1982 ;  
— Danemark : indice 100 en 1975, 113 en 1979, 106 en 1982 ;  
— Pays-Bas : indice 100 en 1975, 120 en 1979, 117 en 1982.

En Italie, coup de frein entre 1979 et 1980, reprise après. En France, en Grèce, le pied reste sereinement sur le champignon, avec tendance à l'accélération après 1982. Question... de tempérament ?

Difficile dès lors de dégager des critères communs permettant d'évaluer les efforts de chaque pays.

Il est de fait, pourtant, que tous n'ont pas réagi avec une égale vigueur après le coup de semonce de 1973.

### L'état et le marché

Dans certains pays, on a pu considérer que, en matière d'économies d'énergie, il n'était peut-être pas nécessaire de faire preuve de volontarisme, et que la hausse des prix de l'énergie allait être elle seule une incitation suffisante, sans qu'il faille recourir à des mesures réglementaires ou à des incitations financières.

Ainsi, dans les pays d'Europe du Nord, la tendance serait plutôt, aujourd'hui, à faire prévaloir les « lois du marché » sur l'intervention de l'État, tandis qu'au sud l'analyse paraît inverse.

Mais cette querelle de doctrine, dont on peut imaginer qu'elle doit faire les délices de bien des experts, apparaît un peu vaine, tant, bien souvent, les faits la contredisent. Les Pays-Bas, chrétiens-démocrates, l'Allemagne du chancelier Kohl se situent respectivement en 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> positions en ce qui concerne le soutien financier aux économies

d'énergie accordé par habitant en 1982, assez loin derrière, il est vrai, le Danemark, alors social-démocrate, mais devant la France. L'Angleterre de Mme Thatcher, dont on connaît les réticences à l'égard de toutes formes d'interventionnisme, vient de se doter d'un organisme gouvernemental, l'Energy Efficiency Office, dont la tâche sera de donner un nouvel essor à la politique d'économies d'énergie. Cela, notons-le, dans le seul pays de la Communauté qui soit exportateur net de pétrole ! Et si l'Italie a attendu 1982 pour se doter d'une loi prévoyant des aides financières pour les investissements destinés à économiser l'énergie, ce n'est certes pas par doctrine. Pas non plus par doctrine que la Grèce n'a pu, en 1982, accorder plus d'1,8 ECU (12,40 francs) d'aide aux économies d'énergie par habitant, alors même que ce pays restait dépendant du pétrole à 71,8%.

Dans les milieux européens concernés, comme à l'AFME, comme à la Commission de Bruxelles, on redoute beaucoup que rigueur budgétaire et relative détente sur le marché pétrolier ne se conjuguent, au détriment des programmes de maîtrise de l'énergie. On remarque, par exemple, que si en 1982 l'Allemagne fédérale était fort bien placée — en termes d'efforts budgétaires —, ce même pays décidait, il y a quelques mois, de cesser d'accorder un soutien financier aux économies d'énergie dans l'habitat, alors même que ce secteur continue à venir en tête dans le bilan de ses consommations.

De ce point de vue, le Fonds spé-

dial des grands travaux, institué en France en 1982, a suscité beaucoup d'intérêt au sein de la Commission de Bruxelles, qui note que cette procédure, financée par une taxe sur les carburants, permet à la France « contrairement à d'autres États qui ont enregistré de bons résultats en matière d'économies d'énergie, de ne pas sembler vouloir réduire les incitations financières dans ce domaine ».

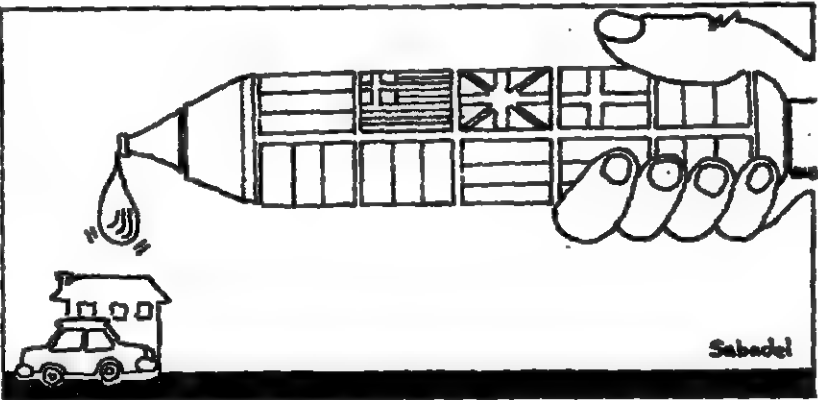
### Des prélèvements concertés ?

Pourquoi, se sont dit les experts de Bruxelles, ne pas proposer un système analogue à l'échelon européen ? Une taxe sur les consommations d'énergie, dont le produit serait redistribué sous forme de subventions par les experts de la Commission.

L'idée n'a pas suscité l'enthousiasme des ministres concernés. Elle présentait, il est vrai, l'inconvénient majeur de centraliser des ressources appelées, par définition, à être dépensées de façon décentralisée. Ce système risquait en outre de conduire à une véritable déresponsabilisation des États membres dans la mise en œuvre de leur politique énergétique.

En revanche, une décision concertée à l'échelon européen, mais prise et gérée à l'échelon de chaque pays pour opérer un prélèvement de type pécuniaire sur les consommations d'énergie, permettrait de concilier permanence de l'effort et responsabilité de chacun. Telle est l'idée avancée notamment par l'AFME.

Michèle Gheerbrant



J O U R N É E S M E I 8 4				
MARDI	Quelles énergies demain ? Prix, qualité et confidentialité de la fourniture. Pierre-Noël Giraud, du Cern.	Financement des investissements et des aides. M. Corso, de la Société des chimistes français.	Progrès récents en combustion. M. Feugier, ingénieur principal IFP.	Mesure, comptage et suivi des consommations. M. Desjardins, de l'Etern.
	Progrès récents dans l'utilisation du gaz. M. Gérard, de GDF.	Transferts d'expériences et actions par profession. M. Lepout, du CNPF. La maîtrise de l'énergie dans l'industrie : organisation, méthodes et participation du personnel. M. Fournier, de l'Ates.	Valorisation énergétique de la biomasse. M. Dumon, Creusot-Loire ; M. Malle, du Castrol.	Utilisation des chaleurs disponibles. M. Somer, Centre d'études nucléaires, Grenoble ; M. Durand, IFP.
MERCREDI	Usages économiquement performants de l'électricité. M. de Rouvray de Uniclima ; M. Kerpelach du Gmelec.		Les opérations de séchage. M. Millet, Caron.	Optimisation des systèmes vapeur-électricité. M. Bourde, Sertis.
JEUDI	Techniques d'utilisation de l'énergie chimique. M. Rostin, du Codetec.	Formation et maîtrise de l'énergie dans l'industrie. M. Polrot, de la Société des chimistes français ; M. Sourel, du Conservatoire national des arts et métiers.	Innovation, recherche et développement. M. Danielou, de l'AFRI ; M. Ranc, B.F. Aquitaine.	Développement récents des composants et équipements. M. Roret, du GEP ; M. Kozar, de Systèmes énergétiques-technique.
VENDREDI	Automatisme et maîtrise de l'énergie dans l'industrie. un représentant de la profession des constructeurs ; M. Lacroix, des Apave.	Progrès récents dans l'utilisation des hydrocarbures liquides. M. Eyraud, IFP.	Comment intégrer la dimension énergétique dans la conception des bâtiments industriels. M. Jorgovic, bureau d'études Inter.	Le diagnostic énergétique. M. Duran, de l'Ingotec.
	Complémentarité des énergies. M. Pélis, du Cefim.	La production combinée chaleur/force (cogénération). M. Levy, de Chiffre-Entreprise.	Les procédés de séparation. M. Durand, IFP.	Valorisation énergétique des déchets. M. Affolter, de l'Avred.

L'Agence française pour la maîtrise de l'énergie organise, du 20 au 23 novembre 1984, à la porte de Versailles à Paris, quatre journées techniques de la Maîtrise de l'énergie dans l'industrie, placées sous le haut patronage du ministère de l'Industrie et du secrétaire d'Etat à l'Energie. Aux expositions et aux conférences qui se succéderont s'ajouteront des tables rondes dont voici la liste avec leurs animateurs. Renseignements : M. Hoëz, ATEE, 47, avenue Laplace, 94110 Arcueil. Tél. : (1) 656.91.43.

### LIVRE

## Le Guide de l'Europe solaire

Le Comité d'action pour le solaire (CAS) publie la première édition de son *Guide de la France solaire*.

Le Comité d'action pour le solaire (CAS) publie la première édition de son *Guide de la France solaire*. Deux ouvrages qui, ensemble, constituent sans doute la seule tentative d'un inventaire aussi complet que possible du « solaire existant », c'est-à-dire des installations de tous ordres recourant, pour leur fonctionnement, aux énergies nouvelles et renouvelables.

Le Comité d'action pour le solaire (CAS) publie la première édition de son *Guide de la France solaire*. Le sujet est sans doute dans l'air du temps mais, indépendamment de toute considération d'actualité électorale, il est opportun que régulièrement un « sommier » élargissant le champ, situe enjeux et politiques de chacun sous le regard de tous (et réciproquement).

Première constatation, à la lecture de ce tour de l'Europe en 80 pages : si l'Eden existe quelque part du côté du Jutland, où une réactrice de ce guide l'a rencontré, coagène reste introuvable.

Comme l'écrit sévèrement Pierre Lebaillif, président du Comité d'action pour le solaire : « De remarquables vitrines, des projets passionnants, des velléités d'indépendance, voire des objectifs industriels paraissant la route des bonnes volontés alternatives. De politique audacieuse, point. Tout se passe comme si l'on consacrait du soleil le minimum d'attention obligatoire pour être en paix avec sa conscience. »

Il est vrai qu'à lire les statistiques publiées par la Commission de Bruxelles, on chercherait vainement la place réservée aux énergies nouvelles et renouvelables (ENR) dans les bilans énergétiques des Dix. Ce sont peut-être là les limites de l'approche par secteur de production.

Deuxième constatation : rares sont les pays qui s'efforcent à la fois de concilier politique de recours aux ENR et développement d'un secteur industriel spécifique.

L'Allemagne, la Belgique fabriquent des matériels (éoliennes, photovoltaïques) mais viennent surtout l'exportation ; la Grèce, le Portugal, qui fait l'objet d'une enquête approfondie, mènent volontiers sur le recours aux ENR, mais manquent d'industries dans ce secteur. Le Danemark, la Hollande se démarquent de cette tendance — la France, qui s'y efforce, n'est pas traitée dans ce guide. Si les parlementaires néerlandais ont répertorié le vent comme « ressource stratégique » et décidé que, en l'an 2 000, 10% de l'électricité consommée dans le pays serait d'origine éolienne, ils se sont donnés les moyens industriels d'atteindre cet objectif ambitieux.

Plusieurs réalisations remarquables sont présentées, dont beaucoup ont d'ailleurs fait l'objet d'un financement communautaire, principalement dans les domaines éoliens et photovoltaïques. On les lit avec grand intérêt, en regrettant toutefois que ces quelques phares éclipsent un peu le solaire le plus quotidien, au moins là où il existe. Quiconque a survolé la Grèce n'a pu qu'être frappé par le nombre de chauffe-eau solaires rencontrés. Cette expérience, souvent spontanée, aurait mérité qu'on s'y arrête un peu : n'y a-t-il pas là matière à de nombreux enseignements ?

A cette réserve près, on ne peut que se féliciter de la parution de ce guide.

M. G. « Action solaire n° 15, « Guide de l'Europe solaire », 35 francs, en vente au Comité d'action pour le solaire, 8, rue de Richelieu, 75001 Paris. Tél. : 296.24.77.

« Maîtrise de l'énergie » est réalisée chaque mois sous la responsabilité de l'AFME. Rédaction en chef : Roger-Pierre Bonneau, AFME, 27, rue Louis-Vautel — 75015 Paris.

Rédaction et communication : Hugues Stille et Michèle Gheerbrant. Maquette : Claudine Roy, TEN et Associés, 10 rue Moyet — 75006 Paris. Composition, montage, photographies : Italique, 14 rue Voivodine — 75018 Paris.



JP 11/10/84

# Société

## CONTROVERSE AUTOUR DE LA VANOISE

### De nouvelles frontières pour les parcs nationaux

La discussion par le Parlement de la loi sur le développement et la protection de la montagne, le projet contesté d'un barrage EDF dans la Vanoise (le Monde du 15 mai), attirant l'attention sur la situation des parcs nationaux français. Quatre d'entre eux au moins - Vanoise, Ecrins, Mercantour, Pyrénées - n'englobent pratiquement que des hauts alpins, des rocs et des glaciers. Ces territoires ne furent nullement délimités en fonction de la mission des parcs : protection d'une faune et d'une flore exceptionnelles,

recherche scientifique, accueil et sensibilisation du public. Ils sont le résultat d'après-marchandages avec les communes qui n'acceptèrent de renoncer à certains de leurs droits que sur des zones alors sans intérêt économique apparent.

A l'usage, ces tracés ont révélé leurs inconvénients. D'abord pour les parcs : les animaux qu'ils sont censés protéger - comme les ours par exemple - résident plutôt en moyenne altitude. Les naturalistes n'ont pas grand-chose à observer.

Quant au public, il est souvent rebuté par ces hautes terres quasi désertes. Pour les communes ensuite, dont les remontées mécaniques seraient parfois plus utiles en altitude que dans les vallées. Pour EDF, enfin, qui a repéré des sites de barrage favorables, haut perchés et par conséquent dans les limites des parcs.

On peut donc se demander, aujourd'hui, si, au nom de l'intérêt bien compris des uns et des autres, le moment n'est pas venu de rouvrir le dossier des parcs nationaux. Les écologistes « purs et durs » ont toujours défendu deux positions contradictoires. D'une part, ils reconnaissent que les limites administratives des parcs sont le fruit de compromis et qu'elles sont insatisfaisantes. Mais, d'autre part, au nom des grands principes, ils les considèrent comme intangibles, sacrés.

Les esprits, cependant, sont en train d'évoluer. Dans le rapport, que, à la demande du ministère de l'environnement, il a consacré à l'avenir des parcs nationaux, M. Edgar Pisani parle de compensation en cas d'amputation territoriale (le Monde du 12 mai 1983) « A trop vouloir conserver un sanctuaire on risque de le transformer en nécropole », affirme récemment le président du conseil d'administration du parc de la Vanoise, M. Elol Chardonnet, qui est, d'autre part, directeur adjoint de la région EDF Alpes-Lyon. Et c'est lui qui, à son tour, évoque l'éventualité d'une contrepartie de « valeur équivalente ».

D'autres se font entendre qui demandent une révision des limites des parcs. A une condition toutefois : que la nature y trouve son compte. Comment ? Par le principe de la compensation. Il faudrait admettre que le retour au droit commun d'un territoire autrefois placé, par la loi, sous protection nationale doit être obligatoirement compensé, au nom de l'intérêt général, par l'extension des mesures de préservation sur d'autres zones plus étendues, riches en faune et en flore, attrayantes et scientifiquement intéressantes. « Je suis favorable à une compensation territoriale », dit M. Philippe Teyssand, président du comité scientifique de la Vanoise, à condition qu'elles soient dissuasives et donc très importantes : dix à vingt fois la superficie cédée.

Ce point de vue n'est pas celui de la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature. « Entrer dans l'engrenage des mesures compensatoires, dit-elle, c'est tantant. Mais cela signifie, à long terme, que toutes les communes limitrophes d'un parc voudront annexer un bout de territoire pour aménager un petit remonte-pente. Puis celui-ci deviendra un télécabine et ainsi de suite. Où s'arrêtera-t-on ? »

Le Club alpin français défend également l'intégrité des parcs. Il va déposer plusieurs recours contre la décision du conseil d'administration du parc de la Vanoise d'accepter l'amputation de celui-ci pour la construction du barrage de la Raie. L'exemple du parc de la Vanoise,

qu'évoque notre correspondant Claude Francillon, montre, en effet, l'intérêt et les difficultés de cette vaste négociation qui amènerait à tracer pour nos parcs nationaux de nouvelles frontières.

M. A. R.

## Comme une forteresse assiégée

### De notre correspondant

Grenoble. - Voilà plus de vingt ans que le parc national de la Vanoise, comme une forteresse assiégée, repousse les assauts des marchands de neige. Son nom est encore associé à une furieuse et longue bataille que ses défenseurs durent livrer peu d'années après sa naissance. Une bataille historique et symbolique puisqu'elle se livrait à propos du premier parc français. Son issue devait décider de l'avenir de tous les parcs nationaux.

En mai 1969, en raison de « l'intérêt national exceptionnel du projet » qui était présenté, son conseil d'administration acceptait que soit équipé en remontées mécaniques le glacier de Chavière. Une station de sports d'hiver devait être construite dans le val de Poizat. L'ensemble aurait coûté 55 000 ha de 1 800 hectares.

Trois années de « batailles » juridiques et politiques furent nécessaires pour faire échouer ce projet (1). Mais la Vanoise porte, encore aujourd'hui, les cicatrices de cet affrontement entre aménageurs et protecteurs de la montagne. Si ses limites n'ont pas été modifiées, trois « fils neige » demeurent tout de même tendus sur le glacier de Chavière. Mais les hautes terres de la Vanoise sont toujours assiégées. Elles sont prises en tenaille entre le chapelet de stations de sports d'hiver de la Tarentaise et les communes de la Maurienne, encore peu équipées.

Et voilà qu'à son tour EDF part à l'attaque. Les électriciens veulent, en effet, construire un de leur barrage au lieu-dit « la Raie » sur la commune de Villaroger (Savoie). Conséquences : près de 10 hectares de forêt situés dans le parc seraient coupés. Le projet soulève l'hostilité des associations de protection de la nature. Elles rappellent que la Vanoise, située en haute montagne (entre 1 250 et 3 855 mètres), ne compte guère plus de 300 hectares de forêt, ce qui est jugé bien modeste pour abriter la faune. Une réduction, même minime, des espaces boisés, ferait courir un grave danger aux animaux.

### Trois vallées vierges

M. Gilbert André, maire de Bonneval-sur-Arc, est considéré comme l'un des « pères spirituels » de la Vanoise. Pourtant, aujourd'hui, il demande l'autorisation de faire passer un télésiège à travers le parc pour permettre aux skieurs, partis de chez lui, de gagner le col de l'Iséran, puis les pistes de Val d'Isère. Une trentaine d'hectares seraient touchés par ce projet. En échange, Bonneval « céderait » une zone de glaciers et de montagne de 3 500 hectares jouxtant le parc et comprenant notamment le fameux site des Evettes, classé I y a trois ans.

Toutes les grandes stations de ski rêvent d'étendre leurs tentacules sur le parc. Périodiquement, elles déposent auprès de son conseil d'administration des demandes d'autorisation. Ici, il s'agit de planter quelques pylônes, là-bas, on souhaite réaliser des captages de sources. Courchevel, elle, s'est passée de toute autorisation pour faire récemment des travaux d'aménagement de prise d'eau. Ce n'est pas assez. La station voudrait aussi capter une partie de l'eau des lacs Merlet, afin d'alimenter ses puissants canons à neige.

Déjà, une remontée mécanique de Courchevel est installée dans la Vanoise. Conséquence : pour protéger les skieurs, les pisteurs secouristes sont obligés d'aller camper dans le parc pour purger les couloirs d'avalanche. Mais la station insatiable lorgne sur un autre secteur où de très bons



FESSIN.

champs de neige existent. Malheureusement, la municipalité ne dispose d'aucun territoire à échanger. « Il n'y a pas un point de la commune où un bull n'ait pas trépassé ses chenilles », explique un garde du parc. La situation est identique à Val-Thorens, qui convoite le glacier de Gebroulaz sans pouvoir proposer pour l'instant une compensation.

Sur d'autres communes, pourtant, existent des espaces exceptionnels en raison de leur valeur biologique et paysagère, mais qui ne sont nullement protégés. Ainsi, sur la rive droite de l'Isère se trouvent trois vallées vierges qui dominent le village de Sainte-Foy, dans la Tarentaise. Dans l'un de ces admirables vallons, celui du Clou, EDF envisage de construire une retenue d'eau de 80 millions de mètres carrés. Or ces espaces constituent, selon la délégation régionale à l'environnement, « des enjeux majeurs pour la protection de la nature ». Pourrait-elle servir de monnaie d'échange ? De son côté, si elle tient à son

barrage-réservoir - qui lui rapportera de l'argent, - pourquoi la commune de Villaroger n'offrirait-elle pas, en échange, des portions de son territoire très favorables à l'installation, notamment en hiver, des chamois et des bouquetins du parc ?

Enfin, certains secteurs de la Tarentaise, situés en dehors du parc, comme la vallée du Pourriin, près de Peisey-Nancroix, accueillent un très grand nombre d'animaux sauvages, comme les tétras-lyres, dont la densité est ici la plus forte de tout l'arc alpin. Voilà des secteurs qui devraient rejoindre les zones protégées.

Une grande négociation finira-t-elle par s'ouvrir qui permettrait de redessiner les frontières de la Vanoise ? Ce serait une première et un intéressant exemple de gestion de la montagne conciliant développement et protection.

CLAUDE FRANÇILLON.

(1) Vanoise, victoire pour demain, de Jean Carlier, Ed. Calmann-Lévy, 1972.



## Label européen

### De notre correspondant

Grenoble. - Trois experts du Conseil de l'Europe, mandatés par la Division pour la conservation de la nature et de ses ressources, se rendront les 25 et 26 juin dans le parc national de la Vanoise pour examiner si celui-ci mérite toujours son « label européen » qui lui a été décerné en 1976. Deux parcs, la Vanoise et celui des Pyrénées occidentales, mais aussi la réserve naturelle de Camargue ont reçu - les deux premiers en

1976 et la seconde en 1986 - le diplôme européen accordé aux sites protégés présentant un intérêt européen.

Selon le directeur du parc national de la Vanoise, M. Claude Paisaud, la visite des trois experts du Conseil de l'Europe n'est nullement soumise par les projets d'amputation du parc, mais elle s'inscrit dans le cadre des observations faites sur la demande des ministres du Conseil de l'Europe qui renouvellent ou non tous les cinq ans leurs « diplômes ». - C. F.

## CORRESPONDANCE

### Vivre dans un « îlot sensible »

Après la publication d'un article intitulé « A Mantes-la-Jolie : l'espoir naît dans les caves » (le Monde daté 20-21 mai), nous avons reçu de M<sup>me</sup> Bouchet, qui habite dans le quartier du Val-Fourré, objet de cet article, le témoignage suivant :

Avec mon mari, depuis dix ans, nous sommes gardiens de deux tours, et, pour nous, rien ne change. Nous n'avons jamais vu d'être bavarder avec les jeunes et nous avons toujours des bandes de « voyous » venant faire du désordre et de la casse : vélos, boîtes aux lettres et luminaires.

Ils nous insultent, nous lancent des pierres et menacent notre chien d'un couteau. Souvent, nous faisons appel à la police, qui ne se dérange pas ou alors ne peut rien faire. « La peur recule », écrivez-vous. Les gens

n'osent rien dire par peur des représailles. Malheureusement, il y en a. Je ne comprends pas comment des gens qui ne vivent pas dans notre paradis peuvent en parler. Bien sûr que la vieille ville de Mantes n'a rien de comparable. Je vous prie de croire que beaucoup de gens, dès qu'ils en ont la possibilité, partent. M. Picard, notre maire, le premier et je ne lui en fais pas grief. Je ferais de même si je n'étais pas obligée de travailler. Et à cinquante-quatre ans, trouver autre chose ?

Dans ma tour, j'ai des jeunes qui se réfugient dans les étages et là, fument et se piquent. Nous trouvons les seringues. Mais personne ne s'en occupe, les gens ont peur.

P. S. (1<sup>er</sup> juin) : ce soir, à 19 h 30, une locataire attaquée. Son sac à dos, Bousculée, tombée à terre, transportée à l'hôpital par les pompiers. Mais tout va très bien. Ce n'est pas un cas isolé.

## A OPIO (ALPES-MARITIMES)

### Une association de défense des sites fait échec à un projet du Club Méditerranée

De notre correspondant régional

Cannes. - M. Gilbert Trigano, P-DG du Club Méditerranée, n'a pas de chance. Depuis de nombreuses années, il souhaitait installer un village de vacances sur la Côte d'Azur et avait trouvé, dans l'arrière-pays grassois, un lieu à sa convenance, le Domaine de la Tour, d'une superficie de 50 hectares. Sur ce site agreste, distant d'une quinzaine de kilomètres de la mer, il prévoyait d'édifier un village néo-provençal de mille lits tournés plus particulièrement vers la connaissance de la nature, grâce au méridien et à l'écoulement d'une exploitation agricole comportant l'une des plus belles olives de la région. Les élus locaux avaient accueilli son projet avec enthousiasme, et le dossier avait été instruit sans encombre jusqu'à l'obtention, en février dernier, du permis de construire.

Les travaux devaient commencer en octobre prochain et s'achever en juillet 1986. Montant des investissements : environ 180 millions de francs. Or, à la suite de plusieurs recours introduits par l'Association de protection de l'environnement de Châteaufort-Grasse (APEC) et par quatre autres requérants, le tribunal administratif de Nice a décidé d'annuler deux décisions, l'une ministérielle, l'autre préfectorale, conditionnant l'opération.

La première décision est un arrêté du ministre de l'urbanisme et du logement, en date du 16 juillet 1982, qui avait autorisé la tenue des mesures de protection présent sur les terrains acquis par le Club afin de les rendre, en partie, constructibles. La seconde est un arrêté du préfet des Alpes-Maritimes, du 28 décembre 1982, approuvant le plan d'occupation des sols - modifié en conséquence - de la commune d'Opio.

Le tribunal a estimé, en l'occurrence, comme le soutient l'APEC, que ces deux décisions étaient en contradiction avec le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) du secteur de Cannes-Grasse, puisque, dans ce document, le Domaine de la Tour est

classé comme « espace boisé à conserver ».

Commentaire du maire (modéré, favorable à l'opposition) d'Opio, M. Fernand Raynaud : « C'est une véritable catastrophe économique pour la région. L'exploitation, à l'année, du village de vacances devait se traduire par la création de deux cents emplois permanents. D'autre part, le Club s'était engagé à verser à la commune (1335 habitants) une participation financière de 1230 000 francs pour l'amélioration de la voirie et pour la réalisation d'une réserve d'eau contre les incendies. Il devait, aussi, lui céder gratuitement une parcelle de 1,5 hectare de terrain (valeur 1 800 000 francs) destinée à la construction d'un complexe sportif.

M. Trigano, qui a, d'ores et déjà, dépensé 20 millions de francs, dont la moitié en acquisition de terrain, ne renonce pas, cependant, à son projet. Pour sortir de la situation actuelle, le ministre de l'urbanisme et du logement, M. Paul Quilès, envisagerait de faire appel du jugement devant le Conseil d'Etat. Mais l'APEC - qui préside un jeune professeur de droit commercial de l'université de Nice, M. Pierre Godé - a encore plusieurs fois au feu puisqu'elle a aussi attaqué, en employant des moyens identiques, l'arrêté de ZAC et le permis de construire relatifs à l'opération. A titre accessoire, elle invoque, notamment, la destruction de deux espèces d'orchidées rustiques protégées. L'Ophrys Bertolotti Moretti et l'Orchis fragrans Poirini, dont la présence a été dûment constatée par experts d'huissier sur le site du Domaine de la Tour.

Reste la solution d'une mise en révision du SDAU. Le déclenchement de cette procédure est de la compétence des élus du secteur concerné. Mais il faudrait au moins deux ans de travaux avant de parvenir à des résultats concrets. L'arrivée des Gentils Membres du Club à Opio n'est pas pour demain.

GUY PORTE.

## PARIS EN VISITES

**DIMANCHE 24 JUIN**  
« Le parc Monceau », 10 heures, métro Club-Universitaire, M<sup>me</sup> Pennec.  
« Champ-de-Mars », 15 heures, entrée du Musée des monuments français, M. Gagneux Romero.  
« Cimetière du Père-Lachaise », 10 h 30, métro Père-Lachaise, M<sup>me</sup> Oswald.  
« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M<sup>me</sup> Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).  
« La Sainte-Chapelle », 15 heures, grille du Palais de justice (Académie).  
« L'église russe de la rue Daru », 15 heures, 12, rue Daru (Arcs).  
« L'Opéra », 14 h 30, devant l'Opéra (M. C. Lazzari).  
« L'enceinte tragique de Pigou », 15 heures, 35, rue de Pigou (Paris et son histoire).

**LUNDI 25 JUIN**  
« La Sainte-Chapelle », 12 h 15, entrée, M<sup>me</sup> Sentant.  
« De la place Louis-XV à la place de la Concorde », 15 heures, métro Tuilleries, M<sup>me</sup> Brossat.  
« Le Marais », 21 h 30, métro Saint-Paul, M<sup>me</sup> Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).  
« Montmartre », 15 heures, métro Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs).  
« Hôtel de Sully », 15 heures, métro Saint-Paul (M<sup>me</sup> Haufler).

« La Danse macabre », 15 heures, Musée des monuments français (Histoire et archéologie).  
« La Bourne », 11 h 45, métro Bourne (P.-Y. Jazet).  
« Hôtel Lantini », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Toussaint culture).  
**MARDI 26 JUIN**  
« La Manufacture des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, M<sup>me</sup> Hilot.  
« Hôtel Lantini », 14 h 45, métro Pont-Marie, M<sup>me</sup> Oswald.  
« Le treizième arrondissement », 15 heures, 29, rue de la Santé, M<sup>me</sup> Legrégo.  
« La place des Victoires », 15 heures, devant l'église Notre-Dame-des-Victoires, M<sup>me</sup> Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).  
« La nouvelle Athènes », 14 h 30, place Saint-Georges (Art et promenade).  
« Le Val-de-Grâce », 15 heures, 277 bis, rue Saint-Jacques (Paris et son histoire).

**CONFÉRENCES**  
**DIMANCHE 24 JUIN**  
60, boulevard Latour-Maubourg, M. B. Brumfeld, 16 h 30 : « La Thaïlande » ; 18 h 30 : « Israël » (Rencontre des peuples).

## ENTREPRISES !

### VOLEZ EN CONCORDE A PRIX CHARTER !

Nous vous proposons une idée originale et des conditions exceptionnelles pour un voyage promotionnel de stimulation ou de relations publiques.

Le 6 octobre 1984, un vol superconcorde CONCORDE à destination de l'Irlande, avec retour sur ligne régulière le jour de votre choix. Un large éventail de formules est prévu.

**AIRCOM**  
93, rue de Monceau  
75008 Paris  
Tél. 643780 F -  
Tél. : 522-88-46

LA 78001



## Justice

### HOMICIDE INVOLONTAIRE DEVANT LE TRIBUNAL DES FORCES ARMÉES

## Le colonel et les moiteurs de Djibouti

Ainsi peut fondre la discipline militaire française, sous les moiteurs de Djibouti. Frappant de l'angle du soleil torride qui a distillé le poison du lazisme au CDMB (commandement et direction des matériels et bâtiments). Dans la soirée du 20 janvier 1983, le soldat Frank Gicquel est donc mort de négligence. Le Tribunal des forces armées de Paris (1) jugeait, le 21 juin, pour homicide involontaire, le colonel François Soually, son subordonné direct, le commandant Paul Loison, et le soldat Dominique Degorgue, par qui le malheur arrive.

Le soldat Frank Gicquel, cette nuit-là, monte la garde au portail du CDMB. Fusil en sautoir, la sentinelle solitaire interroge la nuit africaine. Peu avant 22 heures, arrive la relève. Dans un bel état, le relève l'assomme d'un coup de poing. Le soldat Dominique Degorgue s'affale sur le trottoir. Il sort à peine d'un repas copieusement arrosé, 1,23 gramme d'alcool dans le sang, déclenche l'analyse. Brève discussion entre camarades. La sentinelle « descendante » tend son fusil à la « montante », toujours affalée sur son coin de trottoir. Méchamment, Degorgue manipule l'arme. Deux coups partent. Atteint au ventre, Frank Gicquel meurt un quart d'heure plus tard.

Une mort brutale, dans une unité où l'on s'entraîne à « surprendre » l'ennemi à l'audience le commissaire du gouvernement. Sous l'autorité latente d'un colonel Soually frappé de cécité et de surdité — encore le chœur, sans doute, — le CDMB est en déliquescence. Ainsi, nul ne méritait à Djibouti, mariement, du FAMAS (fusil d'assaut de la manufacture d'armes de Saint-Etienne, dit « clairon »), reçu quelques mois auparavant.

Impossible, pour un appelé désireux de s'instruire, de se reporter aux consignes : une note de service indique laconiquement : « Sentinelle l'arme en sautoir-chargeur plein sur l'arme ». Pas un mot sur la position souhaitable de la sûreté, ni celle du bouton limiteur de rafales. Nulle interdiction à la sentinelle d'armer son FAMAS. « Nous n'avons pas eu le temps de rédiger des consignes plus précises », répondent en chœur le commandant et le colonel dans leur box. Mais ce précieux temps, le le dégageait miraculeusement dans les jours qui suivent l'accident. Une tâche point trop écorchée au demeurant : neuf mots rajoutés à la main suffisent à compléter la note.

Si les consignes d'utilisation du FAMAS sont « succinctes, modestes, rudimentaires, flustes », insiste le président Julien, les consignes s'appliquent à la garde souffrante, elles, de l'excès inverse. Un vrai fatras. Les grâces aidant, les paragraphes se sont surajoutés aux alinéas, sans que nul ne se soucie d'élaguer. « Il faut refondre la consigne », aurait dit le commandant au colonel, qui ne s'en souvient guère. Respectueux jusqu'au bout du désespoir, officiers jusqu'à l'absurdité, les deux prévenus, foudroyés dans leur box, évitent de se affronter du regard.

#### La consigne est la consigne

Bien sûr, il aurait fallu les refondre, ces consignes courtoises : elles imposaient à un sous-officier de surveiller au moins instant les relèves à la digue et au portail, deux postes distants de plus de 100 mètres ! Mais la consigne avait le mérite. Peu de temps avant l'accident, le caporal-chef Zassada se laisse

condamner sans broncher à vingt jours d'arrêt, pour n'avoir pas réussi à se débrouiller, surveillant la digue quand il aurait dû, en même temps, superviser le portail. D'une voix éteinte, le colonel Soually se laisse arracher cette trouvaille désespérée : « Je l'ai puni pour ne pas m'avoir expliqué l'incompatibilité des consignes. » Voilà pourquoi les simples soldats étaient seuls au moment fatal.

Même limpides, hélas, les consignes restent restées ignorées. En contradiction avec la rigueur de discipline générale de l'armée, elles ne sont pas affichées au poste. Officiers et sous-officiers, certes, organisent des rondes. Malencontreux hasard : aucun n'assistera jamais aux piteuses relèves de la garde au portail.

Avant de tuer son camarade et bien qu'il soit de garde ce soir-là, le soldat Degorgue participe au repas de « cohésion » censé souder le régiment dans le pastis et le gros rouge. Il y rencontre... son adjudant, lui aussi de garde, donc lui aussi en infraction. Embarras du sous-officier, qui bafouille seulement au soldat : « Dépêche-toi de finir ».

L'enquête sur le mort de Frank Gicquel aurait pu être expédiée discrètement. Pour l'honneur de l'armée, le père de Frank Gicquel, lui-même ancien militaire de carrière, s'est porté partie civile. A l'audience, l'ancien major Gicquel a refusé de saluer le colonel Soually. Le colonel, lui, est toujours en poste à Djibouti. Il paraît qu'on y a modifié les consignes. Jugement le 4 juillet.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(1) Les tribunaux militaires des forces armées (Tribunal des forces armées) jugent les affaires militaires en cause des militaires et se déroulent à l'étranger.

## Sports

### LES DEMI-FINALES DU CHAMPIONNAT D'EUROPE DE FOOTBALL

## Attaques contre défenses

En même temps que la « loi du milieu », c'est-à-dire l'avènement de la stratégie du « 3-5-2 » (le Monde du 23 juin), le Championnat d'Europe des nations a consacré la généralisation de l'attaque permanente du porteur du ballon sans forme de tacle glissé, bloquant non seulement le ballon, mais aussi les jambes du joueur. Cette tactique qui supplée le marquage individuel systématique est souvent entachée d'irrégularité et même de danger. Elle a justifié qu'aient été sifflés, trente coups francs par match en

moyenne, pendant la première partie de l'Euro 84.

La vigilance de l'Italien Paolo Bergamo et de l'Anglais George Courtney, arbitres respectifs des demi-finales France-Portugal, à Marseille le 23 juin, et Espagne-Danemark, à Lyon le 24 juin, devrait donc être particulièrement sollicitée : les deux sélections les plus offensives — celles du Français Michel Hidalgo et du « Dancois » Sepp Piontek — ont été confrontées, en effet, aux deux formations les

plus défensives — celles de l'Espagnol Miguel Muñoz et du Portugais Fernando Cabrita. Dans les groupes de qualification, les Français et les Dancois ont marqué respectivement neuf et huit buts, tandis que les Portugais en ont encaissé un et les Espagnols deux. Français et Portugais se sont rencontrés seize fois auparavant, les « bleus » l'emportant dix fois et faisant un match nul. Espagnols et Dancois se sont affrontés cinq fois depuis 1974, les Ibériques gagnant trois fois et concédant un nul.

## L'exploit dans les coulisses

Du policier au gendarme, en passant par l'homme d'accueil et l'entraîneur, on imagine qu'il faut beaucoup de monde pour valoir, sur place, au bon déroulement d'un match du championnat d'Europe de football.

Prenez l'exemple strasbourgeois : près de 800 personnes. M. Marie-Thérèse Hessler, qui supervise l'ensemble et dont le petit bureau, aménagé dans les locaux du stade de la Meinau, prend des allures de hall de gare, en donne le détail entre trois coups de téléphone et douze sollicitations. Ce soir-là, le 19 juin, le Danemark et la Belgique ont disputé un match fantastique. Depuis trois ans, cinq responsables, formant l'ossature du Comité régional d'organisation (CRO), ont travaillé à plein temps pour qu'il y ait le moins de bavures possibles.

Quatre cent cinquante-deux personnes ont été affectées à différents services : vente de billets aux guichets, contrôleurs, agents de circulation dans le stade, plusieurs préposés à l'écoulement des entrées, etc. Soixante-quatorze autres ont été chargées des transports, du chauffeur de maître pour véhiculer les personnalités au conducteur de minibus. Vient ensuite le dispositif de surveillance, provenant de sociétés pri-

viées : 45 « gorilles », avec des chiens bergers allemands munis de mousquetons, scrutent les parkings.

La police elle-même : deux compagnies de CRS ont été mobilisées, soit 150 hommes. Une partie d'entre eux tourne le dos au match, au cas où une bombe partirait des tribunes. On a vu dans des films, des meurtriers munis de fusils à lunette tuant joueurs ou arbitres. Deux autres compagnies — gendarmes mobiles et police urbaine — plus une trentaine d'inspecteurs en civil circulant dans les allées : au total, près de 300 membres des forces de l'ordre disposés aux quatre coins du stade de la Meinau.

Aux mêmes endroits, à peu de choses près, se placent les services de santé. Huit médecins, groupés en tandems, se tiennent aux angles du stade, prêts à intervenir au moindre malaise, et le chœur ou le boisson aidant, il s'en produit. L'équipe médicale, composée en tout de vingt-deux personnes, y compris les chauffeurs d'ambulance, a été entraînée pour intervenir dans les deux minutes suivant une défection, le SAMU de Strasbourg étant en alerte permanente.

Tout cela ce sont les coulisses nécessaires, quand un match de

cette importance réunit 35 911 spectateurs payants. Mais les incidents sont presque inévitables : ainsi, le soir du 14 juin, après la rencontre RFA-Portugal, de jeunes néo-nazis allemands ont fait du sabotage en ville. Le tribunal de Strasbourg a condamné à quinze jours de prison et 3 000 francs d'amende, une deuxième à quinze jours de prison et une troisième à 3 000 francs d'amende.

M. Fernand Sarrus, président de la Fédération française de football, ne tiendra néanmoins pas son pari consistant à remplir, durant ce championnat d'Europe des nations, 85 % des sept stades concernés. La bilan le dira. Il y a eu trop de défections, trop de dévotion dans les tribunes de billets — M. Hessler et le ligier d'Alsace s'en portent témoins, — pour qu'il en soit autrement. Mais qu'on ne s'y trompe pas : les tribunes ne sont pas faciles d'organiser un Championnat d'Europe de football, et la France, qui avait perdu son goût pour le rôle de pays hôte en matière sportive, a passé là un test estimable. Rendez-vous, pour s'en convaincre totalement, à la finale du Parc des Princes, le 27 juin.

MICHEL CASTANG.

## Carnet

### Naissances

— Le docteur François-Xavier MIGNAN et M<sup>me</sup> née Sophie FLEURY, et leur fils Henri vous annoncent avec joie la venue dans leur foyer de

**Minaï.**  
Tours, le 17 juin 1984.  
70, boulevard Heurteloup,  
37000 Tours.

### Mariages

— Fiancée BIANCHI et Eric DEBOBERT sont heureux de faire part de leur mariage, le 23 juin 1984.  
68, avenue de Versailles,  
75016 Paris.

### Décès

— M. et M<sup>me</sup> Pierre Lang, M. et M<sup>me</sup> Michel Gattegno, M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Lang et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Bernard Lang et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Thierry Gattegno, M<sup>me</sup> Nadine-France Gattegno, M<sup>me</sup> Isabelle Gattegno, ont la douleur de faire part du décès, le jeudi 21 juin 1984, de

M<sup>me</sup> Alice BENSUSSAN,

leur mère, grand-mère, aïeule et bis-aïeule.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.  
24, rue Boileau,  
75016 Paris.  
8, boulevard Julien-Pois,  
92200 Neuilly-sur-Seine.

— M<sup>me</sup> François Picard, Pierre et Christine Gay, Thierry et Carole Picard, ses enfants, Antoine et Olivia Gay, Adrien Picard, ses petits-enfants, Les familles Richard, Naz, Gabet et Collombin, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès, survenu le jeudi 21 juin 1984, à l'âge de soixante-sept ans, de

M. François PICARD,  
ingénieur ETP (promotion 1939),  
de l'établissement de Grenoble  
d'Alstom-Atlantique Neyret.

Seul sa volonté, il a été incinéré. Ni fleurs ni couronnes.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
Chemin de Barreaux-Biviers,  
CIDEX 507, 38300 Saint-Jamier.  
Grenoble, Paris.

— Grenoble, M<sup>me</sup> Charles Rouge, ses enfants et petits-enfants, et arrière-petits-enfants, Parents et alliés, font part du décès de

M. Charles ROUGE,  
auxiliaire,  
croix de guerre 1939-1945  
avec citation,  
décédé à La Tronche (Isère), à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Ferjus de La Tronche le samedi 23 juin 1984, à 15 h 45.  
9, Grande-Rue, La Tronche.

### Remerciements

— M<sup>me</sup> Alice FRECHET, M. et M<sup>me</sup> René FRECHET remercient les personnes qui leur ont témoigné de la sympathie à l'occasion du décès de

M. Alice FRECHET.

— M. et M<sup>me</sup> Henri Perret et leurs enfants, Parents et alliés, prient tous ceux qui leur ont marqué sympathie et amitié, lors du décès de

Antoine PERRET,

de trouver ici l'expression de leurs remerciements émus.

### Anniversaires

— Il y a cinq ans, le 25 juin 1979, traversée par un cancer à évolution foudroyante, mourut

Valentine, Sophie, Marguerite TOPOLSKI,  
chirurgien-dentiste honoraire,  
à l'Ecole de chirurgie-dentaire de Paris.

André Davidovitch, son époux, Claude-Marie, Monique, Jean-François et Norbert, ses enfants, et ses sept petits-enfants, rappellent, en ce jour anniversaire, la mémoire de Valentine à tous ses amis, qui l'ont aimée et estimée.

### Messes anniversaires

— Une messe sera célébrée le samedi 20 juin 1984, à 11 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 8, rue Brémontier, Paris-17, à la mémoire de

M<sup>me</sup> Louis ARMAND,

décédée le 24 mai 1984.

— Une messe sera célébrée, le jeudi 28 juin, à 19 h 15, en la chapelle Saint Ignace, 33, rue de Sèvres, Paris-6, à l'initiative de

Jacques FOUQUERAY,

rappelé à Dieu le 31 mai 1984.

— Pour le dixième et douzième anniversaire du rappel à Dieu de son fils chéri

Saunder KOZEKA,

enlevé brutalement à l'affection des siens à l'âge de quinze ans.

M<sup>me</sup> Paulette Zibi-Kozeika et sa famille font connaître que la prière de l'Azgar sera dite lundi 25 juin 1984, à 18 h 30, à la synagogue, 28, rue Buffault, Paris-9.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

### Soutenances de thèses

#### DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-VII, samedi 23 juin, à 9 heures, salle des Thèses, tour 25, rue-de-la-Chaussée, M. Jean Sarré-Cassale : « Géographie des capitaux en Afrique tropicale d'influence française ».

— Université Paris-I, lundi 25 juin, à 15 heures, salle de Commission, centre Pasteur, M. Roger Nisp : « Contribution à l'étude de la dynamique structurelle et normative de l'administration publique en Afrique noire francophone : le cas de l'administration camerounaise ».

### Exposition

— Cercle culturel Austro, 20, rue Saint-Louis, 75009 Paris.

#### MUBIN

(1924-1981).  
Tous les jours sauf dimanche et lundi 16-19 heures.

12 juin au 30 juin.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

## Le transfert de Maradona à Naples

Le club de Naples souhaite s'attacher les services d'un joueur de jeu rapide, capable de jouer à la fois au F.C. Barcelone et à la Juventus, qui ont déjà versé 1 milliard de francs (environ 5 millions de francs), ont

informé les dirigeants du club catalan qu'ils ont le soutien de plusieurs banques transalpines pour financer ce transfert d'un montant de 15 milliards de francs (environ 75 millions

de francs) schématisé en cinq versements jusqu'en 1986. La transaction pourrait être conclue avant le 1<sup>er</sup> juillet. Toutefois, le F.C. Barcelone hésiterait à se séparer de la vedette argentine.

### SPORTS ÉQUESTRES

## Eric Navet confirme à Aix-la-Chapelle

De notre envoyé spécial

Aix-la-Chapelle. — Les cavaliers suisses (0 point de pénalité) ont remporté, le 22 juin, la Coupe des nations du concours de saut international officiel (CSIO) d'Aix-la-Chapelle devant la Grande-Bretagne (4 points), la France (12 points) et la RFA (19 points), qui a complètement raté la première épreuve du concours. Eric Navet, sur J'Adore, et Pierre Durand, sur Jappeloup, ont réussi chacun deux « sans faute ». Frédéric Cottier, sur Flambeau, et Philippe Rozier, sur Jiva, ne se sont pas montrés, en revanche, dans leur meilleure condition.

Le CSIO d'Aix-la-Chapelle est réputé pour être l'un des plus beaux et des plus exigeants concours d'obstacles européens. Même quand il pleut, le Reitschön, envahi par trente mille spectateurs, prend des airs de fête. Son parcours, souvent qualifié de « dénivelé », fait aussi trébucher les plus grands. Saura-t-on jamais pourquoi l'Anglais John Whitaker sur Saint-Mungo, accrochant un obstacle pourtant réputé facile et faisant de l'eau à la rivière, a dû laisser la victoire aux cavaliers suisses ? Saura-t-on jamais pourquoi le Français Frédéric Cottier sur Flambeau, a fait, dans la cité de Charlemagne, « des fautes de débutant », selon l'expression des spécialistes ?

Les Français s'en sont pourtant bien tirés. A côté de la contre-performance de Cottier, Eric Navet, vingt-quatre ans, fils d'élève, a confirmé en RFA qu'il était bien le grand espoir de demain, après des débuts prometteurs, dans la Coupe des nations, à Barcelone.

Avec J'Adore, Eric Navet dispose d'un cheval qui apparaît comme l'un des chevaux français pour les Jeux de Los Angeles. Propriété de M. Gilles Duvinage, le cheval avait été sollicité, à la fin de l'année dernière, par un groupe italien qui souhaitait le louer pour le concours olympique. Cette offre a été refusée. Mais comme J'Adore appartenait au piquet d'Hervé Godignon, cavalier professionnel, et à ce titre non sélectionnable pour les Jeux, le propriétaire a accepté que le cheval soit confié à un membre de l'équipe de France pour les Jeux olympiques.

D'autres propriétaires français n'ont pas montré autant de générosité dans un passé récent. Ils ont généralement préféré les gains immédiats aux alicia du sport. Les meilleurs chevaux ainsi sollicités par les étrangers ont quitté le territoire national. Idéal de la Hays, dont Michel Robert, le cavalier français, fut l'un des propriétaires, Impedum et Joyau d'Or ont été vendus en Italie. Grand Cor, Harlequin, I love you, Kave, ont franchi, pour leur part, l'Atlantique.

L'équipe de France a, dans ces conditions, quelques difficultés pour réunir le minimum de cinq chevaux en vue des Jeux olympiques. En revanche, les Allemands de l'Ouest, qui n'ont été que quatrains à Aix-la-Chapelle mais qui gardent la tête en classement de la Coupe des présidents, ont annoncé qu'ils en enverraient huit.

GILLES MARTINEAU.

### RUGBY

## Les All Blacks gagnent (31-18) le second test contre la France

Les All Blacks néo-zélandais, qui avaient gagné 10-9 le premier test-match à Christchurch le 16 juin, ont plus nettement dominé, le 23 juin à Auckland, le XV de France, qui a été battu 31-18 lors du second test.

D'une plus grande fraîcheur physique, les All Blacks ont acquis ce succès grâce à la balle de leur aile, Allan Hewson, qui a réussi cinq buts de pénalité (25, 29, 45, 52 et 57 min.) et deux transformations pour trois essais marqués par l'ailier Bruce Smith (15 min.), le talonneur Andy Dalton (35 min.) et le centre Warwick Taylor (70 min.).

Dans ce domaine, l'équipe de Philippe Dutranois n'a pas été en reste : les « Bleus » ont aplati dans l'en-but néo-zélandais deux fois par l'ouvreur Jean-Patrick Lescarboura (54 et 59 min.) et par Eric Bonneval (75 min.) qui a remplacé le centre Didier Codorniu victime d'une fracture de l'os malaire. Toutefois Lescarboura, qui avait raté quatre drops dans les cinq dernières minutes du premier test, ne fut pas plus heureux dans ses coups de pied et ne réussit que deux pénalités (20 et 30 min.).

La domination du pack français en fin de match n'a pas été suffisante pour renverser la situation et permettre au XV tricolore de remporter à Auckland l'exploit qu'il avait réussi, le 14 juillet 1979, l'équipe de Jean-Pierre Rives, victorieuse par 24-19.

● ATHLÉTISME : record du monde du 400 mètres haies féminin. — A l'occasion des championnats d'URSS qui ont eu lieu à Kiev, la Soviétique Margarita Ponomareva a amélioré, le 22 juin, le record du monde du 400 mètres haies féminin d'été, depuis le 11 juin 1983, par sa compatriote Anna Ambrozenc-Kastetskaia, en 54 sec. 02 ; elle est passée sous la barre des 54 sec. réalisant 53 sec. 58.











Jeudi 14.50

# France / services

## RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 23 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1



19 h 45 Football : France-Portugal. Demi-finale du championnat d'Europe des nations, en direct de Marseille.

22 h Droit de réponse, l'esprit de contradiction. Emission de Michel Polac. Revue de presse avec Guy Clouzeau (Matin de Paris), Jean-Marcel Bouguereau (Libération), Claude Cabannes (l'Espresso), Dominique Janot (Quotidien du Paris), Noël Copie (Le Monde), Pierre Michon (Nouvel Observateur), Henri Amouroux (Journal quotidien Rhône-Alpes), Thomas Ferec, directeur de la rédaction du Monde, René Vézard (Courrier picard), Alain Lefevre (Magazine Hebdo), Alfred Grosser.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Variétés : Champs Elysées. Spécial Georges Brassens : hommage au poète-chercheur, avec Paco Ibáñez, Monstache, Serge Lama, Isabelle Aubert, Maxime Le Forestier.

22 h 15 Magazine : Les enfants du rock. Sex Machine : Chagrin d'Amour, Islay Brothers, Madonnas, Yvel Simon.

23 h 20 Journal.

23 h 45 Bonsoir les olives.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Feuilleton : Dynastie. Blake négocie avec le gangster Logan Rhinwood dans le but de sauver son équipe de football. Kristin est

accablée. Alexis est à la chasse, Lady tire des coups de feu. Quelle famille !

21 h 25 Plus menteur que moi, tu gagnes... Emission de P. Sabatier, animée par Jean Amadou. Avec Anne-Marie Carrière, Robert Mammol, Jean Le Poulain et Marcel Jullian.

Règle du jeu : empêcher l'équipe adverse de marquer des points en imaginant des mensonges... tout en laissant supposer que l'on connaît la vérité.

22 h 10 Journal.

22 h 35 Quartier sud : Zone interactive. Scénario de J.J. Bernard, réal. M. Lédoux avec Valérie Quenestien et Serge Unger.

Séjour 2004 : deux jeunes hommes découvrent un quartier dévasté derrière la gare de Lyon, mettent en service un vieux terminal d'ordinateur leur permettant de remonter le temps en 1984. Scénario en cinq parties : la création par ordinateur, l'enseignement par ordinateur, la banque de données, les jeux vidéo, fiction interactive.

23 h 15 Football. Championnat d'Europe des nations (résumé).

23 h 20 Musiclub.

FR 3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h 35 Carrefour de l'ouest-mor. 18 h Troisième rang de face. L'actualité des spectacles.

19 h 30 Présence au cinéma. Le Mythe de Sillwood, de M. Nichols.

19 h 55 Atout Pic.

19 h Informations.

19 h 35 Clip clip. Panorama de la chanson et du cinéma français.

FRANCE-CULTURE

19 h 25 : La communication en CNRS : la communication comme instrument.

21 h 30 Musique : portrait d'Alexandre von Zemlinsky.

22 h 30 Images de la recherche : la communication en CNRS : le sens de la communication.

FRANCE-MUSIQUE

20 h Radio-Midi-Préville : histoire d'un disque à musique.

21 h Concert (en direct du réfectoire des Jacobins à Toulouse) : Concerto en ré mineur op. 5 n° 7, Concerto en ré mineur, transcrit pour clavier par J.-S. Bach, de Vivaldi ; Concerto en ré mineur pour hautbois et cordes, Concerto en ré mineur, transcrit pour clavier par J.-S. Bach, de Marcello ; Première Suite pour orchestre en ré mineur, de Bach par l'ensemble The English Concert, dir. T. Farnock.

23 h 7 Radio-Cité d'Am : Printemps des arts de Montecarlo.

## Dimanche 24 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h Emission hebdomadaire.

9 h 15 La source de vie.

10 h Présence protestante.

10 h 30 Le jour du Seigneur.

11 h Messe, célébrée avec la paroisse Notre-Dame de Bonchamp (Viel-Orléans).

12 h Spécial sports. Football et cyclisme.

13 h Journal.

13 h 25 Série : Star Trek et Héros.

14 h 20 Hip-hop.

14 h 35 Champions. Emission animée par Michel Bénéti.

Sports : spécial Championnat de France à Pinerol ; Journal : CSIO d'Alsace-Champagne, avec Jean-Jacques Goldman, André Caroly, Carlos et Jimmy Cliff ; danse, avec Patrick Dupond et des danseurs étoilés de l'Opéra de Paris.

17 h 30 Les enfants du monde. Des enfants pour les vacances.

18 h Série : la Plantation.

19 h Sept sur sept. Magazine de l'actualité de la semaine par J.-L. Bergot, E. Gilbert et F.-L. Bouley.

Au sommaire : les oeuvres de Poulo-Bidons : une œuvre d'œuvre de l'histoire américaine ; justice en France : le grand procès, Jean-Claude Carrière, commente l'actualité.

20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : Règlement de comptes à OK Corral. Film américain de J. Sturges (1956), avec B. Lancaster, K. Douglas, R. Fleming, J. Van Fleet, J. Ireland (Radio-Fusion).

Wyatt Earp, shérif de Dodge City, va se trouver opposé à la bande des frères Clanton, qui terrorise la ville. Le fameux combat du 16 octobre 1881 termine, de façon violente et tragique, ce western inspiré d'une histoire légendaire, souvent traitée dans le cinéma américain.

22 h 35 Sports dimanche. Emission de J.-M. Leffler, réal. J.-C. Hochings.

23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

9 h 30 Récit A 2 : Candy. Les chevaux du terroir.

10 h 30 Gym tonique.

11 h 15 Dimanche Martin. Entrez les artistes.

12 h 45 Journal.

13 h 20 Dimanche Martin (suite). Si j'ai bonne mémoire : 14 h 30 : Série : Les petits génies ; 15 h 20 : L'école des fans ; 16 h 5 : Destin animé ; 16 h 25 : Thé dansant.

17 h 10 Série : L'Honneur à l'occidentale.

18 h 15 Dimanche plus : les esprits sont tombés dans la boîte. Les indices yannois au Brésil dans la forêt amazonienne, un reportage de Daniel Lecoq et Jacques Douai.

18 h 50 Stade 2.

19 h 15 Journal.

19 h 50 Football : Espagne-Danemark. Demi-finale du championnat d'Europe des nations, en direct de Lyon.

21 h 55 Jazz : Court Basile. Concert enregistré le 22 octobre 1980 à la salle Pleyel. Hommage au guitariste du swing, récemment disparu. Les morceaux : Legendaire ; Jumping at the Woodside ; Spunk ; Easy Living ; Les Mellow Tons, etc.

22 h 55 Journal.

23 h 15 Bonsoir les olives.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

10 h Images de Tunisie.

10 h 30 Musique. Spécial Portugal.

12 h D'un soir à l'autre.

14 h 20 Objectif entreprise.

15 h Oser.

17 h 20 Soirs aux lettres : spécial Boris Vian. Emission littéraire de Jérôme Garcia. Voyage-clay aux après la mort du chansonnier, romancier, poète érotique, psychopathe Boris Vian, un hommage

en forme de témoignage (de J. Conetti, écrivain) et de document sur la vie de cet homme interprétés par M. Lecoq, Bernard Lantier, Coluche.

18 h 15 Pour les jeunes.

18 h 40 RFO Hebdo.

20 h Humour : Paul Hogan Show.

20 h 35 Documentaire : Fata gaffe aux griffes. De G. Pigoul, J. Vigoureux. Ces inscriptions mystérieuses et énigmatiques traduisent un besoin d'expression. On les trouve partout, sur les murs, dans la nature. L'émission montre l'évolution, l'explosion, les raisons de ce phénomène, essentiellement urbain.

21 h 30 Aspects du court métrage français. Chronique du Film de la Méditerranée, de R. Thomas.

22 h 10 Journal.

22 h 30 Cinéma de minute : Le Val d'ender. Film français de M. Tourneur (1943), avec G. Gabrio, G. Ledoux, E. Delmont, G. Fontan, L. Galles (N.Y.). Un vent quinquagénaire, exploite une carrière de pierre en Provence, recueille et éprouve la maîtrise d'un grand maraîchier. Elle semble s'adapter à la vie humaine, mais ses menaces insidieuses reprennent le dessus. Une femme fatale dans un milieu de nature et de travail, décrit avec pittoresque folklorique. Bon dessin de nature.

23 h 50 Football. Championnat d'Europe des nations (résumé).

23 h 55 Prélude à la nuit.

FRANCE-CULTURE

10 h Messe chez les franciscains, à Paris.

11 h 5 La radio en la place à la Nive.

12 h 5 Le ciel du monde.

12 h 45 Musique : libre parcours régional (en ce théâtre des enfants) (à 16 h et 23 h).

14 h 30 Théâtre ouvert à Caste : « Les quatre châteaux », de A. Perry-Bouquet.

17 h 30 Rencontre avec... Lucien Bodard.

18 h 30 La circulation des mots : épique du monde entier (20).

19 h 18 Le cinéma des débuts.

20 h 18 Théâtre : Eduardo Sanginetti, une anthologie de la poésie italienne du XX<sup>e</sup> siècle.

20 h 40 Atelier de création radiophonique : affaires à suivre.

23 h 15 Musique : libre-parcours régional (B. Britton, « Le Petit Rameur », spectacle monté par les enfants).

FRANCE-MUSIQUE

9 h 10 Intégrales : musique de chambre de Fauré.

12 h 5 Magazine international.

14 h 4 Disques compacts.

17 h 15 Comment l'Europe-voies ? « L'orgue : un monde à part », avec X. Darcasse.

19 h 5 Jazz vivant : le quartet toulousain du batteur Christian « Tonton » Saut ; le quartet de la trompette Eric Leblanc.

20 h 4 Une semaine de Toulouse.

21 h 4 Concert (en direct du réfectoire des Jacobins) : Concerto en la mineur, Huitième Concerto en la mineur pour cordes, de « l'Estro Armonico », de Vivaldi ; Quatrième Sonate en trio pour orgue, 1<sup>er</sup> mouvement, Solenne-écclésiastique, de Bach ; Concerto en ré mineur, Quatrième Concerto en ré mineur de « l'Estro Armonico », de Vivaldi, par l'ensemble The English Concert, dir. T. Farnock, sol. W. Jansen, orgue.

23 h 15 Les subtils de Montecarlo.

## TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 24 JUIN

— M. Pierre Mauroy, premier ministre, est resté à l'émission « Forum », sur RMC, à 12 h 30.

— M. Pierre Méhaignerie, député (UDF) d'Ille-et-Vilaine, président du Centre des démocrates-sociaux, participe à l'émission « Le grand jury RTL-Le Monde », sur RTL, à 18 h 15.

— M. Daniel, président de l'UNAPEL (Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre), est invité du « Club de la presse », sur Europe 1, à 19 heures.

LUNDI 25 JUIN

— M. François Lottard, secrétaire général du Parti républicain, est invité de « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23.06 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 23 juin à 0 heure et le dimanche 24 juin à 24 heures.

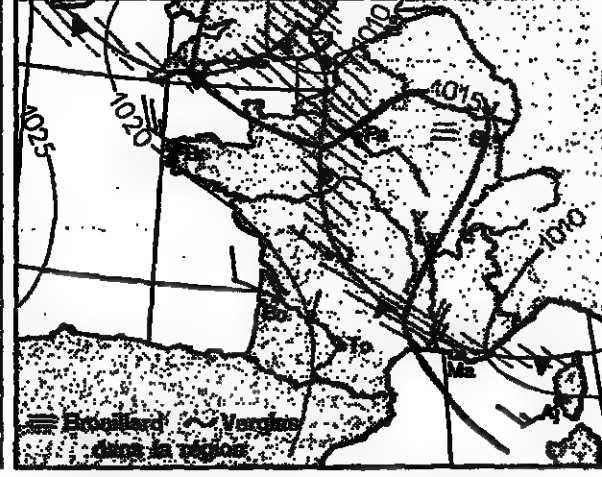
Sur la face orientale des hautes pressions atlantiques s'est établi un flux de secteur nord-ouest sur l'ensemble de la France, dans lequel circulent des perturbations océaniques faiblement actives.

Dimanche, il fera très beau et relativement chaud sur les régions méditerranéennes ainsi que sur le sud du Massif Central et des Alpes. Le vent soufflera du secteur Nord-Ouest assez fort au voisinage du golfe du Lion. Une zone de gauges et de faibles pluies, située au lever du jour de la Bretagne à la Flandre se décalera vers le Sud-Est ; elle se situera vers midi des Charentes au Centre et aux Vosges et gagnera en soirée les régions pyrénéennes, le nord du Massif Central et des Alpes. Elle sera précédée et suivie d'un temps bien ensoleillé. Les températures, un peu plus fraîches sur le Nord et le Nord-Est, agréables ailleurs, s'établiront au meilleur moment de l'après-midi de 19 degrés en Flandre à 27 degrés dans le Midi méditerranéen.

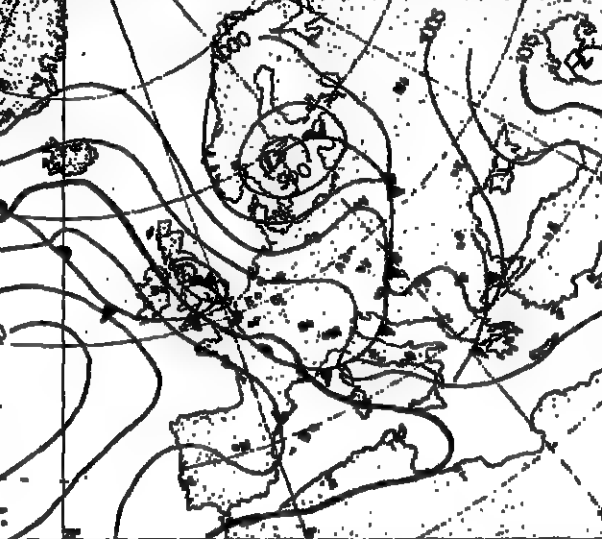
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer sera à Paris, le 23 juin à 9 heures, de 1018,2 millibars, soit 763,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 juin ; le second, le minimum de la nuit du 22 juin au 23 juin) : Ajaccio, 24 et 18 degrés ; Biarritz, 19 et 13 ; Bordeaux, 21 et 13 ; Boulogne, 20 et 14 ; Brét, 16 et 13 ; Clermont, 18 et 14 ; Clermont-F., 14 et 12 ; Clermont-F., 24 et 12 ; Dijon, 23 et 14 ; Grenoble-St-M.-H., 25 et 13 ; Grenoble-St-Genès, 24 et 11 ; Lille, 18 et 10 ; Lyon, 24 et 12 ; Marseille-Marijuana, 28 et 19 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 20 et 14 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 18 ; Paris-Montsouris, 24 et 14 ; Paris-Orly, 23 et 15 ; Pau, 19 et 13 ; Perpignan, 24 et 17 ; Rennes, 19 et 14 ; Strasbourg, 24 et 17 ; Toulon, 27 et 18 ; Toulouse, 22 et 13 ; Valenciennes, 22 et 12.

PRÉVISIONS POUR LE 24.06.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 24 JUIN A 0 HEURE (GMT)



bourg, 25 et 16 ; Tours, 21 et 15 ; Toulouse, 22 et 13 ; Valenciennes, 22 et 12.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 32 et 18 degrés ; Amsterdam, 16 et 10 ; Athènes, 27 et 19 ; Berlin, 19 et 12 ; Bonn, 23 (max) ; Bruxelles, 20 et 10 ; La Cote, 32 et 21 ; Les Canaries, 25 et 19 ; Copenhague, 16 et 12 ; Dakar, 26 et 24 ; Doha, 40 et 21 ; Genève, 26 et 11 ; Istanbul, 19 (min) ; Jérusalem, 25 et 13 ; Liebes, 27 et 18 ; Londres, 21 et 8 ; Luxembourg, 21 et 11 ; Madrid, 29 et 13 ; Moscou, 22 et 12 ; Nairobi, 25 et 14 ; New-York, 27 et 19 ; Palma-de-Majorque, 27 et 14 ; Rio-de-Janeiro, 30 (max) ; Rome, 25 et 19 ; Stockholm, 19 et 10 ; Toulon, 24 et 23 ; Tunis, 33 et 20.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

## VENTES

### Une collection maçonnerie

La collection de l'ancien préfet de police Jean Baylot, consacrée à la franc-maçonnerie et au compagnonnage, est, d'un attrait tout à fait exceptionnel. Pendant un demi-siècle, ce haut dignitaire de la Grande Loge s'est efforcé, en collectant tous les objets et documents maçonniques, de contribuer à l'histoire de cette confrérie si longtemps voilée aux profanes.

De son vivant, Jean Baylot n'hésitait pas à révéler certains « secrets » qu'il considérait comme superflus. Ce qui comptait pour lui, c'était le contenu historique de chacun des objets dont il s'efforçait de déchiffrer le sens profond : « La symbolique, disait-il, n'est pas un décor,

mais la substance même de la vie maçonnique ». Le triangle évoque la Trinité divine, le compas, la mesure dans la recherche, l'équerre, la rectitude dans l'action, la truelle, la solidarité entre les hommes.

Ce véritable musée de la maçonnerie fait l'objet d'un catalogue de six cents cinquante numéros rédigé par les experts Pierre Amrouche et Claude Bonnet, pour les salences. La collection sera dispersée par M. Guy Londeur au Nouveau Drouot (salle 9) en quatre vacations. Le samedi 30 juin (11 heures et 14 h 15) et le dimanche 1<sup>er</sup> juillet (11 heures et 14 h 15).

F. E.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 23 juin :

### UN ARRÊTÉ

Relatif au montant de l'aide à la création d'emplois d'initiative locale.

### UN AVIS

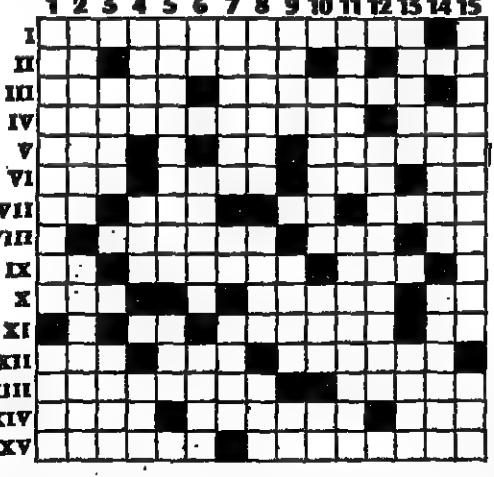
Relatif aux prix d'émission des obligations de l'emprunt permanent « CAECL-régions de France 13,40 % juillet 1984 ».

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3738

HORIZONTALEMENT

I. Fait rongir les écrivains et blanchir les ronges. — II. L'heure du Berger. C'est un point quand il est Moyen et trois points quand il est grand. Une des explications du pêcheur. — III. Pas superflu. Philosophe propriétaire d'un édifice cor. — IV. Se donner parfois grand mal pour n'obtenir qu'un petit mieux. Vieille, son pas est souvent hésitant. — V. Le fait d'un rigolo qui n'aime personne. Participe passé. A été, plus d'une fois, témoin de la mort du pêcheur. — VI. Met fin à un encombrement. Il n'est pas recommandé de la poursuivre quand elle est fixée. Porte-soutèvent. — VII. En l'honneur, Porteur d'étoiles en étoile de ballet. Interjection. Bien peut-on déséquilibré. — VIII. C'est bizarrement celles qui ne sont pas glacées qui refroidissent. Fritz, pour une paire de Lorrains. Un coin de ciel. — IX. Personnal. Celle des femmes est le paradis des yeux, l'enfer de l'âme et le purgatoire de la bourse, selon Fontenelle. Service sanitaire à l'échelon le plus élevé. — X. Régale, parfois. Spécialité des tapers. L'argent du baron Berzelius. — XI. Grecque. Charles VI est l'homme. — XII. On offre l'argentier de Louis XVI. Tel un sujet facilitant l'inspection. Théories trotant derrière la tête. — XIII. Celui qui s'irrite de la reconnaissance.



de la recette des finances. Montée en chaudière. Prélude à la vie des animaux. — 5. En classe, c'est un classement qui déclasse. Fut plus généreuse pour Bacchus que pour les enfants d'Athènes. — 6. Duplicité. Il faut se mettre à plusieurs pour le soulever. Danger pour un meunier. — 7. Personnage constamment à la recherche de son problème. Participe passé. Bois des Ambois. — 8. Exclutif. Sur la route, c'est le meilleur endroit pour en faire. Horizon du bédouin. — 9. Kif-kif, pour rester dans le ton. Fabriquées. Etalon de prix. — 10. Fille aux yeux bridés à l'allure parfois débridée. Fille que la nœce a rendue belle. Duplicité. — 11. Champion de l'escalade verticale. Dégustent parfois des fraises après avoir broyé des noix. — 12. Disciple de Pangloss. — 13. Des envies tenaces. Permet de boucler sans peine. — 14. Passe toute l'année en Savoie. Qui s'est acheté une conduite ou rangé des voitures. — 15. Occasionne des frais plus élevés quand il est exécuté en grandes pompes. De l'eau douce dans la Manche.

Solution du problème n° 3737

Horizontalement

I. Livres. Ma. — II. Idéal. Tas. — III. Virginité. — IV. Robes. Mer. — V. Até. Igor. — VI. Tourné. — VII. Sirène. In. — VIII. Omar. Toto. — IX. Naît. Ruer. — X. Germes. — XI. Lève. Sème.

Verticalement

1. Livraison. — 2. Idiot. Image. — 3. Verbe. Raies. — 4. Rage. Terre. — 5. Elision. — 6. Guêtres. — 7. Timor. Ouse. — 8. Maternité. — 9. Aser. Enorme.

GUY BROUTY.



# Économie

## Bouillonnements dans les huiles espagnoles

De notre correspondant

Madrid. — Prise de contrôle négociée à la hâte, destination d'administrateur, zizanie entre groupes d'actionnaires : le secteur des huiles alimentaires est en effervescence en Espagne. Il s'agit de savoir quel groupe, étranger ou espagnol, contrôlera un plantureux marché (le plus important d'Europe après celui de l'Italie) qui semble aujourd'hui voué, après y avoir longtemps résisté, à la « cartellisation ».

A l'origine de ces grandes manœuvres, la lutte entre deux « géants », le groupe français Lesieur et la multinationale européenne Unilever et de désir du premier de s'assurer sur le marché espagnol une position dominante. Le 8 juin, à la surprise générale, et après une négociation éclair, le président de Lesieur, M. Guy de Brignac, parvenait à un accord prévoyant la cession à son profit des actions de Carboneil et Cie, cinquième entreprise espagnole d'oléagineux (21 milliards de pesetas de ventes en 1982, soit 1 100 millions de francs). La totalité des actions du groupe appartenant à la Banque hispano-américaine qui, comme beaucoup d'établissements financiers en Espagne, aspire à se débarrasser progressivement de ses actifs industriels pour se consacrer exclusivement à son rôle bancaire. L'opération ne semble pas avoir été motivée par des difficultés financières puisque Carboneil a réalisé près de 900 millions de pesetas de bénéfices en 1983.

La direction de Lesieur a procédé avec rapidité, car elle savait que son grand rival Unilever était sur les rangs. L'offre de M. de Brignac a été finalement jugée la plus intéressante : contrairement à Unilever, qui ne voulait acheter que les entreprises de Carboneil se consacrant aux huiles alimentaires, les Français se sont montrés disposés à acquiescer tous les actifs du groupe, y compris les moins florissants, pour une somme totale de 4 400 millions de pesetas (237 millions de francs).

Malgré cette prise de contrôle reste subordonnée à l'accord du conseil des ministres espagnol. La presse de Madrid a évoqué, ces derniers jours, la possible formation d'un pool d'entreprises espagnoles privées et publiques qui présenterait à la Banque hispano-américaine une nouvelle offre afin d'éviter qu'une compagnie étrangère n'élargisse à l'excès sa part de marché.

Car le groupe Lesieur est déjà bien présent dans le secteur des huiles d'Espagne : il possède 49,9 % des actions de la compagnie Koipe, le quatrième en importance (34 milliards de pesetas de ventes et 582 millions de pesetas de bénéfices en 1983, soit respectivement 1 800 millions et 31 millions de francs). Si l'opération Carboneil est avaisée par les autorités, elle permettra à

THIERRY MALINIAK.

et des pouvoirs publics ». Le mouvement, lancé du vendredi 22 juin au samedi 23, n'a pas eu d'incidence sur le trafic. Les revendications de la FGAAC portent sur l'application de la semaine de trente-cinq heures à une partie des agents de la SNCF.

(Publicité)

## AVIS

### La Préfecture d'Eure-et-Loir communique :

Une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par Baccichini de France en vue de la délimitation d'un itinéraire public du projet de création de la ligne à 400 KV Bailleul-Gâtinais — Dambon pour raccorder la centrale de Belleville au réseau d'interconnexion.

Conformément au décret n° 77-1141 du 13 octobre 1977, le dossier présenté par E.D.F. comporte une étude d'impact.

Pendant 3 mois et demi, du lundi 19 juin au vendredi 28 septembre 1984 inclus, le public pourra en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après (exception faite des jours fériés) :

— à la Préfecture d'Eure-et-Loir, à Chartres, place de la République, bureau de l'Urbanisme et du Cadre de Vie :

du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h

les samedis 23 juin et 21 juillet de 9 h à 12 h

— à la Sous-Préfecture de Châteauneuf :

du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 45

les samedis 23 juin et 21 juillet de 9 h à 12 h

— à la mairie de Chartres :

les mardi et jeudi de 13 h 30 à 14 h 30

le vendredi de 18 h à 20 h

— à la mairie de Dambon :

les lundi et jeudi de 18 h 30 à 19 h 30

— à la Direction régionale de l'Industrie et de la Recherche — Région Centre 16, rue Adèle-Lemon-Chenault à Saint-Jean-Le-Sire (Eure-et-Loir).

du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h

Un registre sera également déposé avec chaque dossier afin que les personnes intéressées puissent y consigner leurs observations.

Chartres, le 23 mai 1984

Le Préfet, Commissaire de la République

signé : Yves Mouras

## LA TENTATIVE DE SAUVETAGE DE CREUSOT-LOIRE

### La Compagnie financière de Suez se retire

La Compagnie financière de Suez a annoncé, le 22 juin, qu'elle ne participerait plus « ni de près ni de loin aux négociations pour le sauvetage de Creusot-Loire ». Elle a précisé qu'elle s'exprimait en son nom propre et non pour le groupe d'investisseurs qu'elle dirigeait. Mais il n'y a plus désormais qu'une seule proposition sur le tapis : la prise de contrôle par les créanciers de Creusot-Loire (des banques (1) et Framatome) et par Usinor de Schneider SA, celle des sociétés du groupe Empain-Schneider qui contrôle Creusot-Loire et Jeumont-Schneider. Une manœuvre pour Framatome de ne pas perdre de vue Jeumont-Schneider.

M. Fabius, qui a réussi à convaincre une partie du gouvernement de renoncer à la solution extrême — inacceptable pour les dirigeants d'Empain-Schneider — d'une entrée majoritaire dans l'ensemble du groupe (le Monde du 23 juin) a permis aux pouvoirs publics de préciser leur position sur cette dernière formule. Le groupe d'investisseurs rachèterait les 47 % de Schneider SA détenus par des sociétés du groupe au cours de la Bourse ; soit une transaction de l'ordre de 140 millions de francs (mais les actionnaires minoritaires pourraient obtenir les mêmes conditions). Empain-Schneider devrait remettre cet argent dans Creusot-Loire et y rajouter 200 millions de fonds propres. SPIE-Batignolles, qui resterait dans la mouvance Empain-Schneider, devrait en outre racheter pour 1 F Deloitte, Lefevre, Filie, fortement déficitaire (203 millions

de francs en 1983) de Creusot-Loire. D'ores et déjà, cette nouvelle disposition, jugée équilibrée par M. Billaudon, député (PS) de Saône-et-Loire (où est Le Creusot), mais aussi par la communauté financière française, a été refusée par les administrateurs de Schneider. Ils l'estiment mauvaise industriellement (l'électronique industrielle de Jeumont-Schneider risquerait de concurrencer celle de Merlin-Gérin), spoliatrice pour les actionnaires (la valeur liquidative de Schneider est trois fois supérieure au cours de Bourse). Mais surtout ils craignent que celle-ci ne déstabilise leur contrôle sur Merlin-Gérin, le plus beau fleuron de ce qui leur restait. Schneider SA, qui détenait 18 % de Merlin-Gérin naguère, ne dispose plus que de 10 % aujourd'hui (8 % ont donc été répartis dans le groupe), mais le contrôle d'Empain-Schneider étant restreint et fragile, c'est apparemment encore trop.

Il reste une infime chance de parvenir à un accord à partir de ce schéma et sous certaines conditions. Si faible que M. Saignes, secrétaire général de la Fédération CGT de la métallurgie, a demandé à être reçu d'urgence par M. Fabius.

BRUNO DETHOMAS.

(1) Les six principales banques créancières de Creusot-Loire (qui doit en principe fournir quelque 3 milliards de francs) sont la Banque de France, la Société Générale, la BNP, la BFCF et, Paris.

## M. MICHEL ROCARD

### « CHAHUTÉ »

#### PAR LES PRODUCTEURS DE CÉRÉALES

De notre correspondant

Avignon. — « Le métier de ministre de l'Agriculture n'est pas toujours facile », M. Michel Rocard, qui s'adressait, le 21 juin, aux participants du sixième congrès de l'AGPB (Association générale des producteurs de blé et autres céréales) réunis à Avignon, se peut imaginer la première phrase de son discours. « Celui de payeur non plus », entendit-on dans la salle, soudain survoltée. « On fait pas les trente-cinq heures... » Le ton était donné. Les propos du ministre se voilaient apaisants, mais ils allaient être ponctués de cris, de sifflets, à maintes reprises, sans que jamais la contestation soit ni grossière ni violente. Évoquant les accords récemment signés au sein du conseil des ministres de l'agriculture, M. Rocard souligna : « C'est sans aucun plaisir, croyez bien, que je me suis employé à la faire aboutir ».

Dans la salle, des cris hostiles éclatèrent. « Dites que vous cherchez un autre interlocuteur », répliquait le ministre, excoyé. Une voix s'éleva : « Cela pourrait bien arriver... » M. Rocard évoqua tout à tour les montants compensatoires agricoles et l'organisation du marché céréalier. A ce sujet, il déclara :

« La discussion s'ouvrira à nouveau en 1985 pour la fin de la prochaine campagne. Je suis prêt à examiner des propositions et avec vous les voies qui vous permettront d'aller rapidement vers le rétablissement des instruments de gestion du marché agricole à rechercher ailleurs des contreparties financières. » Pour le ministre, « la campagne qui s'achève a été perturbée sur sa fin par la diminution des restitutions aux exportations. Mais, dans l'ensemble elle ne s'est pas mal déroulée par des résultats trop décevants pour les producteurs ». A nouveau, des cris, des protestations, des sifflets : « On se moque de nous ! N'importe quoi ! Ça ce sera sur nos comptes ! »

La réforme fiscale entreprise dans l'agriculture, « qui s'est faite dans des conditions un peu précipitées », reconnaît le ministre, entraîne elle aussi des réactions déplorables. « La question de l'organisation des marchés et de la répartition de la production entre le marché intérieur, communautaire, et les marchés extérieurs se pose en fait pour la plupart des productions. Même si c'est encore de manière moins urgente que pour le lait », conclut le ministre, qui invitait les céréaliers à « approfondir ensemble cette question ». Mais ces propositions n'ont trouvé que peu d'échos favorables chez les congressistes, qui mesurèrent leurs applaudissements au ministre à l'issue de son discours.

JEAN LECLEAIRE.

## Automobile

### AUGMENTATION DE 2,7 %

#### A 3 % AU 1<sup>er</sup> JUILLET

Les automobiles françaises vont augmenter à compter du 1<sup>er</sup> juillet, date à laquelle commence la commercialisation des modèles 1985. Chez Citroën, la hausse sera en moyenne de 3 %, comme chez Peugeot. Le ministre de l'Économie et des finances ayant autorisé le groupe PSA à un relèvement légèrement supérieur à celui de Renault. A la Régie, l'augmentation moyenne sera de 2,7 %. Cependant la gamme R5 dont on devrait être le dernier (le successeur de la R5 sera présentée en septembre prochain, peu avant le Salon de l'auto) verra ses prix baisser de 5 % dans une version rajoutée baptisée « Lauréate », option déjà entamée avec la R5 Alpine turbo. Du coup, le haut de gamme (R25 et haut de gamme des séries 9 et 11) augmentera de quel que 4 %.

### SIEMENS ET PHILIPS RECEVRONT 2,2 MILLIARDS DE FRANCS DE CRÉDITS PUBLICS POUR DÉVELOPPER DES CIRCUITS INTÉGRÉS

Eindhoven (AFP). — Les groupes d'électronique néerlandais Philips et Siemens ont obtenu de la Commission européenne 2,2 milliards de francs de crédits publics pour développer des circuits intégrés. Le ministre néerlandais est de ce fait le plus important producteur européen de circuits intégrés avec un chiffre d'affaires annuel de quelque 1,9 milliard de florins (5,2 milliards de francs). Siemens est, avec un chiffre de 500 millions de deutschemarks (1,5 milliard de francs), le numéro deux en Europe.

La coopération entre Philips et Siemens pour développer une nouvelle génération de microprocesseurs est, selon le porte-parole de Philips, logique. Le groupe néerlandais est de loin le plus important producteur européen de circuits intégrés avec un chiffre d'affaires annuel de quelque 1,9 milliard de florins (5,2 milliards de francs). Siemens est, avec un chiffre de 500 millions de deutschemarks (1,5 milliard de francs), le numéro deux en Europe.

Philips a dépensé en 1982 environ 200 millions de florins (540 millions de francs) aux recherches sur les circuits intégrés.

## L'écart d'inflation entre la France et les autres pays industrialisés pourrait disparaître à la fin de l'année estime M. Delors

« Alors que l'inflation en France poursuit sa décelération, le rythme de hausse des prix chez nos partenaires a tendance à se stabiliser, voire, chez certains d'entre eux, à remonter », écrit M. Jacques Delors dans une note de conjoncture rendue vendredi 22 juin à la Commission nationale de la négociation collective. « Il résulte, poursuit le ministre, une diminution sensible du différentiel d'inflation : par rapport à nos huit principaux partenaires commerciaux, le différentiel d'inflation était de 4 % en 1981. Sur les douze derniers mois connus (d'avril 1983 à avril 1984), il a été ramené à 1,6 %. Si les tendances actuelles se maintiennent, il pourrait être ramené à la fin de l'année 1984... »

Concernant le commerce extérieur, M. Delors écrit : « L'avance prise au début de 1984 par les importations énergétiques en volume, le redressement des exportations agro-alimentaires à partir du second semestre de 1984, devraient contribuer, avec la poursuite des bonnes performances industrielles, à un redressement du commerce extérieur vers l'équilibre au cours des prochains mois. »

Le ministre, qui estime que l'activité économique devrait se poursuivre à un rythme moyen comparable à celui de l'année 1983, note vis-à-vis de l'emploi : « Le chômage, qui avait été contenu en 1983, marque une progression préoccupante sur les quatre premiers mois de l'année ; de l'ordre de quarante-quatre mille par mois, elle affecte surtout les jeunes de moins de vingt-cinq ans depuis novembre 1983. Cette évolution du chômage est cependant nettement plus rapide que celle qui résulte de la conjonction entre la tendance de la baisse des effectifs et le mouvement des ressources en main-d'œuvre. L'accélération temporaire ainsi constatée paraît liée à une forte réduction du flux de sorties du chômage depuis décembre 1983. Cette réduction pourrait elle-même avoir deux origines : le ralentissement des flux d'entrées en formation et la diminution des embauches liées antérieurement aux contrats de solidarité. »

Le ministre prévoit un relèvement de la croissance des demandes d'emploi, ainsi qu'un ralentissement du rythme de baisse d'effectifs employés.

## LA CRÉATION D'UN CENTRE DE FORMATION DES TRAVAILLEURS DE L'AUTOMOBILE

### Un acte politique

C'est plutôt comme un acte politique qu'il faut interpréter la mise en place, le 21 juin, par M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, du conseil d'administration du Centre de formation technologique des travailleurs de l'automobile (voir le Monde du 22 juin). Certes, la « régulation » des hommes apparaît comme un des moyens essentiels de favoriser la modernisation de cette industrie pour conduire les nouvelles machines. Il faut une autre formation que celle des OS actuels. La formation est aussi, sans aucun doute, le moyen de « recycler » des travailleurs et donc de faciliter la réduction des effectifs.

Mais était-il nécessaire de créer un nouvel établissement ? L'étude des besoins ne peut-elle être faite par le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CERQ) ou par l'Agence pour le développement de l'éducation permanente (ADEP) ? La conception des formations ne peuvent-elles être confiées à cette dernière ou à l'AFPA, qui l'a fait pour Talbot-Peugeot ? En indiquant que tous ces établissements devraient coopérer, M. Bérégovoy a plutôt renforcé le paradoxe — les mauvaises langues diraient la confusion.

En revanche s'il entend, comme il l'a réaffirmé, éviter les licenciements — ou du moins en réduire le nombre — chez Citroën, le ministre ne peut se contenter d'attendre qu'après le délai de réponse à la demande de l'entreprise, et dire « non » au président-directeur général, M. Calvet. Il doit prendre l'initiative. La CGT le lui a rappelé il y a quelques jours.

Quelle initiative ? Le 18 mai, M. Bérégovoy avait indiqué deux pistes : la réduction du temps de travail, d'une part ; la formation, d'autre part. Pour la première, l'outil est connu : c'est le contrat solidarité.

GUY HERZLICH.

## Les négociations salariales ont été plus nombreuses en 1983 dans les branches d'activité que dans les entreprises

M. Pierre Bérégovoy a présenté, le vendredi 22 juin, à la commission nationale de la négociation collective un bilan modérément optimiste, « en demi-teinte », des négociations menées et des accords conclus en 1983 et au début de 1984 dans les branches et les entreprises.

Par branches, 1 048 accords ont été signés en 1983, contre 1 472 en 1982. On constate notamment une nette diminution des négociations salariales. Elle tient selon le rapport à deux raisons : d'une part, beaucoup d'accords conclus à la suite du blocage des salaires en 1982 concernaient aussi l'année 1983 ; d'autre part, les accords salariaux portent de plus en plus sur une année entière.

An total, l'obligation de négocier chaque année les salaires, introduite par la loi du 13 novembre 1982, a été respectée, selon le rapport, dans 90 % des branches et 70 % des salariés concernés par une convention de

branches, soit sept millions environ, ont bénéficié d'un relèvement de salaire. D'autre part, le nombre de salariés couverts par des conventions collectives a continué à s'accroître en 1983 : 500 000 salariés supplémentaires, notamment dans le commerce et les services, ont bénéficié d'une convention collective, et 1 200 000 autres sont concernés par des discussions en cours.

Beaucoup des accords conclus en 1983 ont porté sur l'expression des salaires (3 326 au 1<sup>er</sup> avril 1984, contre 2 700 000 en 1982). Sur les salaires, la durée et l'organisation du temps de travail, à la même date, sur les 15 170 entreprises étudiées par l'administration (regroupant 3,5 millions de salariés), seulement 42 % (résumant toutefois 62 % des salariés), avaient engagé des négociations, 22 % étaient arrivés au bout de 16 % avaient conclu des accords.







L'euro  
Une  
conc



BOURSE  
ETRANGER

# Crédits-Changes-Grands marchés

## L'euro-marché

### Une formule astucieuse conçue pour le CEPME

La formule que vient d'offrir le Crédit d'équipement aux PME (CEPME) aux investisseurs internationaux est de nature à confirmer la réputation d'originalité dont jouit déjà sur le marché national et international cet établissement national spécialisé dans les prêts aux petites et moyennes entreprises. L'opération, qu'il vient de lancer se présente sous la forme d'une émission de « notes » (obligations à court terme) à taux flottants pour un montant de 100 millions de dollars. Les souscripteurs se voient offrir une option de change sur la livre sterling par le truchement du mécanisme de remboursement.

Les « notes » en question confèrent à l'investisseur la faculté de se couvrir contre les mouvements de change affectant le cours du dollar en sterling, la formule assurant automatiquement et simultanément la réduction du risque encouru par l'emprunteur, à savoir la CEPME, moyennant un prix égal au taux du Libor (taux offert sur les dépôts interbancaires en dollar à Londres) moins 50 points de base. Aux souscripteurs est ouverte la possibilité de se faire rembourser en sterling à échéance sur la base d'un taux de change de 1,3770 dollar pour une livre. Mais ils peuvent aussi choisir un remboursement en sterling au même taux pour la cinquième des « notes » souscrites avec option de change au bout de la cinquième, de la huitième et de la dixième année. Au cas où le dollar sterling viendrait à s'élever bien au-dessus du taux de référence pendant la durée de l'émission, les investisseurs seraient en mesure d'encaisser de confortables profits en passant par le sterling.

Quant à la « couverture naturelle » assurée au CEPME, elle tient à la composition du bilan de cette institution où figurent d'importantes dettes dénommées en dollar et aucune en sterling. Si donc le dollar s'affaiblit suffisamment pour amener les souscripteurs à choisir l'option sterling, cela se traduira simplement pour l'emprunteur par une substitution dans la monnaie servant à évaluer ses engagements. Le dollar aura été dans cette fonction remplacé par le sterling.

Le CEPME fonde son calcul sur l'hypothèse que le taux de change entre le franc et le sterling restera le même, autrement dit, que les deux monnaies se revaloriseront par rapport au dollar à peu près dans les mêmes proportions. C'est à cette condition seulement que l'emprunteur se verra couvert contre le risque de change qu'implique à première vue pour lui la formule proposée à l'investisseur.

En tout cas, le CEPME obtient un financement assorti d'une marge inférieure de quelque 75 points de base à la marge moyenne correspondant au titre d'emprunt actuellement en circulation muni de la garantie de la République française. Cela signifie que le souscripteur doit payer une prime de 7,5 % pour acquiescer une option de change sur le sterling pendant neuf ans et trois mois, durée moyenne des « notes ». Dans les conditions actuelles du marché, la formule paraît attrayante et devrait provoquer de nombreuses opérations d'arbitrage.

Le marché aura vite pris conscience de l'intérêt de l'offre qui lui était ainsi faite. En une demi-

heure, l'émission aura été vendue aux banques et établissements financiers associés dans l'opération. Celle-ci n'était du reste pas destinée à la clientèle particulière. Les investisseurs institutionnels des Etats-Unis et d'Europe, du moins les plus « sophistiqués », d'entre eux, se sont portés acheteurs, à des fins de spéculation, du papier émis par la CEPME à raison d'une coupure minimum de 10 000 dollars. D'autres emprunteurs essaieront certainement de tirer partie des particularités présentées par la structure de leur endettement en recourant pour leurs émissions à des formules s'inspirant de celle qui vient d'être utilisée avec succès par le débiteur français.

Il est utile de rappeler que le CEPME avait en mai de mai 1983 émis des obligations à échéance de douze années et assorties d'un taux de 11,25 % pour un montant de 30 millions de livres sterling. Les obligations en question étaient convertibles en « notes » à taux variable libellées en dollar sur la base d'un taux de change jusqu'au 15 juin 1988, de 1,55 dollar.

Pour en revenir à la dernière émission de 100 millions de dollars, ajoutons qu'elle pourrait être suivie d'une autre émission à tranches d'un même montant.

L'échéance la plus éloignée est de douze ans. Les « notes » seront assorties d'un coupon minimum de 5,1/4 % et seront inscrites à la cote de la bourse de Luxembourg, outre Selmsion Brokers International. L'émission est dirigée par Hill Samuel and Co et la banque Paribas.

CHRISTOPHER HUGHES.

## Les devises et l'or

### Un dollar vraiment très vigoureux

Le dollar a poursuivi son raffermissement sur les marchés des changes, s'élevant par rapport à toutes les monnaies, le yen japonais y compris. Un coup d'accélérateur lui a même été donné en milieu de semaine à l'annonce d'une forte croissance du produit national brut (PNB) des Etats-Unis au premier et au deuxième trimestre de 1984, qui a provoqué une hausse immédiate des taux (voir en rubrique « Marché monétaire et obligataire ») et entraîné une avance concomitante du « billet vert ». Le deutchmark s'est montré faible, en raison de la persistance des conflits sociaux en RFA, de même que la livre sterling, éprouvée par la grève des mineurs de charbon et qui n'en finit pas de toucher son cours historique le plus bas comparé au dollar.

Dès le début de la semaine, le dollar s'orientait à la hausse, sans raison spéciale, si ce n'est que la demande excédait l'offre (c'est toujours la raison la plus convaincante). Un léger fléchissement se produisit mercredi, en raison de déclarations des dirigeants du syndicat ouest-allemand IG Metall, selon lesquelles ce syndicat était disposé à accepter un compromis sur la semaine de trente-cinq heures. Mais le jeudi 21, la nouvelle en provenance des Etats-Unis sur la progression du PNB mettait le feu aux poudres. Le dollar gagnait 9 centimes à Paris et 3 pen-

nies à Francfort, tandis qu'à Tokyo il s'élevait à plus de 235 yens, au plus haut depuis six mois.

Sans doute, la perspective de voir les taux d'intérêt américains progresser encore davantage et la faiblesse du deutchmark poussent-elles le dollar à la hausse. Certes, la tension est retombée dans le golfe Persique, et les pétroliers n'y flambent plus, mais l'armée iranienne continue à masser ses troupes pour la grande offensive contre l'Irak, et toute aggravation du conflit ne pourrait que profiter à la monnaie américaine, valeur-refuge. Même l'annonce d'un déficit record de la balance des paiements des Etats-Unis au premier trimestre de 1984 (19 milliards de dollars) n'a pas effrayé les marchés. Bien plus, au cas, improbable dans l'immédiat, où les taux d'intérêt baisseraient outre-Atlantique, les milieux financiers internationaux sont convaincus, maintenant, que le dollar resterait cher. En tout cas, le voilà non loin de ses sommets du 12 janvier dernier : 2,85 DM (au plus haut depuis dix ans) et 8,70 F, record historique.

Quant au mark, il est resté faible, en raison de l'échec des négociations sur la semaine de trente-cinq heures engagées entre le patronat et le syndicat du Livre, et du mauvais climat des conversations dans la sidérurgie. M. Karl-Otto Poehl, président de la Bundesbank, prévoit que le conflit va entraîner une diminution du taux de croissance ouest-allemand. A Paris, le cours de la devise allemande est retombé en dessous de 3,076 F niveau qu'il avait atteint à l'autonomie de la monnaie, et le franc s'en est trouvé raffermi, d'autant, avec en prime, un retour à l'équilibre de la balance commerciale française en mai. Du coup, certains observateurs qui entrevoyaient un ajustement discret du système monétaire européen à la rentrée prochaine deviennent beaucoup plus prudents. Ils n'en relèvent pas moins que, depuis le début de l'année, l'écart entre les taux d'inflation allemand et français a recommencé à se creuser (+0,1 % en RFA pour le mois de mai et +0,5 % pour la France), et qu'un ajustement inopiné, sans doute, serait bienvenu. Mais il resterait à convaincre la Belgique, tout à fait rétive, comme en février dernier. De toute façon, pour l'instant, les flux de devises sont à l'avantage de la France, et rien, donc, ne presse personne.

## Marché monétaire et obligataire

### Hausse des taux aux Etats-Unis, baisse en France

Cette semaine, la hausse du taux a repris de plus belle aux Etats-Unis, le marché redonnant un regain de rigueur de la part des autorités monétaires (la Fed), tandis qu'en France les mêmes autorités décident à nouveau d'abaisser le taux de l'escompte. Les deux phénomènes n'ont, toutefois, pas la même importance, et toute l'attention s'est concentrée sur le grand pays de l'Amérique du Nord.

Ce pays, il faut bien en convenir, émet des « signaux » quelque peu brouillés. Tout le monde connaît le débat qui agite les alliés d'outre-Atlantique : l'économie y est-elle en surchauffe et le Fed va-t-elle être contrainte de durcir encore sa politique pour éviter cette surchauffe ?

Pour les optimistes, l'expansion, encore très forte au premier trimestre (+8,8 % pour le PNB révisé à +9,7 %), se ralentit : progression des ventes au détail ramenée à +0,2 % en mai, et augmentation « modérée » de la production industrielle le même mois (0,4 %). En outre, les prix à la production sont restés stables le mois dernier et la hausse des prix inférieurs ne devrait pas dépasser le rythme annuel de 2,8 %, en cours du deuxième trimestre 1984, le plus faible depuis les 1,5 % du deuxième trimestre 1967, contre 3,9 % au premier trimestre 1984.

Mais voilà ! Jeudi, les services officiels faisaient connaître que le produit national brut des Etats-Unis avait augmenté de 3,7 %, en taux annuel, au deuxième trimestre 1984, après l'annonce précédente de 9,7 % au trimestre précédent. Grande déception des milieux financiers, qui attendaient 3,7 % (bon chiffre), à défaut 5 % (chiffre neutre) et voyaient d'un mauvais œil toute progression supérieure à 5 %. Certains experts objectent qu'il était vain de s'attendre à un ralentissement aussi rapide de l'expansion après un premier trimestre « flamboyant ». Le

mois d'avril n'avait-il pas encore été très « fort », le fléchissement de l'activité n'ayant commencé à être discernable qu'en mai, sinon en juin ? D'autres relèvent que le crédit aux entreprises et aux ménages se gonfle toujours aussi vigoureusement, et que la masse monétaire (+3,1 milliards de dollars pour la semaine se terminant le 11 juin) augmente plus rapidement que ne le prévoient les objectifs de croissance fixés précédemment par la Fed.

« Il faut arrêter cela alors qu'il est encore temps », a déclaré M. Wallich, l'un des membres du conseil de la Réserve fédérale. Le message a été entendu et même au-delà puisque tous les taux se sont mis à monter, que ce soit l'argent au jour le jour (près de 12 %), à six mois (plus de 12 1/2 % comme il y a six semaines) et à long terme. Certains experts prévoient 15 % pour l'eurodollar à six mois à la fin de l'année. Voilà de quoi satisfaire les représentants des onze pays latino-américains actuellement réunis à Carthagène, en Colombie, et qui réclament à cor et à cri la diminution des taux dévastateurs pour leurs 350 milliards de dollars de dettes !

En France, la Banque centrale a diminué son taux d'intervention sur effets de première catégorie, et celui-ci, pour la deuxième fois en six semaines. Le 9 mai dernier, elle avait ramené ce taux de 12 % à 11 3/4 % et mercredi dernier de 11 3/4 % à 11 1/2 %. Pour l'instant, rien ne l'empêche de le faire, le franc se tenant fort bien sur les marchés des changes. L'objectif est, sans doute, une diminution du taux de base des banques, fixé à 12,25 % depuis le début de 1983, mais la situation financière de ces établissements n'est pas telle que cette diminution puisse intervenir rapidement.

Des émissions à taux fixe mieux appréciées

Cette baisse du taux à court terme n'a pas encore gagné le marché obligataire, où les rendements sont restés stables : pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, 12,91 % contre 12,93 % il y a trois semaines ; 12,78 % contre 12,82 % pour ceux à moins de sept ans ; et 13,94 % contre 13,95 % pour les emprunts du secteur public, selon les indices Paribas.

A l'émission, mais à part un emprunt de la banque Morgan de 400 millions de francs à taux variable (TMM), le fait de la semaine a été l'emprunt de 3 milliards de francs du Crédit foncier de France, en deux tranches, l'une de 1 milliard de francs à taux fixe de 13,70 %, l'autre de 2 milliards de francs à taux révisable tous les trois ans (TRO 3). Comme d'habitude, la tranche à taux variable a bien démarré, trop bien peut-être, les grandes banques faisant de la rétention de « papier », sans doute pour le garder à destination de leurs réseaux de placement, puis le remontant sur le marché. Inversement, la tranche à taux fixe, dont le départ avait été plus difficile, s'est « cassée » plus normalement ensuite, l'intérêt pour le taux fixe devenant plus marqué, sans doute dans l'espoir d'une baisse du taux en 1984-1985.

Cette semaine, un événement s'est bien, celui du lancement du premier emprunt obligataire des Caisse d'épargne (réseau de l'Ecluseuil), qui ont préféré placer leur propre « papier » auprès de leur clientèle après avoir placé celui des autres. L'opération, 1,3 milliard de francs, a été un succès : le tout a été levé en deux jours dans les guichets des caisses, et le marché n'a pas vu la couleur. Il est vrai qu'il est assez singulier de voir les banques placer le « papier » des Caisse, leur grande rivale.

Il est question de deux grands emprunts, pour la semaine prochaine, l'un pour le Fonds spécial des grands travaux, l'autre pour le Fonds de l'industrie sidérurgique (FIS). Quant à l'emprunt d'Etat dont nous parlions la semaine dernière, certains le voient annoncé en août, avec placement début septembre. Il faut dire toutefois, que, contre l'emprunt d'Etat de 12 milliards de francs de février dernier, le Trésor a déjà levé, sous la forme d'obligations renouvelables (ORT), 7 milliards de francs en janvier et à milliards de francs en avril.

Relevons enfin qu'à la Banque de France des changements sont prévus dans le haut état-major. M. Prate, premier sous-gouverneur, va prendre, dans le courant de l'été, la présidence de la Banque européenne d'investissement à Luxembourg, et a de grandes chances d'être remplacé par M. Camdessus, actuellement directeur du Trésor ; M. Lefort, second sous-gouverneur, prend sa retraite le 31 juillet prochain, et sa succession pourrait être assurée par M. Weitzneger, directeur général des services étrangers, comme l'avait été M. Lefort. Quant au poste de M. Camdessus, il serait susceptible d'être occupé soit par M. Lagayette, inspecteur des finances et directeur du cabinet de M. Jacques Delors depuis mai 1981, soit par M. Lebourg, administrateur civil, ancien conseiller Mitterrand et actuellement directeur adjoint du Trésor. La décision est sur les genoux des dieux.

FRANÇOIS RENARD.

## COURS MOYENS DE CLOTURE DU 15 JUIN AU 22 JUIN

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SEAL	Franc suisse	Franc suisse	DM mark	Franc belge	Paris	Lira italienne
Londres	1,3640	—	11,7655	43,2658	35,9268	1,7651	31,9038	0,8281
New-York	1,3785	—	11,8694	43,8404	36,4564	1,7921	32,7729	0,8588
Paris	11,6128	1,2428	—	36,5111	36,5272	15,0883	27,725	2,4588
—	11,6119	1,2428	—	36,5032	36,5272	15,0882	27,724	2,4588
Zurich	3,1579	2,3145	27,8924	—	83,1597	4,8856	73,8395	1,5499
—	3,1444	2,3210	27,8742	—	83,1571	4,8876	73,8427	1,5418
Frankfurt	3,7967	2,7835	25,8271	1,3026	—	4,9135	88,8828	1,6735
—	3,7812	2,7438	25,5579	1,2925	—	4,9126	88,7990	1,6135
Breuxelles	27,4706	36,45	6,6312	24,761	28,3529	—	15,4738	3,5941
—	26,9281	36,45	6,6251	24,4261	28,3427	—	15,4641	3,5254
Amsterdam	4,7251	3,1345	36,6899	125,43	112,61	5,5330	—	1,8281
—	4,7282	3,0850	36,6447	125,42	112,61	5,5358	—	1,8171
Milan	233,38	17,1458	288,69	748,76	615,95	36,2647	546,98	—
—	233,45	17,08	288,78	745,29	615,76	36,4659	558,34	—
Tokyo	221,36	235,80	27,5781	181,79	84,6416	4,1588	75,1638	0,1574
—	221,65	235,98	27,6439	182,10	84,9978	4,1738	75,3946	0,1578

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 22 juin, 3,6261 F contre 3,6174 F le vendredi 15 juin.

## Les matières premières

### Hausse du plomb, baisse du café

La perspective d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, les menaces qui planent sur la reprise de l'activité économique, si certaines politiques correctives ne sont pas mises en œuvre (réduction notamment du déficit budgétaire aux Etats-Unis), n'étaient pas faites pour relancer les affaires sur les marchés commerciaux. Les prix n'ont varié qu'en fonction de facteurs spécifiques (réduction de l'offre, conflits sociaux, etc.).

MÉTALUX. — Les cours du cuivre restent toujours en dessous de 1 000 livres la tonne au Metal Exchange de Londres. Le marché est déprimé par l'imposition éventuelle de restrictions frappant les importations de métal rouge aux Etats-Unis. Les négociants redoutent en effet que les ventes de cuivre du Chili, qui assure 56 % des besoins des Etats-Unis et près de 20 % de ceux du Canada, ne se déversent sur d'autres marchés, pesant ainsi de surcroît sur les prix. Les Etats-Unis, ont doublé leurs achats de métal en 1983. Ce pays souhaiterait, sous la pression des professionnels, les ramener entre 300 000 et 350 000 tonnes par an pendant cinq ans.

Réveil soudain du marché du plomb, dont les cours enregistrent une sensible avance à Londres, retrouvant leur niveau le plus élevé depuis deux ans et demi. La grève qui paralyse les installations de différents producteurs, tant aux Etats-Unis qu'en Australie, a entretenu cette petite flambée des prix, qui pourrait n'être qu'un « feu de paille ».

Le marché du zinc semble avoir trouvé à Londres un point d'équilibre à court terme. La production

mondiale des pays non communistes s'est élevée à 412 200 tonnes en mai, en augmentation de 12 000 tonnes sur celle du mois précédent et de 21 200 tonnes sur celle du mois correspondant de 1983. Les stocks de métal se sont accrus de 13 300 tonnes en mai, mais restent inférieurs de 34 000 tonnes à ceux d'il y a un an.

Nouvelle progression des cours de l'étain à Londres. Elle atteint plus de 10 % depuis le commencement de l'année. Les achats réguliers de soutien effectués par le directeur du stock régulateur expliquent cette hausse persistante. En outre, selon les estimations du Conseil international de l'étain, les stocks mondiaux de métal se dégonfleraient actuellement au rythme mensuel de 1 500 tonnes, ce qui ramènerait leur total à quelque 70 000 tonnes à la fin de l'année, soit 20 000 tonnes de moins qu'à la fin 1983.

Sensible reprise des cours de l'argent à Londres en corrélation avec la hausse des prix de l'or.

DÉNREES. — Fléchissement des cours du cacao sur l'ensemble des marchés. Selon certaines informations, des utilisateurs européens auraient accepté la livraison de quelque 10 000 tonnes de petites fèves de qualité inférieure en provenance de Côte d'Ivoire, ce qui ne manquera pas d'atténuer la pénurie à court terme de fèves. La récolte principale du Ghana est évaluée à 153 000 tonnes, et l'intermédiaire à 5 000 tonnes.

Petite chute des cours du café, car la pénurie de robusta tendrait à s'estomper. Les négociants s'attendent à une augmentation des ventes en provenance de l'Ouganda, car les prix payés aux planteurs viennent d'être majorés de 30 %, ce qui pourrait mettre peut-être fin à la rétention des livraisons. La récolte de Côte d'Ivoire est évaluée pour la saison 1984-1985 à 250 000 tonnes en lieu de 80 000 tonnes pour la précédente. L'apparition de températures plus clémentes aux Brésils dans les zones de production éloigne la menace de gelées.

## LES COURS DU 22 JUIN 1984

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 973,50 (977,50) ; à trois mois, 996 (997) ; étain comptant, 9 250 (9 170) ; à trois mois, 9 255 (9 116) ; plomb, 360 (340,50) ; zinc, inch. (636) ; aluminium, 937 (905,50) ; nickel, 3 535 (3 437) ; argent (en once par once troy), 632,5 (611) ; New-York (en cent par livre) : cuivre (premier terme), 60 (61,20) ; argent (en dollars par once), 8,65 (8,58) ; platine (en dollars par once), 376,90 (383,50) ; — Francs : étain (en ringgit par kilo), inch. (29,28).

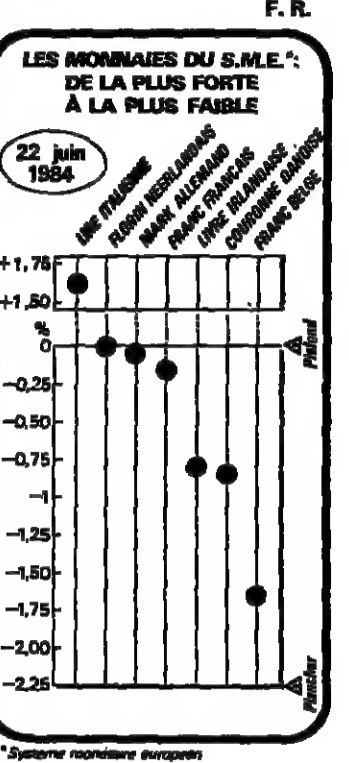
TEXTILES. — New-York (en cent par livre) : coton, juillet, 78,87 (79,17) ; octobre, 75,10 (76,40). — Londres (en nouveau pence par kilo), laine (peignée à sec), août, 454 (446) ; — Roubaix (en franc par kilo), laine, juillet, 52,50 (52,10).

CAOUTCHOUC. — Londres (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), 600-615 (610-628) ; — Fessing (en cent des Détroits par kilo) : 194-194,50 (204-205).

DÉNREES. — New-York (en cent par lb) : café par le cacao, en dollars par tonne) : cacao, juillet, 2 270 (2 286) ; septembre, 2 313 (2 448) ; sucre, juillet, 5,44 (5,60) ; septembre, 5,67 (5,86) ; café, juillet, 146,88 (146,51) ; septembre, 141,31 (143,32). — Londres (en livres par tonne sauf le sucre en dollars) : sucre, août, 149 (154,30) ; octobre, 156,40 (162,40) ; café, juillet, 2 132 (2 230) ; septembre, 2 160 (2 226) ; cacao, juillet, 1 134 (1 092) ; septembre, 1 811 (1 943). — Paris (en francs par quintal) : cacao, septembre, 2 190 (2 330) ; décembre, 2 055 (2 120) ; café, septembre, 2 550 (2 610) ; novembre, 2 560 (2 625) ; sucre (en francs par tonne), août, 1 410 (1 415) ; octobre, inch. (1 450) ; tourteaux de soja. — Chicago (en dollars par tonne), juillet, 185 (180,50) ; août, 187,80 (183). — Londres (en livres par tonne), août, 141,50 (140) ; octobre, 148 (144).

CÉRÉALES. — Chicago (en cent par boisseau) : blé, juillet, 356 1/2 (349) ; septembre, 361 1/4 (356 1/4) ; maïs, juillet, 353 3/4 (346 1/4) ; septembre, 331 1/4 (322 1/2).

INDICES. — Moody's, 1 065,90 (1 060,80) ; Reuters, 1 920,1 (1 945,60).



MEXIQUE

Excédent commercial de 5 millions de dollars. — La balance commerciale mexicaine a dégagé au cours des quatre premiers mois de 1984 un excédent de 5 074 millions de dollars, en hausse de 11 % par rapport à la période correspondante de 1983. Les exportations se sont élevées à 8 042 millions de dollars, en progression de 19 % par rapport à janvier-avril 1983, et les importations à 2 968 millions, en hausse de 35 %. L'augmentation des exportations est due principalement, selon des sources officielles, aux ventes non pétrolières, qui ont fait un bond de 46,7 %. — (AFP.)



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

3 à 5. La visite du président de la République en Union soviétique.

### FRANCE

8. Une semaine de discussion au PCF.  
10. La préparation de la manifestation pour l'enseignement privé.  
16. SPORTS : les demi-finales du championnat d'Europe de football.

### CULTURE

17. Vadim Kozlov : un poète contre le dépeçage de la langue.

### ÉCONOMIE

20. Bouillonnement dans les huiles espagnoles.  
22. Revue des valeurs.  
23. Crédits, changes et grands marchés.

### RADIOTÉLÉVISION (19)

Carnet (16) : « Journal officiel » (19) ; Programmes des spectacles (18) ; Météorologie (19) ; Mots croisés (19).

## UNE EXPULSION ET DEUX ARRESTATIONS AU PAYS BASQUE

M. Isidoro Garate Bedialaeta, Basque espagnol âgé de trente-trois ans, réfugié en France depuis 1976, a été arrêté vendredi 22 juin à Biarritz. Il était porteur d'un pistolet. L'interpellé, sans appartenir au comité exécutif de l'organisation séparatiste basque ETA-militaire, aurait été responsable de l'acquisition d'armes et de véhicules en vue d'attentats et figurait sur une liste de deux cents « terroristes » transmise par la police espagnole à Interpol. Un autre militant présumé de l'ETA-militaire, M. Jesus Maria Arizabal, interpellé au domicile de M. Bedialaeta, a été défilé au parquet.

D'autre part, un ressortissant algérien, M. Mohamed Khair, vingt-huit ans, arrêté en avril à Bordeaux lors d'une opération policière contre le Groupe antiterroriste de libération (GAL), puis remis en liberté sur décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Pau, sera prochainement expulsé vers son pays d'origine.

● Cinq ans de prison pour deux nationalistes corse. — Le tribunal de grande instance de Bastia (Haute-Corse) a condamné, vendredi 22 juin, deux nationalistes, MM. Jean-Michel Rossi, vingt-trois ans, et Rémy Delettre, vingt-quatre ans, à cinq ans de prison chacun pour le plastique d'une vedette de la gendarmerie à Calvi, en novembre 1983. Le substitut du procureur de la République avait requis contre les deux hommes, arrêtés en mars dernier, huit et neuf ans de prison.

Canal 5 : M. Bessis inculpé. — Après l'émission pirate de télévision diffusée du 20 juin à 18 heures jusqu'au lendemain 14 h 30 par Canal 5, M. Jean-Louis Bessis, avocat à la cour de Paris, président de l'association Canal 5, a été inculpé, le 22 juin, par M. Claude Grellier, juge d'instruction, d'usage d'une fréquence radioélectrique non autorisée, délit prévu par les articles 7 et 97 de la loi du 29 juillet 1982. Après son inculpation, M. Bessis a notamment déclaré : « Le Conseil d'Etat va prochainement invalider les fins de non-recevoir systématiquement opposées aux candidats à un contrat de concession de service public, alors que, d'une part, le principe de l'abandon du monopole de la télévision est proclamé par la loi de 1982, et que, d'autre part, il n'y a eu que le seul candidat agréé ».

● L'information audiovisuelle en Corse. — L'intersyndicale des journalistes de radio Corse-Fréquence-Mora qualifie d'« affirmations mensongères et diffamatoires » les conclusions du rapport sénatorial sur l'information audiovisuelle en Corse (le Monde du 23 juin). Ce rapport, « ni sérieux, ni crédible », se fonde pour l'essentiel sur des éléments tendancieux fournis par M. François Giacobbi, sénateur MRG de Haute-Corse, estime l'intersyndicale. De son côté, l'intersyndicale de FR 3 Corse « rejette catégoriquement » ces « graves accusations » et se déclare décidée à saisir la Haute Autorité de la radio et de la télévision pour que « justice soit rendue à la rédaction et à l'ensemble du personnel de FR 3 Corse ».

A B C D E F G

## La fin de la conférence de Carthagène sur l'endettement des pays latino-américains

De notre envoyé spécial

Carthagène. — On comprend la satisfaction des ministres des affaires étrangères et des finances des onze pays latino-américains à l'issue de la conférence de Carthagène. Leur objectif, en effet, a été pleinement atteint : évincer le piège de la rhétorique,

ils ont inscrit leur réunion dans un processus d'actions de plus en plus solidaires face aux banques commerciales, aux institutions financières internationales et aux gouvernements des pays riches.

### La solidarité à petits pas...

La conférence de Quito, en janvier dernier, avait marqué la volonté des pays latino-américains de ne plus assister en spectateurs à l'effondrement de leurs économies respectives. La mortée irrésistible des taux d'intérêt avait suscité, le 19 mai, la réaction des quatre présidents de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie et du Mexique. Le 5 juin, ces derniers adressaient une lettre aux sept participants de la réunion de Londres dans laquelle ils insistent « sur la nécessité d'un dialogue constructif entre créanciers et débiteurs ».

Il appartenait à l'Amérique latine de définir clairement ce qu'elle voulait, ce qu'elle a fait à Carthagène. Elle n'en restera pas toutefois là puisque les ministres ont décidé de se retrouver à Buenos-Aires avant l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale pour évaluer les progrès accomplis.

Le document final, rendu public vendredi 22 juin dans la soirée et appelé « consensus » comprend trois parties.

La première est consacrée à un rappel de la situation économique de la région et à l'affirmation d'un certain nombre de principes. L'Amérique latine traverse une crise sans précédent qui obéit à des facteurs échappant à son contrôle. L'augmentation de la dette extérieure en constitue l'aspect le plus grave : au cours des huit dernières années le paiement des intérêts a représenté plus de 173 milliards de dollars, une hausse de point du coût du crédit signifie une nouvelle saignée de 2,5 milliards de dollars par an. Face à cette situation les participants de la réunion de Carthagène ont certes réaffirmé leur volonté d'honorer leurs engagements, mais aussi la détermination de leurs gouvernements de veiller au bien-être de la population et au maintien de la stabilité sociale.

Le problème de la dette extérieure est en effet devenu un problème politique. De même, s'ils ne mettent pas en cause la négociation sans cesse de la dette extérieure, les participants de la réunion de Carthagène ont pour la première fois la nécessité de définir un cadre général qui serve de base aux négociations individuelles. Deux principes devraient inspirer : la responsabilité de toutes les parties dans la recherche d'une solution permanente, et une répartition équitable des efforts de redressement. « Le processus d'ajustement doit être symétrique s'il veut porter ses fruits ». Le document demande également l'ouverture des marchés des pays industrialisés aux exportations des nations en voie de développement et l'augmentation du flux d'investissements directs.

La deuxième partie contient une liste de propositions concrètes. Les pays représentés à Carthagène demandent en premier lieu une réduction substantielle et immédiate des taux d'intérêt. Il s'agit là d'un objectif fondamental. Cette diminution doit s'accompagner de l'abolition des commissions qui rendent le coût de l'argent. En ce qui concerne les délais de remboursement, le document de Carthagène insiste sur la relation « raisonnable » qui doit exister entre le service de la dette et les revenus provenant des exportations afin « d'assurer le maintien d'un niveau suffisant d'activité économique ».

Autre proposition qui fera, sans doute, couler beaucoup d'encre : la révision du fameux « lien » qui impose la FMI entre les crédits qu'il octroie et la mise en œuvre d'un programme d'ajustement. « La priorité, affirme le document, doit être accordée à la croissance de la production et de l'emploi ». On retrouve là la thèse chère au président argentin M. Raúl Alfonsín. Par ailleurs l'impact sur les finances publiques et la balance des paiements de l'augmentation des taux d'intérêt au-delà du niveau convenu dans les programmes de

● Augmentation du capital de la Société financière internationale. — Les administrateurs de la Banque mondiale viennent d'approuver une augmentation de 650 millions de dollars du capital de la Société financière internationale (SFI), filiale spécialisée dans les prises de participation et les prêts au secteur privé des pays en voie de développement.

Le numéro du « Monde » daté 23 juin 1984 a été tiré à 454 763 exemplaires

stabilisation ne devrait pas être pris en compte. Le document demande ensuite une augmentation des ressources de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement et une meilleure utilisation des crédits qu'accordent ces deux organismes.

La troisième partie, sans doute la plus intéressante, propose la création « d'un mécanisme de consultations et de suivi au niveau régional ». Celui-ci, ouvert à l'ensemble des pays d'Amérique latine, aura une double finalité : faciliter l'échange d'informations et promouvoir le dialogue avec les gouvernements des pays créanciers. Prenant au mot les sept Grands, les participants de la réunion de Carthagène se déclarent disposés à rencontrer les pays riches « en vue de mener une réflexion en commun sur les conséquences économiques, sociales et politiques de la dette de l'Amérique latine ».

JACQUES DESPRÉS.

### LA DETTE EXTÉRIÈRE DES ONZE PAYS PARTICIPANTS (en milliards de dollars)

PAYS	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVÉ	DETTE TOTALE
BRESIL	62	38	100
MEXIQUE	76	18	94
ARGENTINE	29,9	13,9	43,8
VENEZUELA	28	6	34
CHILI	7	14	21
PÉROU	10,7	2	12,7
COLOMBIE	6,7	3,8	10,5
BOLIVIE	3,8	1,5	5,3
EQUATEUR	5,25	1,6	6,85
URUGUAY	3,3	1,3	4,6
RÉP. DOMINICAINE	2,9	0,6	3,5

### A LUXEMBOURG

## Timides débuts de l'Europe de la culture

De notre envoyé spécial

Luxembourg. — La culture est « entrée en Europe », vendredi 22 juin, à l'occasion de la troisième session du Conseil des Communautés européennes. Pour la première fois, en effet, les ministres de la culture des Dix se sont réunis de façon « formelle » à Luxembourg. Session historique pour l'Europe puisqu'elle marque officiellement la prise en compte d'un nouveau domaine d'activité, même si ses ressortissants n'en sentent guère les effets dans l'immédiat. Car, d'emblée, les enjeux de la culture, considérés sous l'angle des industries qui lui sont liées, durent se plier aux règles des procédures communautaires.

L'ordre du jour ficelé par la présidence française de M. Jack Lang, volontairement dépourvu de propositions gratuites ou de dispositions trop générales, fut abordé comme n'importe quel dossier industriel ou agricole. Et, comme il était prévu, les mesures suggérées par tel ou tel pays membres sortirent bien équilibrées de ce premier tour de table.

A commencer par l'idée d'un « fonds européen d'aide aux productions cinématographiques et télévisuelles », ardemment défendue par la France, la Grèce et l'Italie, qui présente même un projet plus ambitieux encore. Combattu par le Danemark et par la Grande-Bretagne et soutenu, du bout des lèvres, par la République fédérale d'Allemagne, il en restera tout de même l'espoir d'un groupe de spécialistes et la Commission des Communautés européennes sont chargés de définir les contours d'un « système multilatéral de soutien à l'industrie des programmes ».

Fonds d'aide alimenté par le budget communautaire ou mécanisme d'intervention gouvernemental, ou encore solution mixte, les experts devraient faire une proposition détaillée lors du prochain Conseil, qui se tiendra sous la présidence irlandaise, à une date encore à déterminer.

La très délicate question des quotas de productions d'origine européenne que les pays membres pourraient s'astreindre à respecter sur leurs écrans n'a certes pas été éludée, mais au lieu du « relèvement par paliers » auquel songeait la France, on s'en tint à la résolution d'encourager par « la mise en œuvre, dans les formes appropriées, des mesures propres à assurer sur l'ensemble des médias de la communication audiovisuelle une place

adéquate aux œuvres et aux programmes d'origine européenne ».

De même, la tentative d'ébaucher une « chronologie des médias » à laquelle devrait obéir la diffusion d'un film (afin de limiter la baisse de fréquentation des salles de cinéma) dut-elle céder le pas à un engagement vague en faveur d'une « diffusion rationnelle des œuvres sur l'ensemble des médias de communication audiovisuelle ».

La volonté de préserver une juste rétribution aux auteurs ne déboucha pas non plus, comme on a pu le croire un moment, sur la promesse d'établir un prélèvement sur les matériels de reproduction individuelle ou support vierge dans les pays qui, contrairement au Danemark, à la RFA, et sans doute aussi à la France bientôt, n'ont pas encore adopté ce principe. La question sera réexaminée lors de la prochaine réunion.

La lutte contre la piraterie, en revanche, a recueilli un consensus général, exception faite d'une « réserve » de la délégation néerlandaise, comme l'indique le communiqué final. Les Etats membres qui n'ont pas ratifié les conventions internationales déjà existantes « s'efforceront » de le faire « rapidement ». Chacun renforcera aussi, « en tant que de besoin », ses propres dispositions nationales pour faciliter la répression.

Un point semble définitivement acquis : la possibilité de faire prendre en charge des actions de formation dans les professions artistiques par le Fonds social européen. La Commission devrait, là encore, en préciser les modalités d'ici à la prochaine réunion.

« Tout cela est peu, mais c'est beaucoup », commentait laconiquement M. Gaston Thorn, président de la Commission. Peu, en effet, mais pas moins que ce qui pouvait être attendu par tout ceux qui redoutaient une obstruction totale du « clan des libéraux ». Grande-Bretagne en tête. Et M. Jack Lang, comme son collègue du gouvernement français, M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, qui condamnait la délégation française, ont quelques raisons d'être satisfaits. Si « un avenir européen des industries culturelles et de la communication » n'est pas sorti en un coup de la subtilité mécanique communautaire, le premier pas a été fait.

ERIC RHODE.

(Publicité)  
chaque jour... sur votre table

CUVÉE JEAN-BAPTISTE  
un excellent vin de Patriarche Père et Fils

### En Argentine

## Le général Viola, ancien chef de l'Etat, est arrêté

Buenos-Aires (AFP, Reuters). — Le général Roberto Viola, qui fut de mars à décembre 1981, chef de l'Etat argentin après avoir été, cinq années durant, le principal collaborateur militaire de son prédécesseur le général Videla, a été arrêté le vendredi 22 juin à Buenos-Aires.

La démission du général Viola fait partie d'une enquête de la justice civile sur la disparition, en 1978, d'Alfredo Giogi, un scientifique membre d'un institut de technologie industrielle dépendant de l'Etat. Selon le magistrat instructeur, M. Luis Cordoba, il est reproché au général Viola d'avoir donné l'ordre d'arrêter et (ou) d'assassiner tous les éléments subversifs du pays. Alfredo Giogi, enlevé en novembre 1978 par des hommes qui s'étaient présentés en armes à son bureau, avait été aperçu pour la dernière fois début 1979 à la prison secrète d'Olivera.

La cour suprême de justice a aussi décidé, le 22 juin, le transfert aux tribunaux militaires du dossier du général Reynaldo Bignone, chef de la dernière junta militaire ayant gouverné le pays, après la défaite des Malouines, en juin 1982. L'officier est tenu pour responsable de la disparition, en 1976, de trois appelés du contingent. Il est démis depuis le début de cette année.

Les autres officiers généraux emprisonnés en Argentine sont : le général Galtieri, responsable du

déclenchement de l'opération de « récupération » des Malouines, dont l'attitude, durant cette période, a été critiquée par une commission militaire ; le général d'aviation Luis Daza et l'amiral Anaya. Également membres de la junta durant la même période : l'ex-commandant en chef de la marine et membre de la junta qui avait renversé M<sup>rs</sup> Isabel Peron, le 24 mars 1976, l'amiral Massera, accusé d'avoir joué un rôle central dans les disparitions de personnes et les exécutés en tout genre de la répression menée dans les « années noires » 1975-1979 ; le vice-amiral Ruben Chamorro, qui fut directeur de l'Ecole de mécanique de la marine, principal centre de torture du pays à la même époque ; et le général Ramon Campa, alors chef de la police de la province de Buenos-Aires, qui s'est publiquement enorgueilli des méthodes extra-légales utilisées contre la « subversion ».

Le général Videla, qui fut membre de la première junta et chef de l'Etat pendant cinq ans (1976-1981), a, pour sa part, été laissé en liberté provisoire. Il fait l'objet d'une enquête — ordonnée depuis l'arrivée au pouvoir du président radical, M. Raúl Alfonsín, en décembre 1983, au même titre que les huit autres membres des trois juntas qui se sont succédées au pouvoir de 1976 à 1983.

### Aux États-Unis

## La diplomatie œil pour œil

Le gouvernement américain est désormais résolu à appliquer un principe de réciprocité absolue dans ses rapports diplomatiques. Le département d'Etat a en effet déposé, le vendredi 22 juin, une série de mesures qui pourront être prises contre le personnel et les installations diplomatiques aux Etats-Unis de pays où les diplomates américains font l'objet de tracasseries administratives. Cette utilisation nouvelle de la « loi du talion » a pour objet d'inclure les pays en question à mettre fin à certaines pratiques, a souligné un responsable du département d'Etat.

Les mesures de représailles suivantes pourront être appliquées :  
● La Chine et l'Union soviétique, qui n'autorisent pas les diplomates américains à acheter des propriétés, ne pourront plus désormais acheter des locaux diplomatiques aux Etats-Unis ;  
● Les représentants de tout pays obligent les diplomates américains à payer la taxe à la valeur ajoutée ne bénéficieront plus d'une exemption fiscale aux Etats-Unis ;  
● Chaque fois que la douane d'un pays retarde le transit de bagages de diplomates américains, les douanes américaines imposeront un retard identique aux bagages des représentants de ce pays ;  
● Chaque fois que les communications téléphoniques, par satellite ou par câble, entre une mission américaine à l'étranger et Washington sont « perturbées », les ambassades des pays concernés à Washington se trouveront à des difficultés similaires.

Les limites de ce principe de réciprocité ont, toutefois, été clairement indiquées : en cas d'agression contre des diplomates américains à l'étranger, il n'y aura pas de représailles physiques, a précisé le porte-parole du département d'Etat.

### Au Vietnam

## ARRESTATIONS...

La délégation en France de l'Eglise bouddhique unifiée du Vietnam nous fait part de son inquiétude au sujet de l'arrestation, le mois dernier, par la police vietnamienne des écrivains et poètes Doan Quoc Sy, Hoang Hai Thuy et Quach Tan, du chanteur Duy Truc et du journaliste Duong Hung Chuong.

La délégation observe que ces arrestations four suites à celles de douze moines et nonnes bouddhistes, appréhendés fin mars et début avril à Ho-Chi-Minh-Ville. Elle rappelle que le vénérable Tri Thuc, président de l'organisme bouddhiste pro-gouvernemental, interpellé quelques heures à la même époque, était décédé dans des conditions troublantes peu après sa libération.

...ET LIBÉRATION DU POÈTE BUI HOANG CAM  
Amnesty International nous informe en revanche de la mise en liberté courant mai semble-t-il, du poète Bui Hoang Cam, dont on était pratiquement sans nouvelles depuis son arrestation le 20 août 1982, sous l'accusation d'avoir entretenu « des relations culturelles avec l'étranger » (le Monde des 2 décembre 1983 et 17 mars 1984).

## LE SAVIEZ-VOUS ?

Au département Occasion des Usines Citroën, vous pouvez trouver des voitures d'ingénieurs et cadres de l'usine ou des voitures d'exportation (ex. TT) ayant un faible kilométrage, garanties, à un prix intéressant. Exceptionnellement jusqu'au 25 juin (dimanche excepté), reprise de votre vieille voiture.

4.000F MINIMUM  
quel que soit son état, pour tout achat d'une voiture d'occasion

— 10, place Étienne-Pernet, 75015 Paris  
Tél. : 531.16.32. Métro : Félix-Faure  
— 50, boulevard Jourdan, 75014 Paris  
Tél. : 589.49.89. Métro : Porte d'Orléans  
— 59 bis, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris  
Tél. : 208.86.60. Métro : Jaurès

Cette offre concerne uniquement les ventes à particuliers